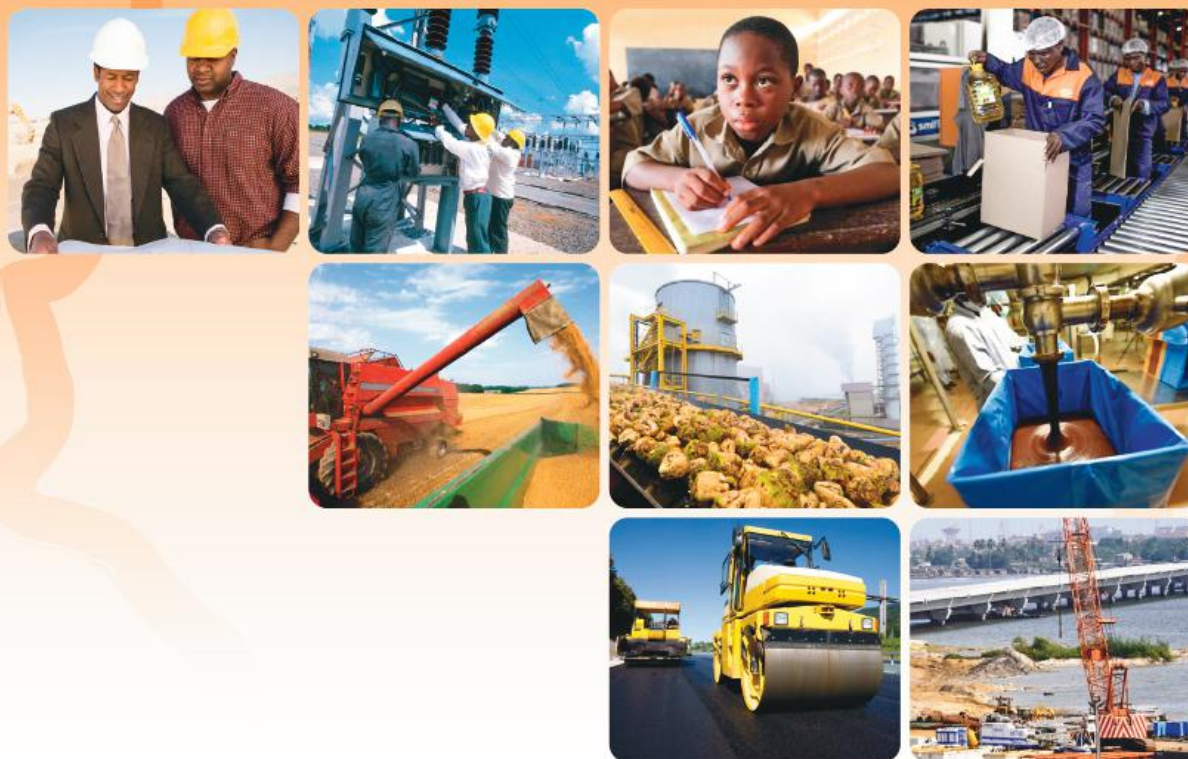




République de Côte d'Ivoire
Ministère du Plan et du Développement



➤ **Plan National de Développement
PND 2016-2020**

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRES

SOMMAIRE

1. AXE STRATÉGIQUE I : _____	P. 6
RENFORCEMENT DE LA QUALITÉ DES INSTITUTIONS ET DE LA BONNE GOUVERNANCE	
2. AXE STRATÉGIQUE II : _____	P. 27
ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET PROMOTION DU BIEN ÊTRE SOCIAL	
3. AXE STRATEGIQUE III : _____	P. 56
ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE PAR L'INDUSTRIALISATION	
4. AXE STRATEGIQUE IV : _____	P. 87
DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HARMONIEUSEMENT	
REPARTIES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	
5. AXE STRATEGIQUE V : _____	P. 121
RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	
6. RÉCAPITULATIF DE LA MATRICE D' ACTIONS PRIORITAIRES _____	P. 128

PREFACE



L'exécution du Programme National de Développement (« PND ») 2012-2015, a été à bien des égards un franc succès.

Au plan de la relance économique, nous avons réussi à remettre notre économie sur la voie d'une croissance forte, avec le plein soutien de nos partenaires au développement. Nous avons rejoint le groupe de tête des pays à forte croissance dans le monde avec un taux moyen annuel de croissance du PIB réel d'environ 9%. Nous avons créé, plus de 2 millions d'emplois en seulement 4 ans. Nous avons également augmenté les revenus de la grande majorité des Ivoiriens, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Ces performances économiques nous ont permis d'améliorer nos infrastructures économiques et sociales et de contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vie des ivoiriens.

Pendant, les visites d'Etat que j'ai effectuées dans notre pays ainsi que les rencontres avec mes concitoyens, notamment lors de la dernière campagne présidentielle, m'ont permis de constater que malgré ces avancées, des efforts restent à faire pour consolider notre chemin vers l'émergence.

Aussi, le PND 2016-2020, qui tire les leçons de la mise en œuvre du PND 2012-2015, a pour ambition de réaliser l'émergence de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020 avec une base industrielle solide. La réduction de la pauvreté et une meilleure redistribution des fruits de la croissance, surtout pour les plus défavorisés, est également un pilier de la nouvelle stratégie. Notre stratégie de transformation structurelle de l'économie, s'appuiera sur la compétitivité de notre économie, la transformation de nos produits de base et l'exportation.

Ainsi, le PND 2016-2020 mettra l'accent sur : (I) l'amélioration du taux de transformation des matières premières agricoles ; et (II) la diversification de l'appareil productif industriel avec la promotion d'une industrie manufacturière.

Le PND 2016-2020 mettra également l'accent sur l'amélioration des conditions et de la qualité de vie de nos compatriotes, notamment par le développement d'infrastructures économiques de qualité prenant en compte les préoccupations liées à l'aménagement du territoire et la préservation de l'environnement.

Le cadre macroéconomique continuera d'être solide. Le scénario retenu s'appuie sur une croissance économique forte, solidaire, équitable, créatrice d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes. L'environnement des affaires et la bonne gouvernance feront l'objet d'une attention particulière.

Ces réformes devront s'effectuer de pair avec le développement du capital humain. A cet égard, un effort important sera effectué afin d'améliorer la qualité de notre système éducation-formation, afin de le rendre accessible à tous et en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi. Nous mettrons également l'accent sur l'amélioration de la qualité de nos services de santé tout en nous assurant que ceux-ci sont accessibles à tous, au travers de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Enfin, le PND 2016-2020, vise à promouvoir le développement de la coopération internationale, l'intégration régionale et le rayonnement de la Côte d'Ivoire.

Il reste bien entendu qu'il nous faut continuer à travailler dans l'union, la discipline, le travail; et comme nous l'a enseigné le Père de la Nation, le Président Félix Houphouët-Boigny, dans la paix. En effet, seule une paix durable, des Institutions fortes et des citoyens prêts à placer l'intérêt de la nation au-dessus de tout, permettront à notre pays d'entrer de façon irréversible dans le cercle des grandes Nations démocratiques et développées.

Ainsi, nous pourrions bâtir une Côte d'Ivoire moderne où le travail est reconnu et valorisé. Une Côte d'Ivoire rassemblée et unie, qui offre à son peuple des lendemains meilleurs. Une Côte d'Ivoire où les droits de tous les citoyens sont garantis par une justice équitable.

Je souhaite que la population, le Gouvernement, les Institutions de la République, les élus, les entreprises, la société civile et les partenaires au développement s'impliquent encore plus que par le passé dans la mise en œuvre de notre nouveau PND 2016-2020 en vue de garantir son plein succès pour le bénéfice de tous les Ivoiriens.

Alassane OUATTARA
Président de la République de Côte d'Ivoire

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRES

AXE STRATÉGIQUE I

RENFORCEMENT DE LA QUALITE
DES INSTITUTIONS ET DE LA GOUVERNANCE

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
	TOTAL AXE STRATEGIQUE 1				2 936 472	308 331	691 793	666 107	642 985	627 256
Impact 1	L'Etat de droit est renforcé	Niveau de satisfaction (en pourcentage) du fonctionnement de la démocratie (Base = ; Cible =)	Rapport Gouvernance - Paix - Sécurité	INS	1 505 153	82 627	402 114	363 278	319 014	338 120
Effet 1	Les communautés ont recours à des mécanismes opérationnels de règlement pacifique des conflits	Taux de réduction des conflits inter-communautaires (Base : AD; Cible : AD)	Rapports du corps préfectoral ; Rapports des forces de sécurité ; Rapports d'enquête		79 445	12 507	19 065	13 703	18 473	15 696
Extrant 1.1	Un climat de confiance et de paix est instauré au sein des populations	Niveau de perception des populations aux actions de cohésion et de réconciliation	Rapport d'activités Rapport d'études		78 834	12 374	18 921	13 597	18 364	15 578
Action 1.1.1	Renforcer le cadre juridique en vue de promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation nationale	Loi et textes relatifs à la cohésion sociale pris et vulgarisés.	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	40	3	13	6	8	10
Action 1.1.2	Renforcer le dialogue socio-sécuritaire (armée-population-police)	Nombre de plate forme fonctionnelle de concertation Police/Population mise en place/Nombre d'activités socio-culturelles de rapprochement organisées	Rapport d'activités	PNCS / MEMIS/MSFFE	1 608	1 608	0	0	0	0
Action 1.1.3	Créer et renforcer les capacités techniques et opérationnelles des infrastructures de paix.	Nombre de structures de paix et de cohésion sociale redynamisées.Nombre de structures de paix et de cohésion fonctionnelles.	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	455	55	100	100	100	100
Action 1.1.4	Promouvoir les valeurs de la cohésion, de la paix et de la coexistence pacifique	"Nombre de formations organisées en gestion pacifique des conflits. Nombre de conflits gérés par les organisations à la base."	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	500	100	100	100	100	100
Action 1.1.5	Promouvoir les valeurs de la cohésion, de la paix et de la coexistence pacifique	Nombre de campagne de sensibilisation à la paix et à la cohésion sociale organisées en régions. /Nombre de plates formes de concertations fonctionnelles mise en place	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	297	65	82	38	50	62
Action 1.1.6	Fournir une aide d'urgence et ponctuelle aux personnes en situation précaire du fait des conflits armés et autres catastrophes	Nombre de personnes vulnérables pris en charge /Nombre d'institutions de prise en charge des personnes vulnérables soutenues.	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	493	93	100	100	100	100
Action 1.1.7	Développer des activités économiques de rapprochement au profit des communautés divisées et des personnes vulnérables du fait des conflits	Nombre de Directions Régionales opérationnel	Rapport d'activités Rapport d'enquête	PNCS/MSFFE	720	150	150	140	140	140
Action 1.1.8	Renforcer les mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits et crises	Nombre de mécanismes opérationnels	Rapport de suivi Rapport d'évaluation	PNCS/MSFFE	40	3	13	6	8	10
Action 1.1.9	Préparer l'indemnisation des victimes des crises passées	Existence du formulaire d'audition des victimes sous forme de fichier informatique ; Existence d'une classification des dossiers matérialisés par des couleurs ; Existence d'une liste consolidée des victimes; Document indicatif des natures d'indemnisations en fonction des types de violations	Production d'une liste exhaustive des victimes et sans doublon	CONARIV	45	4	15	7	9	11
Action 1.1.10	Assurer la prise en charge communautaire et individuelle des préjudices des crises passées	Nombre de victimes et ayants droits de victimes bénéficiaires des mesures de réparation	Rapport d'activités	PNCS	63 555	0	18 130	12 910	17 660	14 855
Action 1.1.11	Renforcer les capacités du Médiateur de la République			MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	157	157	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.1.12	Mettre en œuvre le Plan prioritaire 2 Fonds des Nations Unies pour consolidation de la Paix	Rapport d'activités réalisés	Rapport d'activités	MEMPD	3 489	3 489	0	0	0	0
Action 1.1.13	Mettre en œuvre le programme national de développement communautaire	Nombre de projet mis en œuvre	Rapport d'activités	MEMPD	7 435	6 646	215	190	190	190
Action 1.1.14	Mettre en place un cadre cohérent et inclusif de développement, de sauvegarde et de promotion de la solidarité et de la cohésion sociale	Existence d'un cadre cohérent et inclusif	Rapport d'activités	MSFFE	0	0	0	0	0	0
Action 1.1.15	Définir et mettre en œuvre une politique d'assistance en faveur des victimes de guerre	Document de politique d'assistance	Rapport des sessions d'élaboration et de validation	MSFFE	0	0	0	0	0	0
Extrant 1.2	Les conditions pour la promotion du comportement civique et citoyen sont réunies	Proportion de la population qui connaît les valeurs citoyennes et civiques (Base = AD; Cible = AD) Taux de participation aux élections (Base = AD; Cible = AD)	Rapports d'études		611	133	144	105	109	119
Action 1.2.1	Promouvoir le respect des différences et des valeurs démocratiques	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées Nombre de personnes touchées dans les régions	Rapport d'activités	PNCS	196	50	51	24	31	39
Action 1.2.2	Renforcer les capacités des populations pour une prise de conscience de leurs devoirs envers la société et les institutions	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées, Nombre de personnes touchées dans les régions	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	375	80	80	75	70	70
Action 1.2.3	Renforcer le sentiment d'appartenance à la nation et de solidarité au sein des populations	Nombre de campagnes de sensibilisation organisées Nombre de personnes touchées dans les régions	Rapport d'activités	PNCS/MSFFE	40	3	13	6	8	10

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 2	La sécurité des populations est renforcée	Proportion de la population ayant confiance aux institutions de défense et de sécurité (Base = AD; Cible = AD) Indice de sécurité des Nations Unies (Base = 2; Cible = AD) Indice Général de Sécurité (Base = AD; Cible = AD)	Rapport d'enquête		1 139 123	9 125	287 153	288 861	272 966	281 018
Extrant 2.1	Le cadre institutionnel, légal et réglementaire de la police, de l'armée et de la gendarmerie nationale est amélioré	Nombre de textes appliqués par rapport aux textes pris (Base = AD; Cible = AD) Nombre de textes réglementaires sur les ALPC harmonisés, reproduits et diffusés (Base = AD; Cible = AD) Nombre de textes de lois pris et promulgués (Base = AD; Cible = AD)	Rapport d'activité du Ministère en charge de la Défense; Décrets, textes et rapport de sondage et d'inspection		4 884	0	1 066	2 076	826	916
Action 2.1.1	Renforcer le cadre institutionnel, légal et réglementaire de l'Armée et de la Gendarmerie Nationale	Nombre de textes appliqués par rapport aux textes pris	Rapport d'activité du Ministère en charge de la Défense	Minidef/CAB+DAALM, EMG/BEGR	0	0	0	0	0	0
Action 2.1.2	Renforcer le cadre législatif et réglementaire sur les ALPC	Nombre de textes réglementaires sur les ALPC harmonisés, reproduits et diffusés	Décrets, textes et Rapport de sondage et d'inspection	MEMIS	1 364	0	366	366	326	306
Action 2.1.3	Adapter les conditions d'exercice de la profession de sécurité privée au cadre législatif	Nombre d'entreprises privées de sécurité qui fonctionnent selon les normes légales et réglementaires	Rapport d'inspection	MEMIS	2 510	0	500	1 000	400	610
Action 2.1.4	Renforcer le cadre institutionnel et légal de prévention et de gestion des risques et catastrophes	Etude diagnostique disponible et atelier réalisé	Décrets et texte pris	MEMIS	1 010		200	710	100	
Extrant 2.2	Les institutions de défense et de sécurité disposent de ressources humaines de qualité	Niveau de performance des ressources humaines (Base =AD; Cible =AD)	Rapports des ressources humaines		99 100	1 145	24 325	24 325	24 625	24 680
Action 2.2.1	Maîtriser les effectifs des armées (Mise en place Agence Nationale pour la Reconversion des Militaires (ANRM) et Plan de déflation)	Ratio de l'effectif réalisé par rapport au format prévu	Revue des effectifs	MINDEF/CAB+DRH, EMG/DORH	60 500	0	15 125	15 125	15 125	15 125
Action 2.2.2	Dispenser une formation homogène et complète dans les structures militaires adaptées (écoles, centres de formation et instituts)	Nombre de structures militaires réalisées sur le nombre prévu Taux de formation réalisés par rapport aux prévisions	PV de réception des travaux et PV de formation	MINDEF/CAB+DIRDEF, EMG/DEO	22 600	545	5 500	5 500	5 500	5 555
Action 2.2.3	Dispenser une formation homogène et complète dans les structures de la Gendarmerie (écoles, centres de formation et instituts)	Nombre de structures de la Gendarmerie réalisées sur le nombre prévu Taux de formation réalisée par rapport aux prévisions	PV de réception des travaux et PV de formation	MINDEF/CAB+DIRDEF, COSUPGEND/BOE	6 000	600	1 200	1 200	1 500	1 500
Action 2.2.4	Améliorer la politique sociale du militaire et prendre en compte l'assurance risque (hôpitaux militaires : construction et équipement)	Nombre de militaires satisfaits des conditions de vie et de travail	Rapport d'activité	MINDEF/CAB+DSSASA	10 000	0	2 500	2 500	2 500	2 500
Extrant 2.3	Les capacités techniques et opérationnelles des institutions de défense et de sécurité sont améliorées	Ratio d'agents de police par habitant (Base =AD; Cible =AD) Ratio gendarmes par habitant (Base =AD; Cible =AD) Taux de fonctionnalité des casernes et unités; (Base =AD; Cible =AD) Nombre d'équipement acquis et fonctionnel (Base =AD; Cible =AD)	Rapports des ressources humaines		1 035 139	7 980	261 762	262 460	247 515	255 422
Action 2.3.1	Construire et réhabiliter les infrastructures de l'Administration Centrale de la Défense	Nombre de structures militaires construites et réhabilitées	Rapport d'inspection	MINDEF/CAB+IGA+ IGGN+ DGEM	21 000	360	5 000	5 000	5 250	5 390
Action 2.3.2	Construire et réhabiliter les infrastructures des Armées (casernes militaires, bases, groupements)	Nombre de structures militaires construites et réhabilitées	Rapport d'inspection	MINDEF/CAB+IGA+ IGGN+ DGEM	107 092	50	25 000	25 000	28 500	28 542
Action 2.3.3	Construire et réhabiliter les infrastructures de la Gendarmerie (Brigades, Compagnies, Escadrons, Légions et unités spécialisées)	Nombre de brigades de Gendarmerie construites et réhabilitées Nombre de compagnies de Gendarmerie construites et réhabilitées	Rapport d'inspection	MINDEF/DGEM, COSUPGEND/CATG	100 489	0	25 000	25 000	25 000	25 489

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.3.4	Acquérir des équipements au profit de l'Administration Centrale de la Défense (Matériels roulants, Informatiques, Transmissions, Armements et autres équipements)	Nombre de matériels roulants acquis nombre de matériels informatiques acquis	Rapport d'inspection	MINDEF/DPF+ DGEM+DTSI	36 500	729	8 000	8 000	8 000	11 771
Action 2.3.5	Acquérir des équipements au profit des Armées (Matériels roulants, Aéronefs, Embarcations, Informatiques, Transmissions, Armements et autres équipements)	Nombre de matériels roulants acquis nombre de matériels informatiques acquis	Rapport d'inspection	MINDEF/DPF+ DGEM+DTSI+ DIRAM, EMG/DLOG	310 308	100	75 000	75 000	80 000	80 208
Action 2.3.6	Acquérir des équipements au profit de la Gendarmerie (Matériels roulants, informatiques, Transmissions, Armements et autres équipements)	Nombre de matériels roulants acquis nombre de matériels informatiques acquis	Rapport d'inspection	MINDEF/DGEM/ COSUPGEND/ CATG+BTI+BLOG	93 511	0	22 500	22 500	22 500	26 011
Action 2.3.7	Faire appliquer le tableau d'effectifs et des dotations			MINDEF/CAB+IGA+ IGGN+DGEM	0	0	0	0	0	0
Action 2.3.8	Recenser, délimiter, clôturer et établir des certificats de propriété des domaines militaires			MINDEF/CAB+ IGA+IGGN+DGEM	0	0	0	0	0	0
Action 2.3.9	Construire de nouvelles infrastructures de sécurité (Police nationale)	1 centre de formation continue, 4 CRS, 10 Préfectures, 8 Districts, 2 écoles de Police, 1e antenne de garage central, 1 magasin central, 1 magasin d'armes, 20 commissariats, 5 antennes d'inspection construits et équipés	Rapport d'inspection et rapport d'activités	MEMIS/DGPN/IGSP	93 427	200	23 157	23 357	23 357	23 356
Action 2.3.10	Réhabiliter les infrastructures des services de sécurité (Police nationale)	La Caserne BAE et la cité policière de Yopougan, La DGPN, 30 commissariats réhabilités	Rapport d'activités	MEMIS/DGPN	15 020	1 806	5 187	3 344	2 844	1 839
Action 2.3.11	Accroître l'effectif de la Police nationale à raison de 2249 policiers/an	Nombre de policiers recrutés par an	Rapport de la Direction du Personnel de la Police	S/ DGPN	34 764	2 685	7 926	7 976	8 026	8 151
Action 2.3.12	Doter les services de police en matériel roulant (732 véhicules, 235 motos, matériels roulants pour 8 postes frontières)	Nombre de matériels roulants acquis	Rapport d'inspection et rapport d'activités	MEMIS/DGPN/IGSP	22 450	1 300	4 604	5 494	5 594	5 458
Action 2.3.13	Acquérir du matériel informatique, mobiliers et matériels de bureau et autres équipements techniques pour les services de police	Nombre de matériels informatiques, mobiliers et matériels de bureau et autres équipements techniques acquis	Rapport d'inspection et rapport d'activités	MEMIS/DGPN/IGSP	29 497	450	5 987	7 984	7 756	7 320
Action 2.3.14	Doter les personnels de la police de tenues et d'équipements connexes	Nombre de tenues de polices et d'équipements connexes acquis	Rapport d'activités	MEMIS/DGPN/DAFM	29 450	0	4 520	9 825	5 305	9 800
Action 2.3.15	Doter la police de matériels de maintien de l'ordre et d'armement (20.000 pistolets automatiques 9mm)	20.000 pistolets automatiques 9mm et matériels de maintien de l'ordre acquis	Rapport d'activités	MEMIS/DGPN/DAFM	41 000	0	21 000	20 000	0	0
Action 2.3.16	Moderniser le système de communication de la Police Nationale	Nombre de centres aménagés et équipés/ Schema directeur système d'information réalisé/ pourcentage de services de Police interconnectés	Rapports	MEMIS/DGPN/DTSI	8 582	50	1 717	2 716	2 416	1 683
Action 2.3.17	Renforcer la capacité des services de la protection civile (PC)	Nombre de sessions de formation des agents de PC/ pourcentage d'agents déployés par structure de PC	Rapports d'activités	MEMIS/ONPC	1 075	0	303	452	320	0
Action 2.3.18	Créer de nouvelles infrastructures de protection civile	20 centres de secours, 4 antennes zonales, 1 CGIC créés/ siège de l'ONPC et 1e école de formation construits	Rapport d'activités	MEMIS/ONPC	9 811	0	3 815	1 831	2 531	1 634
Action 2.3.19	Equiper les nouvelles infrastructures de protection civile	Nombre de matériels roulants, de mobiliers, de matériels informatiques, de matériels de transmission, et autres équipements acquis	Rapport d'activités	MEMIS/ONPC	12 708	0	2 581	3 581	4 076	2 470
Action 2.3.20	Renforcer la capacité des services de sécurité en protection des mineurs	nombre de sessions de formation des agents de police/ pourcentage de services de sécurité équipes et dotes de personnel compétent pour la Protection de l'Enfant	Rapports	MEMIS	400	0	100	100	100	100
Action 2.3.21	Renforcer les capacités structurelles et opérationnelles de la ComNat-ALPC	Une étude et un siège disponibles		MEMIS	14 790	0	3 500	3 400	3 940	3 950
Action 2.3.22	Renforcer le contrôle des ALPC avec des méthodes et outils plus adaptés au niveau des frontières	Un scanner mobile est acquis	Rapport d'achat, PV de remise, d'inspection	MEMIS	7 500	0	2 000	2 500	1 500	1 500

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.3.23	Renforcer la gouvernance locale de sécurité	Nombre de mécanismes et outils locaux de sécurité mis en place	Mécanismes locaux installés ; rapports d'activités	MEMIS	3 365	0	3 365	0	0	0
Action 2.3.24	Renforcer le dispositif de gestion des armes conformément aux normes et standards internationaux	Nombre de sites de stockage sécurisés Nombre d'armes et munitions gérés conformément aux normes et standards internationaux *	Rapports ; bases de données	MEMIS	6 400	0	1 500	1 500	1 600	1 800
Action 2.3.25	Accroître la participation de la Côte d'Ivoire aux mécanismes de prévention et de gestion des conflits (Ecole de Maintien de la Paix)	Nombre de participations	Rapport d'activité	MINDEF/CABINET/EMG, COSUPGEND	2 000	0	0	0	1000	1000
Action 2.3.26	Lutter contre l'insécurité numérique	Nombre de cyber-attaque Nombre de plaintes enregistrés	Rapport PLCC/CICERT	MPTIC/MEMIS	1 000	0	1 000	0	0	0
Action 2.3.27	Renforcer le contrôle des flux des opérateurs de téléphonie			MPTIC/MPMB	1 000	0	1 000	0	0	0
Action 2.3.28	Protéger les Infrastructures Télécoms/TIC Critiques de l'Etat	Taux d'infrastructures critiques sécurisées	Rapport ARTCI	MPTIC/ARTCI	2 000	0	2 000	0	0	0
Action 2.3.29	Assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens au plan national (opérations de sécurisation et postes de surveillance frontières)	Indice général ivoirien de sécurité	Rapport d'activité du Ministère en charge de la Défense	MINDEF/CABINET, EMG, COSUPGEND	30 000	250	6 000	7 900	7 900	7 950
Effet 3	Les populations exercent leurs droits et devoirs dans un contexte de démocratie promue	Niveau de violation des droits de l'homme Taux de participation des populations aux différents scrutins Durée moyenne de détention préventive pour délit Durée moyenne de détention préventive pour crime Proportion de détenus provisoires dans la population carcérale Opinion sur le respect des Droits de l'Homme Pourcentage des enfants de moins de 5 ans enregistrés à l'état civil (Base =35% en 2012; Cible =100%)	Rapport de CNDHCI ; Rapport Amnesty International ; HCDH, rapport de sensibilisation et de formation; Rapport EDS		286 585	60 995	95 895	60 714	27 575	41 406
Extrant 3.1	La transparence, la crédibilité et la régulation des institutions de la république sont renforcées	Score exécutive opinion survey (Base = 3,2 en 2015; Cible = 6 en 2020) Classement Indice de Perception de la Corruption de Transparency International (Base = 115e sur 175 pays en 2014 ; Cible = 80e sur 175 en 2020)	Rapport Transparency; Rapport Human right		77 352	22 917	28 309	13 135	5 850	7 141
Action 3.1.1	Restructurer l'Ecole Nationale d'Administration	Proportion d'usagers satisfaits des réformes de L'ENA	Rapport d'enquête	MFRA	5 240	450	767	1 125	1 698	1 200
Action 3.1.2	Renforcer la prévention et la lutte contre la corruption		*Rapport d'activités de la HABG *Rapport du classement de Transparency International	HABG	750	0	250	250	250	0
Action 3.1.3	Construire la Cité Judiciaire de Yamoussoukro (Construire et équiper les sièges de la Haute Cour de Justice et des juridictions suprêmes (Cour de Cassation, Conseil d'Etat); Construire et équiper le siège du Conseil Supérieur de la Magistrature; Construire et équiper l'Institut National de Formation Judiciaire)	Nombre de juridictions réhabilitées Nombre de nouvelles juridictions équipées	Rapports des réunions de suivi	MJDHLP	12 650	0	3 200	2 620	2 220	4 610
Action 3.1.4	Construire et équiper 3 tribunaux du commerce à Abidjan Sud, Bouaké et San Pedro et de 7 tribunaux administratifs à Abidjan, Bouaké, Daloa, Abengourou, Korhogo, Gagnoa et Man			MJDHLP	3 200	0	640	640	640	1 280

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.1.5	Poursuivre la moralisation du secteur judiciaire	Proportion d'acteurs du système judiciaire respectant l'éthique et la déontologie attachées à leur fonction Proportion de justiciables ayant une perception favorable de la moralisation du secteur judiciaire	Rapports des études Site Web du Ministère de la Justice	MJDHLP	2 579	595	1 369	615	0	0
Action 3.1.6	Renforcer les capacités matérielles de la Cour Suprême			Cour suprême	522	155	152	215	0	0
Action 3.1.7	Appui au renforcement des capacités de la Cour des Comptes			Cour de comptes	565	315	200	50	0	0
Action 3.1.8	Réhabiliter et équiper de l'Assemblée Nationale			Assemblée Nationale	1 695	698	850	147	0	0
Action 3.1.9	Renforcer les capacités des structures rattachées à la Présidence			Présidence	26 570	14 691	9 682	1 604	542	51
Action 3.1.10	Appui à la Primature et structures rattachées			Primature	22 124	6 013	11 042	5 069	0	0
Action 3.1.11	Redynamiser les institutions de la concurrence	Existence du rapport d'étude sur l'état de la concurrence en Côte d'Ivoire; Nombre de dossiers traités par la Commission de la Concurrence (par an) sur nombre de dossiers soumis ; décrets portant réorganisation des institutions de la concurrence	Rapport d'activité	Ministère de Commerce ; Commission de concurrence; Primature	1 457	0	157	800	500	0
Extrant 3.2	Le système judiciaire est accessible aux populations	Ratio magistrat par habitant (Base =AD; Cible =AD) Proportion d'homme et de femme qui ont accès à la justice (Base =AD; Cible =AD) Nombre de dossiers traités par les tribunaux de commerce (Base =AD; Cible =AD) Pourcentage des affaires jugées dans les délais requis (Base =AD; Cible =AD)	Rapport d'activité		37 966	13 486	8 927	5 737	3 575	6 241
Action 3.2.1	Réviser la carte judiciaire	Carte judiciaire révisée	Rapports des études ; Site Web du Ministère de la Justice	MJDHLP	1 000	0	500	500	0	0
Action 3.2.2	Construire le Tribunal d'Abobo	Tribunal Constituit			4 162	143	937	1 000	1 000	1 082
Action 3.2.3	Construire et équiper de nouvelles juridictions (3 cours d'appel à Korhogo, Bouaké et Daloa; 2 TPI à San Pedro et Port-Bouët ; 8 sections détachées à Tiébissou, Zuénoula, Mankono, Dabakala, Tengrela, Biankouma, Béoumi, Yamoussoukro	Nombre de juridictions construites / Nombre de nouvelles juridictions prévues			16 859	7 909	2 480	1 500	1 500	3 470
Action 3.2.4	Promouvoir les modes alternatifs de règlements des litiges			MJDHLP/CABINET	80	16	16	16	16	16
Action 3.2.5	Renforcer la communication sur les règles et procédures judiciaires	les avant projets de texte sont disponibles proportion des interprètes de justice formés	Rapport de suivi	MJDHLP	435	99	89	89	79	79
Action 3.2.6	Informatiser le système judiciaire et Pénitentiaire	%des juridictions informatisées Niveau de performance du système de gestion informatique (efficacité et efficience)	Rapport de suivi	MJDHLP	13 124	4 838	4 430	2 182	530	1 144
Action 3.2.7	Renforcer les capacités du personnel de justice	Nombre d'agents formés	Rapport des sessions de formation	MJDHLP	300	75	75	50	50	50
Action 3.2.8	Renforcer l'information et l'assistance judiciaire et juridiques des justiciables les plus défavorisés	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées Nombre de Directions Régionales renforcées Nombre de cliniques juridiques créées	Rapport des campagnes de sensibilisation Rapport d'activités	MJDHLP	2 006	406	400	400	400	400

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 3.3	La politique carcérale est améliorée	"Ratio alimentaire de l'incarcéré (Base =AD; Cible =AD) Proportion des ex détenus bénéficiant de programmes de réinsertion socioprofessionnelle (Base =AD; Cible =AD) Taux de surpopulation carcérale (Base =AD; Cible =AD)"	Rapport d'activités		38 976	2 569	16 911	5 220	3 800	10 476
Action 3.3.1	Renforcer le cadre réglementaire du système carcéral	L'existence projets des texte ou de lois prévus	Rapport d'activités/avant projet transmis	MJDHP	222	102	90	30	0	0
Action 3.3.2	Construire et équiper de nouveaux établissements pénitentiaires pour les juridictions nouvellement construites (Abobo, San Pedro, Port-Bouët, Ferké, Issia, Tiébissou, Zuénoula, Mankon, Dabakala, Tenfrela, Biankouma, Béoumi, Yamoussoukro et Guiglo)	Proportion d'établissements pénitentiaires dont les capacités en ressources humaines/techniques et matérielles ont été renforcées nombre d'infrastructures construites et équipées	Rapport de suivi	MJDHP	12 650	0	4 000	1 500	500	6 650
Action 3.3.3	Construction d'une prison de haute sécurité à Korhogo	Prison construite et fonctionnelle		MJDHP	8 000	1 000	3 000	1 000	1 000	2 000
Action 3.3.4	Construire le centre de réinsertion des mineurs de Tiébissou	Centre construit et fonctionnel		MJDH	3 490	0	1 500	590	700	700
Action 3.3.5	Réhabiliter et équiper la ferme pénitentiaire de Saliakro (Dimbokro)	Ferme pénitentiaire réhabilité et équipé		MJDHP	240	226	14	0	0	0
Action 3.3.6	Construire réhabiliter et équiper les Maisons d'Arrêt et de Correction (MAC)	Nombre de maisons d'arrêt réhabilités et équipés		MJDHP	7 813	787	3 000	1 500	1 500	1 026
Action 3.3.7	Construire un hôpital pénitentiaire de référence (CHP)	Hôpital pénitentiaire construit		MJDHP	5 500	0	5 000	500	0	0
Action 3.3.8	Développer et renforcer les actions sociales et poste carcérale en milieu carcéral	Volume des aides accordées	Rapport d'activités	DAP	780	413	67	100	100	100
Action 3.3.9	Revaloriser les conditions de travail du personnel carcéral	Statut du personnel disponible proportion du personnel équipé selon les normes en vigueur	Rapport de suivi/avant projet transmis	Reunion de suivi	281	41	240	0	0	0
Extrant 3.4	La culture des droits humains est développée	Nombre de cas de violation des droits observés (Base = AD ; Cible = AD) Durée moyenne de détention préventive pour crime (Base = AD ; Cible =AD) Durée moyenne de détention préventive pour délit (Base = AD ; Cible = AD)"	Rapport CNDHCI ; Rapport d'examen périodique universel		26 968	1 013	8 520	8 098	4 266	5 071
Action 3.4.1	Sensibiliser les populations au respect des Droits de l'Homme et les libertés publiques	Nombre de séminaires organisées	Rapport d'activité	MJDHL	475	95	95	95	95	95
Action 3.4.2	Renforcer les capacités des groupes constitués sur les Droits de l'Homme pour une réconciliation nationale et une cohésion sociale réussies.	Nombre de groupes renforcés ;	Rapport d'activité	MJDHLP	600	199	100	100	100	101
Action 3.4.3	Assurer l'éducation aux Droits de l'Homme	Nombre de clubs de Droits de l'Homme installés; Nombre d'établissements équipés	Rapport d'activité	MJDHLP	75	15	15	15	15	15
Action 3.4.4	Assurer le fonctionnement des commissions interministérielles en charge des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire	Nombre de réunions orgnaisés	Rapport d'activité	MJDHLP	175	35	35	35	35	35
Action 3.4.5	Produire les rapports dus aux organes de traités et au système africain des DH	Nombre d'ateliers organisés	Rapport d'activité	MJDHLP	125	25	25	25	25	25
Action 3.4.6	Mettre en conformité les institutions et législations nationales des DH avec les standards internationaux et participer aux rencontres internationales statutaires des organismes en charge des droits de l'Homme		Rapport d'activité	MJDHLP	22 946	567	7 600	7 180	3 409	4 190
Action 3.4.7	Mettre en place des solutions durable pour les personnes apatrides	Nombre d'apatride	Rapport d'activité		2 395	0	600	598	587	610
Action 3.4.8	Renforcer les capacités opérationnelles de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI)			ONP	0	0	0	0	0	0
Action 3.4.9	Création d'une base de données sur la situation des droits de l'homme	Existence de la base de données des Droits de l'Homme		MJDHLP	177	77	50	50	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.4.10	Construction et réhabilitation du bâtiment du Ministère des Droits de l'Homme (Immeuble symphonie)			MJDHLP	0	0	0	0	0	0
Extrant 3.5	La liberté d'expression et l'accès à l'information publique de qualité sont garantis	Taux de couverture nationale télé et radio (Base =AD; Cible =AD) Nombre de journalites arrêtés (Base =AD; Cible =AD)	Rapport d'activités RTI, CNP, HACA, observatoire de la société civile		91 698	20 064	29 755	25 184	7 284	9 411
Action 3.5.1	Mettre en place le dispositif national de collecte de l'information administrative et d'assistance technique aux administrations		Documents versés régulièrement par les administrations publiques/Loi sur les archives adoptée/services d'archives publiques recensés et codifiés	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Direction des Archives Nationales)	200	0	200	0	0	0
Action 3.5.2	Renforcer l'accès à l'information administrative par la mise en place d'un système de Gestion Electronique des documents et préserver le fonds colonial	proportion de documents informatifs accessible via l'internet // taux de numérisation des archives et du fonds colonial/le site est créé et l'url est disponible/Les CD de l'opération sont disponibles ainsi qu'une base de données	Diffusion en ligne du contenu du fonds des Archives nationales	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (Direction des Archives Nationales)	0	0	0	0	0	0
Action 3.5.3	Construire d'un nouveau centre national d'archivage				756	0	238	160	248	110
Action 3.5.4	Assurer l'équipement de la RTI et le passage à la TNT	Taux de couverture nationale télé et radio	RTI	MINICOM	65 566	14 497	21 183	18 081	5 084	6 720
Action 3.5.5	Construire, réhabiliter et équiper les infrastructures de communication	Nombre d'infrastructures construites ; nombre d'infrastructures réhabilités	Cabinet	MINICOM	8 279	1 831	2 675	2 283	642	849
Action 3.5.6	Renforcer les capacités générales du secteur de communication	Pourcentage de demande satisfaite	FSDP	MINICOM	16 897	3 736	5 459	4 660	1 310	1 732
Extrant 3.6	Le fichier unique de la population est disponible	Existence d'une base de données dynamique (Base = Non en 2015; Cible = Oui en 2020)*	Rapport de présentation officielle		11 301	615	2 573	2 647	2 600	2 866
Action 3.6.1	Renforcer le cadre institutionnel et légal de l'état civil	Loi adoptée , les differents textes législatifs et réglementaires	Journal Officiel	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	500	0	500	0	0	0
Action 3.6.2	Renforcer le système national de l'état civil	La proportion des structures sanitaires qui enregistrent les naissances et décès en lien avec les services d'état-civil Proportion de structures sanitaires qui transmettent des données désagrégées par sexe pour l'alimentation de la base de données de gestion de l'activité des centres d'état-civil Proportion de la population qui connaît l'intérêt et les procédures de déclaration des naissances et décès Schéma directeur informatique disponible	Rapports	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité / Ministère de la Santé/Ministère du Plan/Ministère de la Justice/ Ministère de l'Education/Ministère de la femme, de la famille, de l'enfant et des affaires sociales	3 243	511	530	628	774	800
Action 3.6.3	Développer un mécanisme de maîtrise des flux migratoire	Le taux des migrants // politique migratoire élaborée	Rapports / textes réglementaires	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	1 159	0	400	159	200	400
Action 3.6.4	Mettre en ligne les fichiers des cartes Nationales d'Identités et des cartes de résidents Bases	Fichiers CNI et CRB mis en ligne		Etat de CI (Budget ONI)	4 425	104	872	1 289	1 055	1 105
Action 3.6.5	Renforcer l'offre de services d'état civil et le système de suivi et de contrôle des services	Proportion des services d'état-civil qui délivrent des prestations de qualité	Donnes de routine	Ministère de l'Intérieur, ONP	1 974	0	271	571	571	561
Extrant 3.7	La laïcité de l'Etat est assurée	Nombre d'associations culturelles et d'édifice recensés (Base =AD; Cible =AD) Nombre de pèlerins chrétiens et musulmans pris en charge par le Gouvernement (Base =AD; Cible =AD)*	Constitution-Article 30		480	0	390	90	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.7.1	Elaborer la Politique Nationale des Cultes	Nouvelles lois disponibles	Textes légaux	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	50	0	50	0	0	0
Action 3.7.2	Recenser les associations culturelles et les édifices religieux	Nombre d'associations culturelles et d'édifices recensées	Rapport d'activités, résultats du recensement	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	280	0	190	90	0	0
Action 3.7.3	Sensibiliser les associations culturelles et la population sur la laïcité	Nombre d'activités de sensibilisation	Rapport d'activités	Direction Générale des Cultes	150	0	150	0	0	0
Extrant 3.8	La complémentarité et l'indépendance de la société civile sont affirmées	Volume des financements mobilisés par la société civile (Base =A D ; Cible =A D) Taux de participation de la société civile à la formulation des plans et politiques de développement (Base =AD; Cible =A D)	Rapport de supervision, de missions de terrain; rapport d'activités		500	0	100	100	100	200
Action 3.8.1	Adopter une loi spécifique aux OSC	La loi sur les OSC adoptée et promulguée	Journal officiel	Faïtières des OSC	0	0	0	0	0	0
Action 3.8.2	Créer un cadre de concertation Etat/Société civile	Arrêté signé	Archives ministérielles		0	0	0	0	0	0
Action 3.8.3	Mettre en place des mécanismes de Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP)	Décret portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire de la Société Civile pour le Contrôle Citoyen de l'Action Publique promulgué, les décrets d'application pris, la structure rendue opérationnelle	Journal officiel, rapport d'activités	Primature, MEMIS, faïtières société civile	0	0	0	0	0	0
Action 3.8.4	Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des OSC	Nombre d'acteurs formés, nombre d'organisations formées	Rapports d'activités	MEMIS	500	0	100	100	100	200
Action 3.8.5	Renforcer les instruments juridiques de protection du consommateur	Code de protection du consommateur adopté par l'Assemblée Nationale; nombre d'instruments juridiques de protection du consommateur révisés	Rapport d'activités des Associations de Consommateurs ; journal officiel	Ministère du Commerce, Parlement, Union fédérale des consommateurs	0	0	0	0	0	0
Extrant 3.9	La culture démocratique est développée	Nombre de cas de violence/confit observés suite à l'organisation des élections générales (Base =AD; Cible =AD)	Rapport, PV, presse		1 344	331	410	504	100	0
Action 3.9.1	Promouvoir les valeurs démocratiques au sein des populations				55	0	20	35	0	0
Action 3.9.2	Renforcer les capacités des structures en charge des élections			CEI	55	0	20	35	0	0
Action 3.9.3	Renforcer les capacités des partis politiques				50	0	20	30	0	0
Action 3.9.4	Renforcer les capacités du Conseil Constitutionnel			Conseil constitutionnel	375	0	150	125	100	0
Action 3.9.5	Renforcer les capacités de la Commission Electorale Indépendante (CEI)			CEI	810	331	200	279	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Impact 2	Les populations vivent dans un environnement où les disparités régionales sont réduites et la gouvernance améliorée	Niveau de la qualité des Institutions/CPIA (Base=AD ; Cible=AD) Indicateur Moh Ibrahim (Base = 40 ème sur 52 pays Africains en 2014 ; Cible = 20 ème en 2020) Niveau des investissements réalisés par régions	Rapport CPIA (BM) Rapport Moh Ibrahim Rapport MEMIS/DGDDL		1 571 794	210 482	345 537	340 591	337 112	338 072
Effet 1	La gouvernance locale, administrative et économique est améliorée	Indice de perception de la corruption international (Base = AD ; Cible = AD) Niveau de satisfaction des usagers de l'Administration publique (Base = AD ; Cible = AD) Pourcentage des communes disposant d'un hôtel de ville et d'un plan communal de développement (Base = AD ; Cible =100%) Part du budget transférée aux collectivités locales (Base = AD ; Cible = AD) Réserves en nombre de mois d'importation (Base =5,9 en 2011 ; Cible = 5,2) Solde primaire de base en % du PIB (Base = - 0,5 ; Cible =1,3) Taux de pression fiscale (Base = 15,3 en 2015 ; Cible = 16,9) Crédit au secteur privé en % du PIB (Base = 20 en 2014 ; Cible = 52)	Rapport MPMEF; Rapport Transparency International		1 495 586	209 338	329 888	319 049	319 761	317 550
Extrant 1.1	L'administration publique est modernisée	Indice de satisfaction des usagers de l'administration (Base =AD; Cible =AD)	Rapport des inspections générales, Rapport d'enquête d'opinion		30 412	2 826	4 773	7 159	8 624	7 030
Action 1.1.1	Améliorer le Statut Général de la Fonction Publique	Existence de la loi portant statut général de la fonction publique révisé	Journal officiel	MFPPRA	182	45	45	25	25	42
Action 1.1.2	Développer un système de profilage des postes de travail dans l'administration centrale	Nombre de fiches de postes réalisées	Données Administrative	MFPPRA	1 417	55	623	249	390	100
Action 1.1.3	Rendre le SIGFAE opérationnel dans toutes les composantes de l'administration et sur toute l'étendue du territoire	Nombre d'administrations et localités couvertes par le SIGFAE	Données Administrative	MFPPRA	2 717	139	300	650	538	1 090
Action 1.1.4	Faciliter la compréhension de tous acteurs et usagers de l'Administration des enjeux de la Réforme	Nombre de campagnes de sensibilisation	Rapport de sensibilisation Spot	MFPPRA	268	100	120	33	15	0
Action 1.1.5	Programme de formation au management des administrations publiques MFPPRA			MFPPRA	2 518	0	800	400	300	1 018
Action 1.1.6	Réhabilitation et équipement des infrastructures de la Fonction Publique			MFPPRA	568	538	30	0	0	0
Action 1.1.7	Développer l'e-administration	Taux de réduction de la durée moyenne des prestations imputable à l'e-administration	Rapport d'enquête	MFPPRA	805	489	163	53	0	100

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.1.8	Rationaliser la création et l'organisation des services de l'Administration centrale	Nombre de textes organiques proposés pour adoption	Données administratives	MFPRA	1 091	0	642	249	200	0
Action 1.1.9	Rendre effectif l'application du nouveau cadre institutionnel et réglementaire des secteurs TIC/télécoms et Postal			MPTIC	0	0	0	0	0	0
Action 1.1.10	Accélérer la mise en œuvre du projet de Gouvernance électronique	Nombre de services en ligne	Rapport d'activité e-Gouv	MPTIC/ANSUT	9 940	760	1 200	2 000	3 800	2 180
Action 1.1.11	Développer une communication convergente et de réduction du coût des télécommunications de l'Etat			MPTIC/ANSUT	4 756	500	100	2 000	1 156	1 000
Action 1.1.12	Moderniser la Poste de Côte d'Ivoire	Qualité des services rendus	Rapport Poste CI et PV visite de terrain	Poste CI	6 150	200	750	1 500	2 200	1 500
Extrant 1.2	La chaîne PPPBSE est systématisée dans les politiques publiques	Proportion de ministères ayant systématisé la pratique de la chaîne PPPBSE (Base =AD ; Cible =AD) Proportion de collectivité territoriale ayant systématisé la chaîne PPPBSE (Base =AD ; Cible =AD) Indice CPIA efficacité politique publique (Base =AD ; Cible =AD)"	Disponibilité des documents ; outils de suivi		71 756	1 498	19 326	16 136	18 511	16 285
Action 1.2.1	Mettre en place un mécanisme de programmation des interventions et des projets d'investissements publics au niveau national			MEMPD/DGPLP	2 000	0	500	500	500	500
Action 1.2.2	Systématiser la Planification stratégique en Côte d'Ivoire	Nombre de plans sectoriels élaborés; Nombre de plans stratégiques développés		MEMPD/DGPLP	12 000	1 279	3 000	3 000	2 559	2 162
Action 1.2.3	Assurer la mise en œuvre et le suivi de l'UNDAF			MEMPD/DGPLP	30 000	0	7 500	7 500	7 500	7 500
Action 1.2.4	Mettre en Place un Système de Veille Technologique (système d'ingénierie du Spectre)	Dispositif de veille technologique est opérationnel		MPTIC/AIGF	100	20	30	50	0	0
Action 1.2.5	Assurer une meilleure planification du spectre	Nombre de services fonctionnant sans interférences	Rapport AIGF	MPTIC/AIGF	100	20	20	20	20	20
Action 1.2.6	Mettre en œuvre l'observatoire des TIC			MPTIC	4 500	0	3 000	500	500	500
Action 1.2.7	Promulguer la loi d'orientation sur les TIC et mettre en œuvre le plan numérique de chaque ministère				15 776	0	3 316	2 430	5 930	4 100
Action 1.2.8	Mettre en place un mécanisme de veille stratégique	Nombre de notes stratégiques produites	Rapport d'enquête	MEMPD/BNP	2 955	0	567	650	735	1 003

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.9	Vulgariser les résultats de Côte d'Ivoire 2040	Nombre de copies distribués	Rapport d'enquête	MEMPD/BNP	344	91	100	103	50	0
Action 1.2.10	Appuyer la prospective territoriale	Nombre de cadres formés, nombre de documents produits	Rapport de formation	MEMPD/BNP	299	88	98	87	26	0
Action 1.2.11	Promouvoir la prospective sectorielle	Nombre de cadres formés, nombre de documents de prospective produits	Rapport de formation	MEMPD/BNP	158	0	48	72	38	0
Action 1.2.12	Apporter un appui aux politiques sectorielles	Proportion de plans sectoriels cohérents avec le PND		MEMPD/DGPLP	340	0	97	142	101	0
Action 1.2.13	Apporter un appui à la planification du développement local	Proportion de plans locaux cohérents avec le PND		MEMPD/DGPLP	2 184	0	550	582	552	500
Action 1.2.14	Réaliser le schéma directeur informatique du MEMPD			MEMPD	1 000		500	500		
Extrant 1.3	Le système statistique est performant	Proportion d'enquêtes / études réalisées selon la périodicité conforme (Base=AD ; Cible = AD)	Rapport d'activité CNStat; rapport d'enquête		47 679	809	11 740	11 720	11 810	11 600
Action 1.3.1	Apporter un appui à la planification et aux statistiques				1 809	809	200	200	300	300
Action 1.3.2	Renforcer le cadre institutionnel et organisationnel du système statistique	Décret portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil national de la statistique (CNStat) disponible ; Décret portant création du Fonds National de Développement de la statistique (FNDS) disponible	JORCI, Rapport d'activité CNStat	INS	260	0	50	60	70	80
Action 1.3.3	Renforcer la coordination statistique aux niveaux national et international	Rapport sur le fonctionnement du Système Statistique National disponible ; Document du Programme Annuel d'Activité Statistique disponible. Projet de Décret portant tarification des produits statistiques du SSN signé	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS	1 910	0	500	390	520	500
Action 1.3.4	Produire et diffuser des données de routines et d'enquêtes de qualité dans tous les secteurs	Annuaire statistiques des Services Statistiques Ministeriels disponibles, Comptes nationaux définitifs disponible, bulletins mensuels et indices conjoncturels	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS, Services statistiques Ministeriels	2 080	0	520	520	520	520
Action 1.3.5	Produire des statistiques des faits d'état civil désagrégées	Annuaire des statistiques des faits d'état civil	Rapport d'enquête	INS	2 900	0	500	700	800	900
Action 1.3.6	Renforcer l'archivage numérique des données statistiques	Archives numériques disponibles	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS, Services statistiques Ministeriels	2 020	0	520	500	500	500
Action 1.3.7	Promouvoir et vulgariser l'utilisation des statistiques	Rapport de la Journée Africaine de la Statistique disponible, ateliers de formation et sensibilisation	Rapport d'activité INS ou rapport CNStat	INS, Services statistiques Ministeriels	1 200	0	200	300	350	350
Action 1.3.8	Construire 09 directions régionales et réhabiliter 05 directions régionales	Etat de réalisation du siège de l'INS, nombre de locaux des directions régionales (DR) construites, nombre de locaux des directions régionales réhabilitées	Rapport d'activité INS	INS	2 500	0	1 000	800	500	200
Action 1.3.9	Construire le siège du MEMPD incluant l'INS			MEMPD	30 000	0	7 500	7 500	7 500	7 500
Action 1.3.10	Construire 15 directions régionales du MEMPD			MEMPD	3 000	0	750	750	750	750
Extrant 1.4	La gouvernance territoriale et locale est renforcée	Niveau de participation des populations aux actions de développement local (Base =AD; Cible =AD) Indice de satisfaction des populations des actions de l'administration publique locale (Base =AD; Cible =AD)*	Rapport d'activité		109 210	7 534	28 635	28 380	29 000	15 661
Action 1.4.1	Renforcer le cadre institutionnel et opérationnel du processus de décentralisation		Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité (DGDDL)	63 107	2 052	20 542	20 005	20 253	60
Action 1.4.2	Finaliser l'Adressage des Districts, Villes et Communes de Côte d'Ivoire	Le nombre d'enquêtes d'identification des rues réalisées; la disponibilité des données cartographiques; le nombre de panneaux réalisés		Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	8 000	0	0		1 000	6 500

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.4.3	Elaborer et mettre en œuvre la Politique nationale de Sécurité urbaine dans les collectivités territoriales	La sécurité communautaire est assurée à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale de Sécurité Urbaine			920	0	680	80	100	60
Action 1.4.4	Construire et équiper les 31 sièges des Conseils Régionaux	Les 31 sièges des Conseils régionaux sont réalisés, équipés et fonctionnels			1 800	0	500	500	800	0
Action 1.4.5	Améliorer l'opérationnalisation des services des circonscriptions administratives	298 bureaux et 400 résidences des autorités préfectorales sont construites/293 véhicules de commandement sont remis	Bureaux et résidences des préfectures et véhicules de commandement	Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	35 383	5 482	6 913	7 100	6 847	9 041
Action 1.4.6	Renforcer le cadre institutionnel et opérationnel du processus de décentralisation	Nombre de textes, Moyens mobiliers et immobiliers	Rapports d'activités et d'inspection	MEMIS/DGDDL	0	0	0	0	0	0
Action 1.4.7	Finaliser l'Adressage des Districts, Villes et Communes de Côte d'Ivoire	Le nombre d'enquêtes d'identification des rues réalisées; la disponibilité des données cartographiques; le nombre de panneaux réalisés	Rapports d'activités	MEMIS/DGDDL	0	0	0	0	0	0
Action 1.4.8	Elaborer et mettre en œuvre la Politique nationale de Sécurité urbaine dans les collectivités territoriales	La sécurité communautaire est assurée à travers la mise en œuvre de la Politique Nationale de Sécurité Urbaine	Rapports de suivi et d'évaluation	MEMIS/DGDDL	0	0	0	0	0	0
Action 1.4.9	Construire et équiper les 31 sièges des Conseils Régionaux	Les 31 sièges des Conseils régionaux sont réalisés, équipés et fonctionnels	Rapports d'activités	MEMIS/DGDDL	0	0	0	0	0	0
Extrant 1.5	Les questions de genre et d'environnement sont prises en compte dans les politiques publiques	Proportion de femmes dans les emplois ou fonctions à responsabilité (Base = AD; Cible = AD) Réduction des écarts dans tous les secteurs de la vie active et sociale (Base = AD; Cible = AD) Amélioration du cadre de vie (Base = AD; Cible = AD) Proportion de documents de politique sectorielle prenant en compte les questions environnementales (Base = AD; Cible = AD)			5 600	3 332	470	538	594	665
Action 1.5.1	Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire pour la prise en compte du genre dans toutes les politiques, les plans, les programmes, les actions et les activités	Nombre d'instruments et de textes juridiques et institutionnels en matière de genre adoptés	Rapports de suivi et d'évaluation	Ministère Solidarité, Famille, Femme, Enfant (MSFFE)	100	20	20	20	20	20
Action 1.5.2	Développer les compétences des acteurs à l'intégration du genre	Nombre d'acteurs ayant bénéficié de renforcement de capacités en matière de genre	Rapports de formation et de suivi évaluation	MSFFE	500	100	100	100	100	100
Action 1.5.3	Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire sur l'environnement, la salubrité et le développement durable	Nombre de textes adoptés	JORCI et MINESUDD	DAJC/DGE/ANDE	676	434	47	57	64	74
Action 1.5.4	Développer la culture de protection de l'environnement	Proportion de la population qui adopte le comportement éco-citoyen	Rapport d'activités	DGDD/DGE/DGSU	1 753	1 126	123	147	166	191
Action 1.5.5	Rendre opérationnels les comités de développement durable	Nombre de comités opérationnels	Rapport d'activités	CNDD/DPDD	234	150	16	20	22	25
Action 1.5.6	Mettre en œuvre le schéma directeur informatique de l'environnement	Nombre d'équipements informatique acquis Nombre de logiciels acquis	Bordereau de livraison	DID/DEEPS	2 338	1 502	164	196	222	255
Extrant 1.6	La population bénéficie de services publics et privés de qualité	Nombre d'administrations publiques et privées certifiées dans la démarche qualité (Base = AD; Cible = AD) Niveau de satisfaction des usagers des prestations et des produits des entreprises publiques et privées (Base = AD; Cible = AD)"	Rapport d'enquête d'opinion		1 522	600	310	262	200	150
Action 1.6.1	Mettre en place un système de management de la qualité dans les administrations publiques et parapubliques	Taux de structures publiques et parapubliques disposant d'un service opérationnel en charge de la qualité	Données administratives rapport d'évaluation des ministères rapports d'audits	Ministère de la fonction publique / AQDCI	22	0	10	12	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.2	Renforcer la culture de la qualité à l'ensemble du secteur privé	Pourcentage des entreprises informées et sensibilisées à la qualité et l'application des normes	Rapports de sensibilisations Rapports d'études	Ministère de l'Industrie Ministère de l'Economie et des Finances/ AQDCI	1 000	300	250	200	150	100
Action 1.6.3	Mettre en place un observatoire national de la qualité de service	Observatoire créé et opérationnel	Cadre organique Rapport d'activités	Primature/Ministère de l'Industrie Ministère de l'Economie et des Finances / société civile / AQDCI	500	300	50	50	50	50
Action 1.6.4	Développer la culture qualité dans le système éducatif	La qualité est inscrite dans les programme du système éducatif	Programmes du secondaire et du supérieur	Ministère en charge de l'Education Nationale / Ministère de l'Economie et des Finances / Ministères de l'enseignement supérieur / AQDCI	0	0	0	0	0	0
Extrant 1.7	La gestion des finances publiques et la maîtrise de l'économie sont améliorées	Taux de croissance (Base = AD; Cible = AD) Soldes budgétaires (Base = AD; Cible = AD) Ratio dette (Base = AD; Cible = AD) Taux de marché de gré à gré (Base = AD; Cible = AD)	Rapport d'activités		784 052	92 580	161 347	170 377	170 818	188 930
Action 1.7.1	Renforcer la qualité des projections et de la gestion macroéconomiques	Outils de projection et d'analyse disponible, Nombre d'agents formés, Nombre de mesures et politiques évaluées, Documents cadres signés, Nombre d'études sur l'économie ivoirienne réalisées	Outils de projection et d'analyse utilisés par la DGE	MPMEF/DGE	17 800	1 180	4 120	4 000	3 500	5 000
Action 1.7.2	Améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques	Indicateurs PEFA, Compte unique du Trésor opérationnel, Systèmes d'informations de l'Administration Economique et Financière actualisés et rédéployés,	Rapport du PEMFAR, Rapport d'activités	MPMEF	24 310	7 000	6 110	5 000	2 200	4 000
Action 1.7.3	Renforcer la réglementation des marchés publics	Nombre de marchés de gré à gré effectués conformément au code des marchés publics; nombre de marchés non soumis aux procédures concurrentielles	Rapport d'Activité	DMP/ARMP	1 644	0	244	400	500	500
Action 1.7.4	Améliorer la communication entre les usagers et la DGBF et la qualité du service de la DGBF.			MPMB	26 000	3 500	5 000	5 000	4 500	8 000
Action 1.7.5	Achever les procédures de cadastrage	Nombre d'agents recrutés et formés; nombre de matériel roulant acquis	Rapport d'activité	MPMB/DGI	0	0	0	0	0	0
Action 1.7.6	Améliorer la disponibilité de l'information stratégique sur l'économie	Système de veille stratégique et de d'intelligence économique fonctionnel, Portail web fonctionnel, Document Côte d'Ivoire en chiffres édité et disponible	Rapport de mise en œuvre	MPMEF	64 280	3 500	14 500	12 800	13 480	20 000
Action 1.7.7	Mettre en place d'une plateforme informatisée de suivi de l'aide pour une meilleure traçabilité des ressources extérieures	Plateforme disponible et fonctionnelle	Rapport d'activités MPMEF	MPMEF/DGE	26 500	2 000	7 500	4 000	5 000	8 000

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.7.8	Renforcer les capacités opérationnelles des acteurs de la gestion macroéconomique et financière	Nombre de structures réhabilités ou construites	Rapport d'activités MPMEF	MPMEF	106 400	7 000	15 000	23 600	22 300	38 500
Action 1.7.9	Renforcer le pilotage et la coordination de l'administration budgétaire	Taux d'exécution des mesures à caractères budgétaires ; Proportion des projets de textes élaborés	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	145 230	15 000	25 450	35 000	29 780	40 000
Action 1.7.10	Elaborer et mettre en place le budget de l'Etat dans les délais établis	Respect du délai de mise en ligne du budget de l'Etat; Taux d'exécution du budget de l'Etat	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	146 120	30 000	35 000	27 580	23 540	30 000
Action 1.7.11	Assurer la gestion du patrimoine de l'Etat	Nombre de véhicules acquis			71 412	10 000	12 397	19 497	14 518	15 000
Action 1.7.12	Améliorer la qualité de la gestion administrative	Taux de satisfaction des demandes en personnel des services de la DGBF ; Taux de satisfaction des besoins en matériel des services de la DGBF	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	91 930	7 500	15 000	22 500	33 000	13 930
Action 1.7.13	Renforcer les outils d'exécution budgétaire	La cartographie des emplois et de compétences élaborée ; Nombre d'acteurs formé en matière de gestion des ressources humaines par la DRHMG	Rapport Annuel de performance (RAP)	MPMB	58 400	5 900	20 000	10 000	17 500	5 000
Action 1.7.14	Conduire une étude sur l'impact des exonérations fiscales accordées, tant sur les bénéficiaires que sur l'Etat	Existence du rapport d'étude sur l'impact des exonérations fiscales	Rapport d'activité	MPMB/DGI	212	0	212	0	0	0
Action 1.7.15	Eliminer graduellement les petits impôts assis sur le chiffre d'affaires	Nombre d'impôts éliminés par an	Rapport d'activité	MPMB/DGI	212	0	212	0	0	0
Action 1.7.16	Simplifier les obligations fiscales des petits opérateurs, notamment en réduisant le nombre de petits impôts qui pénalisent en particulier les petites entreprises	Nombre d'obligations fiscales simplifiés	Rapport d'activité	MPMB/DGI	212	0	212	0	0	0
Action 1.7.17	Renforcer la transparence et la confiance des contribuables du système fiscal	Existence de la calculatrice simplifiée (en ligne) ; existence de rapport d'audit	Rapport d'activité	MPMB/DGI	3 390	0	390	1 000	1 000	1 000

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.8	Le financement de l'économie est accru	Taux de mobilisation des ressources extérieures (Base = AD; Cible = AD) Taux d'endettement (Base = AD; Cible = AD) Volume des crédits à l'économie (Base = AD; Cible = AD) Taux de bancarisation (Base = AD; Cible = AD) Taux d'épargne (Base = AD; Cible = AD)			445 355	100 159	103 287	84 477	80 204	77 229
Action 1.8.1	Assurer une mobilisation optimale des ressources extérieures	Montant de ressources mobilisées	Balance Générale des Comptes du Trésor	MPMEF	149 318	29 818	34 500	30 000	30 000	25 000
Action 1.8.2	Mettre en place des programmes de formation sur la gestion des Projets PPP, notamment les aspects financiers et juridiques	Programmes de formation disponible	Rapport d'activités CNP-PPP	CNP-PPP	500	0	500	0	0	0
Action 1.8.3	Elaborer et mettre en œuvre une Politique Nationale d'Endettement	Ratios de la dette, existence de texte réglementaire (décret, arrêté), document de politique, document de stratégie de gestion de la dette	Rapports	MPMEF	22 500	5 000	7 000	4 000	3 000	3 500
Action 1.8.4	Mettre en œuvre le Programme de restructuration des banques publiques	Nombre de banques restructurées, Indicateurs bancaires	Rapport annuel	MPMEF	75 000	35 000	15 000	10 000	10 000	5 000
Action 1.8.5	Développer et assainir le marché des Assurances	Textes adoptés et appliqués, volume des actifs, délai de règlement du sinistre	Rapport de contrôle, textes réglementaires	MPMEF	30 000	7 000	7 500	6 000	6 000	3 500
Action 1.8.6	Adapter le système financier ivoirien à la finance islamique	Taux de couverture des banques et établissements de la finance islamique		MEMEF/DGTC	19 000	5 000	5 000	3 000	2 500	3 500
Action 1.8.7	Promouvoir les produits de la finance islamique	Volume des financements mobilisés	Rapport d'activité	MEMEF/DGPLP	10 443	1 500	1 537	1 630	1 500	4 277
Action 1.8.8	Professionnaliser le secteur de la microfinance	Fonds de restructuration disponible, plan de restructuration mis en œuvre, DM déconcentré, nombre de SFD décentralisé bénéficiant des programmes de renforcement de capacité, fonds de refinancement des SFD mis en place	Rapport d'activités	MPMEF	61 999	9 629	14 500	15 000	12 870	10 000
Action 1.8.9	Développer le marché des Capitaux (BRVM)	Indicateurs de la BRVM	Rapports d'Activités	MPMEF	15 000	2 500	2 000	2 000	1 500	7 000
Action 1.8.10	Promouvoir l'éducation financière	Nombre de campagnes, études diagnostic, programmes de enseignement	Rapports	MPMEF	14 114	1 114	3 000	2 500	2 500	5 000
Action 1.8.11	Former les agents des Douanes au renseignement (plan de formation, cahier des charges honoraires formateurs, logistiques, suivi-évaluation.)	Nombre d'agents formés	Rapport des sessions de formation	MPMB/DGD	360	0	90	90	90	90

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.8.12	Construire 32 bureaux frontières terrestres	Nombre de bureaux frontières construits	Procès verbaux de réception	MPMB/DGD	28 060	0	7 015	7 015	7 015	7 015
Action 1.8.13	Doter 32 Bureaux frontières et les 62 brigades mobiles en matériel roulant (véhicules et motos)	Nombre de véhicules pick up acquis Nombre de motos acquis Nombre de motos d'escortes acquis	Bon de livraison	MPMB/DGD	4 888	0	1 222	1 222	1 222	1 222
Action 1.8.14	Doter les services douaniers de huit (08) vedettes d'intervention pour la surveillance des plans d'eau	Nombre de vedettes d'intervention acquises	Bon de livraison	MPMB/DGD	1 880	258	376	376	376	494
Action 1.8.15	Doter tous les services douaniers aux frontières (32 bureaux frontières) et brigades (62) en équipements de transmission (188 stations radio)	Nombre de bureaux frontières et brigades équipés en matériel de transmission	Bon de livraison	MPMB/DGD	0	0	0	0	0	0
Action 1.8.16	Doter les bureaux frontières (32) et brigades (62) de 188 véhicules (2 véhicules par structure) équipés d'un système BLU	Nombre de bureaux frontières et brigades dotés de véhicules équipés d'un système BLU	Bon de livraison	MPMB/DGD	348	0	348	0	0	0
Action 1.8.17	Doter les Douaniers en armes et en munitions	Nombre d'armes et munitions acquises	Bon de livraison	MPMB/DGD	5 723	0	1 431	1 431	1 431	1 431
Action 1.8.18	Renforcer le système d'information de la Douane	Nombre de progiciels et logiciels acquis	Bon de livraison	MPMB/DGD	100	43	43	14	0	0
Action 1.8.19	Renforcer l'informatisation de la Direction Générale des Douanes	Nombre de bureaux frontières connectés SYDAM World	Rapport d'activité	MPMB/DGD	1 800	1 000	200	200	200	200
Action 1.8.20	Renover et Etendre les casernes des Douanes	Nombre de bureaux et casernes renovés	Procès verbaux de réception	MPMB/DGD	600	300	300	0	0	0
Action 1.8.21	Réhabiliter Bâtiments administratifs/Douanes	Bâtiment de la Direction de la Statistique réhabilité	Procès verbal de réception	MPMB/DGD	175	175	0	0	0	0
Action 1.8.22	Réhabiliter l'immeuble Ex-SGBCI Vridi/Douane	Immeuble Ex-SGBCI réhabilité	Procès verbal de réception	MPMB/DGD	2 200	1 100	1 100	0	0	0
Action 1.8.23	Réhabiliter bureaux des douanes	Nombre de bureaux réhabilités	Procès verbaux de réception	MPMB/DGD	1 250	625	625	0	0	0
Action 1.8.24	Acquérir et Installer Service Radio/Douanes	Nombre de services Radio installés	Bon de livraison	MPMB/DGD	97	97	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 2	L'aménagement du territoire est assuré	Proportion de Régions mettant en œuvre un schéma d'aménagement du territoire (Base = ; Cible =)			18 497	599	3 494	5 503	4 665	4 236
Extrant 2.1	Le cadre institutionnel et réglementaire de la gouvernance territoriale est renforcé	Nombre de textes adoptés			340	0	85	85	85	85
Action 2.1.1	Editer et diffuser le document de Politique Nationale d'Aménagement du Territoire	Nombre de documents diffusés	Rapport d'activités	DAT	120	0	30	30	30	30
Action 2.1.2	Editer et diffuser la Loi d'Orientation sur l'Aménagement du Territoire	Loi d'Orientation adopté	JORCI	DAT	120	0	30	30	30	30
Action 2.1.3	Diffuser le Manuel de procédures d'élaboration des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire	Nombre de documents diffusés	Rapport d'activités	DAT	100	0	25	25	25	25
Extrant 2.2	La planification territoriale est assurée et maîtrisée	Proportion de régions et districts disposant d'un schéma d'aménagement du territoire (Base = ; Cible =)			18 157	599	3 409	5 418	4 580	4 151
Action 2.2.1	Elaborer et mettre en œuvre un Schéma National d'Aménagement du Territoire	Schéma National d'Aménagement du Territoire opérationnel	Rapport d'activités	DAT	2 094	94	500	500	500	500
Action 2.2.2	Elaborer et mettre en place des Schémas d'aménagement du Territoire des Districts Autonomes (SATDA)	Nombre de Schémas d'Aménagement du Territoire des Districts Autonomes opérationnels	Rapport d'activités	District avec la DAT en appui	1 800	0	300	500	500	500
Action 2.2.3	Elaborer et mettre en place des Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT)	Nombre de Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement du Territoire opérationnels	Rapport d'activités	Conseil Régional avec la DAT en appui	944	94	150	200	250	250
Action 2.2.4	Assister les régions à l'élaboration des Agendas 21 Locaux (plans locaux de développement durable)	Nombre de plans locaux de développement élaborés	Rapport d'activités	MINESUDD / DGDD / Collectivités	1 548	150	198	350	500	350
Action 2.2.5	Renforcer les capacités des collectivités territoriales à l'élaboration des outils de planification territoriale	Nombre de formations effectuées	Rapport d'activités	DAT	1 705	69	108	402	392	734
Action 2.2.6	Elaborer la Stratégie Nationale de Développement Régional (SNDR) 2017-2020	Stratégie Nationale de Développement Régional disponible	Rapport d'activités	DDR	2 982	192	500	950	740	600
Action 2.2.7	Réaliser un appui à la gestion et à l'aménagement des territoires ruraux	Nombre d'appuis réalisés	Rapport d'activités	DGATDR	1 450	0	300	500	350	300
Action 2.2.8	Assurer la coordination des actions d'aménagement du territoire et de développement régional	Coordination des actions d'aménagement du territoire et de développement régional opérationnelle	Rapport d'activités	DGATDR	345	0	162	183	0	0
Action 2.2.9	Assurer le suivi de la mise en œuvre du programme des Pôles Economiques Compétitifs	Nombre de missions effectuées	Rapport d'activités	DGATDR	1 300	0	300	400	300	300
Action 2.2.10	Mettre en place un Observatoire National de l'Aménagement du Territoire (ONAT)	Observatoire de l'Aménagement du territoire opérationnel	Rapport d'activités	DAT	724	0	234	300	100	90
Action 2.2.11	Mettre en place Fonds d'Appui pour le Développement de l'Aménagement du Territoire (FADAT)	Fonds d'Appui pour le Développement de l'Aménagement du Territoire disponible	Rapport d'activités	DGATDR	3 265	0	657	1 133	948	527

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 3	Des pôles économiques compétitifs sont développés	Nombre de pôles économiques opérationnels (Base = ; Cible =) Taux de pauvreté territoriale des pôles économiques compétitifs (Base = ; Cible =)			57 711	544	12 155	16 039	12 687	16 287
Extrant 3.1	La viabilité économique des régions (administratives) est assurée	Proportion des Régions économiquement viables (Base = ; Cible =)			1 340	0	335	335	335	335
Action 3.1.1	Adapter les dispositions financières et économiques aux spécificités des collectivités territoriales	Nombre de textes adoptés	JORCI		100	0	25	25	25	25
Action 3.1.2	Elaborer une grille critériologique pour présider au découpage administratif du territoire	Grille critériologique disponible	Rapport d'activités	DDR	40	0	10	10	10	10
Action 3.1.3	Prendre en compte les critères démographiques et économiques dans l'érection des collectivités territoriales	Nombre de critères élaborés	Rapport d'activités	DAT	0	0	0	0	0	0
Action 3.1.4	Redynamiser les commissions régionales de développement	Nombre de commissions régionales fonctionnelles	Rapport d'activités		200	0	50	50	50	50
Action 3.1.5	Réaliser des études socio-économiques dans les trente (31) régions	Nombre d'études socio-économiques réalisées	Rapport d'activités		400	0	100	100	100	100
Action 3.1.6	Elaborer et rendre disponible les comptes économiques des Collectivités territoriales (calcul Produit Local Brut)	Nombre de Comptes économiques des collectivités territoriales disponibles	Rapport d'activités	DDR	200	0	50	50	50	50
Action 3.1.7	Produire et rendre disponible l'information socio-économique dans les Collectivités territoriales ;	Nombre de collectivités économiques socio-économiques disponibles	Rapport d'activités	DDR	400	0	100	100	100	100
Extrant 3.2	Les potentialités économiques des pôles de développement sont promues	Nombre d'accords de coopération décentralisée établis (Base = ; Cible =) Niveau d'investissements réalisés (Base = ; Cible =) Nombre d'études techniques réalisées (Base = ; Cible =)			55 296	500	11 614	15 384	12 099	15 699
Action 3.2.1	Appuyer la coopération décentralisée entre les régions à potentialité économique compétitive et des grandes villes émergentes ou développées	Nombre de missions d'appuis	Rapport d'activité	DAT/MEMPD	68	0	20	19	15	15
Action 3.2.2	Réaliser trente un (31) atlas régionaux	Nombre d'atlas disponible	Rapport d'activité	DDR/MEMPD	212	100	30	29	23	30

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.2.3	Mettre en œuvre 14 programmes de pôles économiques compétitifs	Nombre de programmes mis en œuvre	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	41 833	310	8 294	12 187	9 359	11 683
Action 3.2.4	Cartographier les bassins de vie économique du territoire (pôle + hinterland)	Existence de la cartographie	PV de réception	DDR/MEMPD	20	0	4	6	5	5
Action 3.2.5	Accroître les zones économiques (zones industrielles, zones franches, zones économiques spéciales) dans les pôles économiques compétitifs	Nombre de nouvelles zones économiques créées	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	13 023	90	3 230	3 103	2 666	3 934
Action 3.2.6	Promouvoir des partenariats publics privés au profit des pôles économiques compétitifs	Nombre de partenariats signés	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	110	0	30	31	24	25
Action 3.2.7	Promouvoir la parafiscalité et les contributions des entreprises privées et autres taxes ou écotaxes dans les pôles économiques compétitifs	Niveau de contribution fiscale et parafiscale	Rapport d'activité	DGATDR/MEMPD	30	0	6	9	7	7
Extrant 3.3	L'investissement privé productif est accru dans les pôles de développement	Taux d'accroissement de l'investissement privé dans les pôles de développement (Base = ; Cible =)			1 076	44	206	320	252	253
Action 3.3.1	Sensibiliser les investisseurs potentiels à l'initiative privée, à l'esprit d'entreprise et à la mise en commun de capitaux dans les pôles	Nombre de missions de sensibilisations réalisées	Rapport d'activité		5	0	1	2	1	1
Action 3.3.2	Promouvoir un cadre juridique et institutionnel favorable aux affaires dans les pôles	Textes adoptés	JORCI		10	0	2	3	2	2
Action 3.3.3	Favoriser la création de banques des PME dans les pôles économiques	Textes adoptés	JORCI		11	0	2	3	3	3
Action 3.3.4	Créer un fonds de garantie des PME/PMI	Textes adoptés	JORCI		1 044	43	200	310	245	246
Action 3.3.5	Renforcer les capacités des PME/PMI en vue de les rendre compétitives	Nombre de formations Niveau de financement	Rapport d'activité		5	0	1	2	1	1

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRE

AXE STRATÉGIQUE II

ACCELERATION DU DEVELOPPEMENT DU
CAPITAL HUMAIN ET PROMOTION DU BIEN ETRE SOCIAL

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
	TOTAL AXE STRATEGIQUE 2				4 967 556	381 749	736 399	785 450	1 211 544	1 852 413
Impact 1	Les populations disposent de qualifications et de compétences pour le développement économique et social de la Côte d'Ivoire	Taux net de scolarisation (Base = ; Cible =)			2 140 484	223 572	277 691	287 590	543 106	808 525
Effet 1	Tous les enfants et les jeunes d'âge scolaire fréquentent des écoles offrant des enseignements de qualité répondant aux normes nationales	Taux de réussite aux examens de grands tirages (Base = ; Cible =) Taux d'achèvement (primaire, secondaire, F/G) (Base = 63,6 ; Cible = 100) Taux brut de scolarisation (Base = 95,4 ; Cible = 111) Taux de déperdition scolaire (Base = ; Cible =)			1 381 190	146 158	153 897	173 200	320 471	587 465
Extrant 1.1	La gouvernance scolaire est renforcée	Nombre de Réformes entreprises renforçant la gouvernance scolaire (Base = ; Cible =)			125 554	6 964	6 524	6 385	57 045	48 636
Action 1.1.1	Actualiser le cadre institutionnel du système éducatif	Nombre de textes adoptés	Rapport d'activités	MENET/MSFFE	40	20	20	0	0	0
Action 1.1.2	Réviser le cadre réglementaire du système éducatif	Nombre de textes adoptés	Rapport d'activités	MENET/MSFFE	50	30	20	0	0	0
Action 1.1.3	Evaluer régulièrement le système éducatif	Nombre d'évaluations réalisés	Rapport de mission	MENET/MSFFE	450	150	150	50	50	50
Action 1.1.4	Redynamiser le système de planification et les outils de suivi évaluation	Système redynamisé	Rapport d'activités	MENET/MSFFE	3 325	925	725	625	600	450
Action 1.1.5	Rénover le Système d'Information, de Gestion et de pilotage	SIG disponible et fonctionnel	Rapport d'activités	MENET/MSFFE	700	0	0	0	350	350
Action 1.1.6	Renforcer les capacités des structures d'encadrement	Nombre de structures d'encadrement formé	Rapport de mission	DPFC	2 316	385	422	503	503	503
Action 1.1.7	Vulgariser l'enseignement en langues nationales	Nombre d'écoles sélectionnées	Rapport d'activités	DPFC	700	0	0		350	350
Action 1.1.8	Organiser l'enseignement à distance pour les enseignants et les encadreurs	Plateforme de formation opérationnelle Nombre d'encadreurs et d'enseignants formés	Rapport d'activités	DPFC	900	180	180	180	180	180
Action 1.1.9	Mettre en œuvre la réforme curriculaire	Proportion de curricula révisés	Rapport d'activités	IGENET	250	50	50	50	50	50
Action 1.1.10	Intégrer les TIC à l'école	Nombre d'écoles dotés d'équipements informatiques	Rapport d'activités	DPFC	102 097	4 374	3 382	2 951	50 582	40 808
Action 1.1.11	Promouvoir l'entrepreneuriat en milieu scolaire	Nombre d'enseignants formés ; Nombre d'élèves formés ; Nombre de guides conçus	Rapport d'activités	DVS	4 395	850	875	895	880	895

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.1.12	Renforcer l'attractivité des formations techniques comme choix de carrière	Nombre d'événements sociaux organisés; Nombre de publication sur l'accès à l'emploi des personnes ayant subi une FP	Rapport d'activité	METFP	492	0	200	292	0	0
Action 1.1.13	Réaliser deux études pour identifier la durée optimale de formation des formateurs et pour améliorer le contenu de la formation des formateurs	Etudes disponibles	Rapport d'activité	MENET	0	0	0	0	0	0
Action 1.1.14	Renforcer la formation en cours d'emploi des enseignants	Nombre d'enseignants formés	Rapport d'activités	MENET	9 839	0	500	839	3 500	5 000
Action 1.1.15	Certifier les compétences techniques et acquis professionnels dans le secteur informel	Nombre de certificats délivrés	Rapport d'activités	MENET/MEASFP	0	0	0	0	0	0
Extrant 1.2	L'éducation de la petite enfance est améliorée	Taux brut d'accès au préscolaire (Base = ; Cible =) Taux brut de scolarisation au préscolaire (Base = ; Cible =) Proportion d'Etablissements scolaire disposant de cycle préscolaire (Base = ; Cible =)		MENET/MSFFE	34 311	3 550	10 959	6 720	6 600	6 482
Action 1.2.1	Accroître l'offre de services de l'enseignement préscolaire	Nombre de CPPE et de CACE réhabilités, construits et équipés Nombre d'éducateurs préscolaires recrutés	Rapports de suivi ; Rapports d'évaluation	MENET/ MSFFE	11 500	2 300	2 300	2 300	2 300	2 300
Action 1.2.2	Mettre en œuvre un programme d'éducation parentale	Nombre de familles formées	Rapports de formation ; Rapports de suivi	MENET/MSFFE	5 750	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Action 1.2.3	Construire et équiper 1 684 SDC de grande section	Nombre de SDC de grande section construites et équipées	Rapport d'exécution	MENET/MSFFE	16 561	0	7 409	3 170	3 050	2 932
Action 1.2.4	Recruter 1 684 enseignants pour le préscolaire	Nombre d'enseignants recrutés	Rapport d'exécution	MENET/MSFFE	0	0	0	0	0	0
Action 1.2.5	Mettre en œuvre le projet de Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE)	Projet du DIJE mis en œuvre	Rapport d'exécution	MEMPD/MENET/MSFFE	500	100	100	100	100	100
Action 1.2.6	Doter les 32 CPPE existants de cantines scolaires	Nombre de CPPE dotés de cantines scolaires	Rapport d'activités	MENET/MSFFE	0	0	0	0	0	0
Action 1.2.7	Doter les centres préscolaires en milieu rural de cantines scolaires	Nombre de centres préscolaires dotés de cantines scolaires	Rapport d'activités	MENET/MSFFE	0	0	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.3	La scolarisation au primaire est universelle, inclusive et de qualité	Taux d'accès au CP1 (Base = ; Cible =) Ratio élèves/maitres (Base = ; Cible =) Taux brut de scolarisation (Base = ; Cible =)			875 460	74 242	99 458	67 626	183 868	450 266
Action 1.3.1	Assurer la gratuité des manuels et des kits (primaire)	Nombre de kits et de manuels distribués	Rapport d'activités	DAF	36 029	6 372	7 022	7 545	7 545	7 545
Action 1.3.2	Recruter 18 305 enseignants pour le primaire	Nombre d'enseignants recrutés au primaire	Rapport d'exécution	DRH/DELIC	0	-	0	0	0	0
Action 1.3.3	Réhabiliter et équiper 1452 SDC	Nombre de SDC réhabilités et équipés	Rapport d'exécution	PPU/Task Force	289 122	47 070	44 797	51 781	68 023	77 451
Action 1.3.4	Mettre en place des points d'eau et de latrines dans 1 500 écoles primaires publiques	Nombre de points d'eau et de latrines réalisés	Rapport d'exécution	Task Force/DEP/DAF	2 400	1 300	200	300	300	300
Action 1.3.5	Augmenter le nombre de rationnaires des cantines scolaires	Nombre de rationnaires par an	Rapport d'exécution	MENET/DNCS	41 500	4 500	22 000	5 000	5 000	5 000
Action 1.3.6	Appuyer les groupements agricoles mobilisés autour des cantines scolaires	Nombre de groupements financés	Rapport d'exécution	MENET/DNCS	27 000	15 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Action 1.3.7	Construire 10107 SDC du primaire				479 409	0	22 439	0	100 000	356 970
Extrant 1.4	La scolarisation de la jeune fille et son maintien dans le système éducatif sont assurés	Taux d'accès de la jeune fille (Base = ; Cible =) Taux d'achèvement des filles au primaire et au secondaire (Base = ; Cible =)			19 137	42	42	6 506	6 506	6 042
Action 1.4.1	Développer le plan stratégique d'éducation de la jeune fille	Plan stratégique développé	Rapport d'activités	DELIC/MENET	210	42	42	42	42	42
Action 1.4.2	Construire 6 lycées de jeunes filles avec internats	Nombre de lycées de jeunes filles avec internats construits	Rapport d'exécution	MENET/BID/DEP	18 927	0	0	6 464	6 464	6 000
Extrant 1.5	L'enseignement secondaire général est développé	Taux d'accès au secondaire (Base = ; Cible =) Taux brut de scolarisation au secondaire (Base = ; Cible =)			259 314	48 106	23 479	72 388	52 877	62 464

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.1	Recruter 8 980 enseignants du secondaire général	Nombre d'enseignants recrutés	Rapport d'activités	DRH	0	0	0	0	0	0
Action 1.5.2	Construire et équiper 612 collèges à base 2	Nombre de collèges à base 2 construits et équipés	Rapport d'exécution	DEP/DAF	149 221	39 000	6 336	30 609	34 561	38 715
Action 1.5.3	Construire et équiper 102 Collège à base 4	Nombre de collèges à base 4 construits et équipés	Rapport d'exécution	DEP/DAF	86 747	0	11 828	38 137	14 514	22 268
Action 1.5.4	Construire et équiper 12 Lycées	Nombre de lycées construits et équipés	Rapport d'exécution	DEP/DAF	2 835	1 575	315	315	315	315
Action 1.5.5	Réhabiliter et équiper 483 établissements du secondaire	Nombre d'établissements du secondaire réhabilités et équipés	Rapport d'exécution	DEP/DAF	10 511	5 031	2 500	827	987	1 166
Action 1.5.6	Construction de 4 lycées d'enseignement général				10 000	2 500	2 500	2 500	2 500	
Extrant 1.6	Les structures d'enseignement technique sont développées	Proportion des élèves de l'enseignement technique (Base = ; Cible =) Taux de réussite aux examens (Base = ; Cible =)	Rapports d'activités, Rapport d'exécution, Rapport de mission		66 349	13 254	13 270	13 275	13 275	13 275
Action 1.6.1	Construire et équiper de 8 lycées techniques	Nombre de lycées construits	Rapport d'exécution	DEP/BID	63 875	12 775	12 775	12 775	12 775	12 775
Action 1.6.2	Recruter 153 enseignants pour les lycées techniques	Nombre d'enseignants recrutés	Rapport d'exécution	DRH	124	9	25	30	30	30
Action 1.6.3	Renforcer et assurer la maintenance des équipements techniques, pédagogiques des lycées techniques	Pourcentage d'équipements acquis	Rapport d'exécution	DAF	2 350	470	470	470	470	470
Extrant 1.7	L'enseignement civique est renforcé				1 065	0	165	300	300	300
Action 1.7.1	Renforcer les contenus de l'enseignement de l'éducation civique	Contenu pédagogique renforcé par des modules en éducation civique	Rapport d'activités	DELIC	40	0	40	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.7.2	Editer, produire des manuels et distribuer des guides d'éducation civique	Nombre de manuels distribués	Rapport de mission	DELIC	375	0	75	100	100	100
Action 1.7.3	Former les formateurs sur les modules d'éducation civique et de bonnes pratiques de vie	Nombre de formateurs formés	Rapport d'activités	DELIC	650	0	50	200	200	200
Effet 2	Les hommes et les femmes ont un accès équitable à une formation professionnelle de qualité	Taux net brut de scolarisation de la formation professionnelle (Base = ; Cible =) Taux d'inscription dans la formation professionnelle (Base = ; Cible =)			144 170	9 334	16 439	16 998	72 239	29 159
Extrant 2.1	Le cadre de gouvernance de la formation professionnelle est amélioré				2 035	435	400	400	400	400
Action 2.1.1	Préparer le projet de loi d'orientation	Nombre de textes disponibles		DGFP	5	5	0	0	0	0
Action 2.1.2	Organiser le cadre institutionnel de la formation par l'apprentissage	Cadre institutionnel fonctionnel	Atelier	DGFP	10	10	0	0	0	0
Action 2.1.3	Organiser le cadre de la gouvernance des établissements en partenariat avec le secteur privé et en autonomie - (C2D Proform)		Atelier	DGFP	10	10	0	0	0	0
Action 2.1.4	Organiser le cadre de concession des formations conduisant au BT au secteur privé de formation professionnelle	Existence de textes autorisant les établissements privés à dispenser les formations conduisant au BT	Atelier	DGFP	10	10	0	0	0	0
Action 2.1.5	Développer la culture qualité dans le système de la Formation professionnelle			MEMEASFP/AQDCI	2 000	400	400	400	400	400
Extrant 2.2	Les structures de la formation professionnelle sont renforcées	Taux brut de scolarisation de la formation professionnelle (Base = ; Cible =) Effectif moyen par salle de classe (Base = ; Cible =)			138 665	8 269	15 393	15 920	71 097	27 985
Action 2.2.1	Construire et équiper 15 Directions Régionales et 18 Directions Départementales	Nombre de Direction Régionale et Départementale construit et équipé	Enquête administrative ; enquête de terrain	DAF/DCEP	3 850	832	732	762	762	762
Action 2.2.2	Construire et équiper une infirmerie dans chacun des 59 établissements de la Formation Professionnelle	Nombre d'infirmeries construites et équipées	Enquête administrative ; enquête de terrain	DAF/DGFP	1 700	340	340	340	340	340

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.2.3	Réhabiliter 17 centres de formation professionnelle et les doter d'équipement de simulation	Nombre d'établissement professionnel réhabilité disposant d'équipement de simulation	Enquête administrative ; enquête de terrain	DAF/DGFP	27 442	1 942	1 000	2 000	8 500	14 000
Action 2.2.4	Réhabiliter et équiper 13 internats des établissements de formation professionnelle	Nombre d'internats réhabilités et équipés des établissements de formation professionnelle	Enquête administrative ; enquête de terrain	DAF/DGFP	11 500	0	5 750	5 750	0	0
Action 2.2.5	Construire le chenal du lycée professionnel de Grand-Lahou	Chenal de Grand-Lahou fonctionnel	Enquête administrative ; enquête de terrain	DAF/DGFP	5 000	1 000	2 000	2 000	0	0
Action 2.2.6	Etendre et Equiper le Centre de Formation Professionnelle de Ouangolodougou (agro-mécanique)	Nombre d'établissements construits et équipés	Enquête administrative ; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	300	60	60	60	60	60
Action 2.2.7	Construire 3 nouveaux Bâtiments et un Amphithéâtre à l'IPNETP	Nombre de structures construites et équipées à l'IPNETP	Enquête administrative ; enquête de terrain	IPNETP/DCEP	2 400	480	480	480	480	480
Action 2.2.8	Construire et équiper 10 antennes régionales de l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP)	Nombre d'antenne régionale construite équipée	Enquête administrative ; enquête de terrain	AGEFOP	1 855	371	371	371	371	371
Action 2.2.9	Construire et équiper 4 établissements (CBCG de Bouaké, CET Bouaflé et Issia, Lycée professionnel hôtelier de Yamoussoukro)	Nombre d'établissements construits réhabilités et équipés	Enquête administrative ; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	300	60	60	60	60	60
Action 2.2.10	Faire l'extension de la DCEC	Bâtiment construit	Enquête administrative ; enquête de terrain	DCEP/DAF	5 050	0	1 010	1 010	1 010	2 020
Action 2.2.11	Construire et équiper 6 ateliers d'application et de production (AAP) (S/P Zou, Sinématiali, S/P Zeo, Tanda, S/P Anoumamba, Zouan-Hounien	Nombre d'ateliers construits et équipés	Enquête administrative ; enquête de terrain	DCEP/DAF	150	30	30	30	30	30
Action 2.2.12	Construire 4 centres sectoriels (Mines à Man, Agricole à Botro, Transport à Abidjan, Automobiles à Abidjan) projet C2D	Nombre de centres sectoriels construits	Enquête administrative ; enquête de terrain	DCEP/DAF	770	154	154	154	154	154
Action 2.2.13	Doter 59 établissements de la Formation Professionnelle de bibliothèques	Nombre d'établissements bénéficiaires	Enquête administrative ; enquête de terrain	AGEFOP/DAF	60 805	0	0	0	54 000	6 805
Action 2.2.14	Construire et équiper des laboratoires de simulation dans les Cellules de Fabrication mécanique, Construction métallique, Mécanique automobile, Electrotechnique et ELN, informatique, génie civil (BTP), menuiserie et Télécom à l'IPNETP	Nombre de laboratoires de simulation construits et équipés	Enquête administrative ; enquête de terrain	DAF/DGFP/CPNTIC	1 770	354	354	354	354	354

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.2.15	Réhabiliter et équiper cinq internats (CET AGBOVILLE/CFP-EBP YAKRO/LP DAOUKRO/ CFP DALOA1/CFP ABENGOUROU)-Projet BID	Nombre d'internats réhabilités et équipé	Enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	500	100	100	100	100	100
Action 2.2.16	Equiper les internats des trois établissements (CFP KATIOLA; CET BOUAKE; LP Grand-Lahou) Projet Fonds Koweïtien	Nombre d'internats réhabilités et équipé	Enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	1 823	365	365	365	365	365
Action 2.2.17	Réhabiliter deux établissements y compris leurs internats (CET ADZOPE; CET MANKONO)-Projet Fonds Koweïtien	Nombre d'établissements réhabilités comprenant les internats	Enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	1 100	220	220	220	220	220
Action 2.2.18	Achever la construction et l'équipement du Centre d'Apprentissage aux métiers des mines de Hiré	Centre d'Apprentissage construit et équipé	Enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF	0	0	0	0	0	0
Action 2.2.19	Réhabiliter les locaux de la Cellule Genre de la Formation Professionnelle	Locaux de la Cellule Genre réhabilités	Enquête administrative; enquête de terrain	DCEP/DAF/ DGFP	233	47	47	47	47	47
Action 2.2.20	Réhabiliter et équiper trois établissements (CPMME Koumassi; Lycée Hôtelier Abidjan; CETF Bouake) - Projet Fonds saoudien de développement	Etablissements réhabilités et équipés	Pv de reception ; nombre d'établissements réhabilités et équipés	DCEP/DAF	40	8	8	8	8	8
Action 2.2.21	Réhabiliter et équiper le lycée prof d'Odienné- projet BID	Lycée professionnel d'Odienné réhabilité et équipé	Pv de reception	DCEP/DAF	4 450	890	890	890	890	890
Action 2.2.22	Equiper le lycée professionnel de MAN - projet BADEA (prêt additionnel)	Lycée professionnel de Man équipé	Pv de reception	DCEP/DAF	2 160	432	432	432	432	432
Action 2.2.23	Réhabiliter et équiper 3 établissements (CELIA-Abidjan/LP Gagnoa/LP Ferké) - projet BADEA 2	Nombre d'établissement réhabilité et équipé	Pv de reception; nombre d'établissements réhabilités et équipés	DCEP/DAF	2 427	0	0	0	2 427	0
Action 2.2.24	Construire et équiper un Centre de Formation d'Apprentis aux métiers du bâtiment à Bouaké	Centre de Formation d'Apprentis construits et équipés	PV de réception	AGEFOP/DAF	1 400	280	280	280	280	280
Action 2.2.25	Doter chacun des 59 (12 écoles par an) établissements d'une salle informatique de 15 postes	Nombre d'établissements bénéficiaires	PV de réception	DAF/DGFP/CPNTIC	1 040	208	208	208	208	208
Action 2.2.26	Réhabiliter et équiper l'Institut Pédagogique National l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP) (08 Ateliers)	Nombre d'ateliers de l'IPNETP réhabilités et équipés	Pv de réception; nombre d'ateliers équipés	DCEP/DAF	600	97	503	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.3	Les capacités des ressources humaines du secteur de la Formation professionnelle sont renforcées	Ressources humaines formées et opérationnelles (Base = ; Cible =)			2 100	420	420	420	420	420
Action 2.3.1	Faire des formations qualifiantes de courte durée et dotation de kits pour l'insertion professionnelle de 5.000 jeunes	Nombre de jeunes qualifiés et insérés		AGEFOP/DAF	150	30	30	30	30	30
Action 2.3.2	Acquérir 15 unités mobiles de formation et 5 tracteurs pour les pôles de développement	Nombre d'unités mobiles et de tracteurs acquis		DDAI	0	0	0	0	0	0
Action 2.3.3	Assurer la formation continue et l'immersion des acteurs du système dans les entreprises	Nombre d'acteurs formés et insérés		CIDFOR	750	150	150	150	150	150
Action 2.3.4	Renforcer les capacités de 800 agents de la Formation Professionnelle par l'APC et la nouvelle gouvernance	Nombre d'agents formés		DRH/IPNETP/ DPDP	200	40	40	40	40	40
Action 2.3.5	Accroître la dotation en matière de bourses des apprenants en CI et hors CI	Budget alloué aux bourses des apprenants		DOB/DAF	1 000	200	200	200	200	200
Extrant 2.4	Des outils innovants sont acquis pour la formation professionnelle	Nombre d'outils innovants développés pour la formation professionnelle (Base = ; Cible =)			1 370	210	226	258	322	354
Action 2.4.1	Mettre en place un système intégré de gestion des boursiers à la DOB	SIG disponible et fonctionnel		DAF/CPNTIC/DOB	90	18	18	18	18	18
Action 2.4.2	Réaliser une étude sur la qualité du secteur de l'enseignement technique et professionnelle	Etude disponible		DPED/IG/DGFP	30	6	6	6	6	6
Action 2.4.3	Mettre en place un système de gestion intégré du patrimoine de la formation professionnelle	Système de Gestion Intégré du Patrimoine de la FP disponible fonctionnel		DAF	80	16	16	16	16	16
Action 2.4.4	Doter 240 handicapés inscrits à la FP d'équipements spécifiques	Nombre de handicapés bénéficiaires		AGEFOP/DAF	400	80	80	80	80	80
Action 2.4.5	Extension du projet d'incubateurs d'entreprise dans 13 établissements de la formation professionnelle en faveur des diplômés	Nombre d'établissements bénéficiaires		CPNTIC/DAF	300	60	60	60	60	60

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.4.6	Installer un laboratoire de formation au développement de la fibre optique destiné à la formation de techniciens	Laboratoire de formation opérationnel		CPNTIC/DAF	50	10	10	10	10	10
Action 2.4.7	Acquérir des outils de réalité augmentés ou simulateur virtuel destiné à la formation des jeunes (conception de logiciels)	Outils disponibles	PV de reception	CPNTIC/DAF	400	16	32	64	128	160
Action 2.4.8	Acquérir du matériel pour le développement d'applications Web	Matériels acquis	PV de reception	CPNTIC/DAF	20	4	4	4	4	4
Effet 3	L'accès à un enseignement supérieur de qualité est renforcé	Taux d'accès à l'enseignement supérieur (Base = ; Cible =) Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants (Base = ; Cible =) Proportion d'étudiants de 20-29 ans ayant atteint la troisième année universitaire (Base = ; Cible =)			575 252	67 742	106 717	96 629	131 030	173 134
Extrant 3.1	La gouvernance de l'enseignement supérieur est améliorée	Nombre de mesures renforçant la gouvernance du secteur (Base = ; Cible =)			2 265	735	890	420	100	120
Action 3.1.1	Réviser le cadre juridique et institutionnel	Nombre de textes révisés	Actes juridiques du MESRS	DGSE/DRCI	695	255	410	10	10	10
Action 3.1.2	Assurer le pilotage du dispositif de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Existence d'un document de procédures	Rapport d'activités	MESRS	50	50	0	0	0	0
Action 3.1.3	Mettre en place un système d'information et de gestion automatisé (SIGA)	SIGA fonctionnel	Rapport d'activités	DPE	950	300	350	300	0	0
Action 3.1.4	Elaborer et mettre en œuvre un Système d'Information et de Suivi (SIS) du MESRS	SISI fonctionnel	Textes relatifs à la création du SISI	DDU	160	50	50	30	20	10
Action 3.1.5	Mettre en place un système global de suivi et d'évaluation	Système opérationnel	Rapport d'activités		410	80	80	80	70	100
Extrant 3.2	Les capacités d'accueil de l'enseignement supérieur et les œuvres sociales sont renforcées	Proportion d'étudiants boursiers (Base = ; Cible =) Proportion d'étudiants logés (Base = ; Cible =)			572 617	66 917	105 757	96 139	130 860	172 944
Action 3.2.1	Assurer le règlement des engagements financiers	Taux de remboursement	Document de Budget du MESRS	MESRS	9 250	1 850	1 850	1 850	1 850	1 850

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.2.2	Améliorer les ressources propres des universités et grandes écoles publiques	Taux de relèvement des ressources propres	Contrats de financements Rapport du conseil	DGESE	50	10	10	10	10	10
Action 3.2.3	Construire et équiper les structures universitaires	Nombre de structures construites, Nombre de structures équipées	Bons de livraison	MESRS	383 719	35 989	61 293	55 528	93 655	137 254
Action 3.2.4	Renforcer les capacités en ressources matérielles et pédagogiques	Existence de nouveaux équipements matériels et pédagogiques	Bons de livraison	MESRS	48 685	30	12 901	12 606	19 037	4 111
Action 3.2.5	Réhabiliter et équiper les structures universitaires	Nombre de structures réhabilitées, nombre de structures équipées	Rapport de mission sur le terrain	MESRS	60 150	21 911	16 938	13 138	8 113	50
Action 3.2.6	Recruter les ressources humaines pour l'enseignement supérieur	Nombre d'enseignants-chercheurs recrutés		DRH-MESRS/MENE	0	0	0	0	0	
Action 3.2.7	Améliorer les conditions de vie sociale des étudiants	Proportion d'étudiants satisfaits des conditions d'accueil et d'intégration	Rapport d'enquête	MERS	490	150	85	85	85	85
Action 3.2.8	Renforcer les capacités des ressources humaines	Nombre de personnes formées; Nombre d'enseignants et d'étudiants formés		DRH	11 157	2 446	2 158	2 199	2 211	2 143
Action 3.2.9	Développer l'enseignement numérique	Existence d'une université virtuelle		DGUVMI	55 717	4 200	10 000	10 000	5 000	26 517
Action 3.2.10	Promouvoir le mérite et l'excellence	Nombre de bourses octroyées		IUGB	3 399	331	522	723	899	924
Extrant 3.3	Le climat social et l'environnement dans les universités et grandes écoles sont améliorés	Nombre de grèves (Base = ; Cible =) Respect du calendrier académique (Base = ; Cible =)			370	90	70	70	70	70
Action 3.3.1	Renforcer l'esprit civique et moral des étudiants	Nombre d'activités réalisées	Rapports d'activités des CROUS	MESRS	270	70	50	50	50	50
Action 3.3.2	Octroyer une aide de l'Etat aux étudiants	Nombre d'étudiants bénéficiant de secours	Registre d'octroi des aides	MESRS	25	5	5	5	5	5
Action 3.3.3	Améliorer le climat de paix et sécurité	Nombre d'activités réalisées	Rapport d'enquête	MESRS	75	15	15	15	15	15

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
EFFET 4	Les populations savent lire, écrire et calculer	Taux d'alphabétisation (par sexe et par tranche d'âge) (Base = 65,7% ; Cible = 91%)			39 872	338	638	763	19 366	18 767
Extrant 4.1	Les structures d'éducation non formelle s'intègrent au système éducatif	Proportion d'élèves fréquentant les structures d'éducation non formelle (Base = ; Cible =)			1282	240	240	265	247	290
Action 4.1.1	Réduire les classes passerelles	Nombre de classes passerelles réduit	Rapport d'exécution	DAENF	82	0	0	25	7	50
Action 4.1.2	Intégrer les écoles de confession musulmane et les écoles communautaires dans le système éducatif.	Nombre d'écoles de confession musulmane intégrées Nombre d'écoles communautaires intégrées	Rapport d'activités	DAENF	1 200	240	240	240	240	240
Extrant 4.2	L'alphabétisation est renforcée	Taux d'alphabétisation par sexe et par tranche d'âge (Base = ; Cible =) Proportion de la population ne sachant lire et écrire, ayant accès à l'alphabétisation (Base = ; Cible =)			38 590	98	398	498	19 119	18 477
Action 4.2.1	Créer des mécanismes de collaboration avec les médias	Nombre de mécanismes créés	Rapport d'exécution	DAENF	1 055	0	300	400	300	55
Action 4.2.2	Renforcer le système de production statistique	Nombre d'annuaires statistiques produits;	Rapport d'exécution	DAENF	490	98	98	98	98	98
Action 4.2.3	Créer des centres d'alphabétisation dans les écoles et les communautés rurales	Nombre de centres d'alphabétisation créés	Rapport d'exécution	DAENF	36 831	0	0	0	18 662	18 169
Action 4.2.4	Créer des structures adaptées aux personnes handicapées	Nombre de structures créées adaptées aux handicapés	Rapport d'exécution	DAENF	195	0	0	0	45	150
Action 4.2.5	Créer des mécanismes de collaboration avec les services en charge des jeunes à risques	Mécanisme de collaboration opérationnel	Rapport d'exécution	DAENF	19	0	0	0	14	5
Action 4.2.6	Elaborer et mettre en œuvre un programme d'alphabétisation des adultes à base communautaire axé sur le développement des compétences	Programme disponible Nombre de bénéficiaires du programme	Rapport d'exécution	MENET	0	0	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Impact 2	Les femmes et les hommes y compris les jeunes et les personnes handicapés ont accès à un emploi productif, décent et durable	Taux de chômage (Base = 5,6 en 2013 ; Cible = 2,6)			221 823	13 506	18 752	16 818	59 564	113 183
Effet 1	Les populations en âge de travailler ont accès à un emploi décent	Ratio emploi/population (Base = ; Cible =) Nombre d'emplois décents par âge, par sexe et par handicap (Base = ; Cible =) Sous utilisation de la main d'œuvre (Base = ; Cible =)	Enquête emploi		215 694	11 706	16 507	15 940	58 711	112 830
Extrant 1.1	La gouvernance des secteurs de l'emploi et du travail est améliorée				1 750	610	335	285	260	260
Action 1.1.1	Evaluer la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) 2012-2015 et la Stratégie de Relance de l'Emploi (SRE)	Evaluation réalisée	Rapport d'évaluation sur la PNE 2012-2015 et sur la SRE	MEMEASFP/MDPRJEJ	30	30	0	0	0	0
Action 1.1.2	Elaborer une nouvelle PNE 2016-2020	PNE disponible	Document de la PNE 2016-2020	MEMEASFP	170	170	0	0	0	0
Action 1.1.3	Doter les services de la DGT en matériels roulants	Nombre de véhicules acquis	Enquête administrative; enquête de terrain	DGT	1 000	200	200	200	200	200
Action 1.1.4	Réaliser une étude d'identification des unités du secteur informel	Etude disponible	Etude	DGT/DIT	100	50	50	0	0	0
Action 1.1.5	Vulgariser le nouveau code du Travail	Le nouveau Code du Travail est vulgarisé	Ateliers	DGT/DRT	100	20	20	20	20	20
Action 1.1.6	Elaborer une base intégrée de statistiques du Travail	Base intégrée de statistiques du travail disponible	Ateliers	DGT	200	40	40	40	40	40
Action 1.1.7	Réaliser une étude d'évaluation de l'application du décret portant revalorisation du SMIG	Etude disponible	Etude-Ateliers	DGT/DIT	150	100	25	25	0	0
Extrant 1.2	Les capacités des agents et des structures du secteur de l'emploi sont renforcés				6 950	1 025	1 475	1 400	1 750	1 300

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.1	Renforcer les capacités de 1000 agents des structures de l'emploi	Nombre d'agents formés	Certificat ou diplôme de formation	DRH	500	100	100	100	100	100
Action 1.2.2	Renforcer les capacités de 100 cadres des structures publiques de l'emploi par des missions d'immersion dans les institutions internationales intervenant dans le domaine de l'emploi	Nombre d'agents formés dans les institutions internationales intervenant dans le domaine de l'emploi	Rapport de fin de formation	DRH	2 250	0	450	450	900	450
Action 1.2.3	Doter les services de l'Administration du Travail d'un système d'information intégré	Un système d'information intégré est disponible et fonctionnel	Enquête administrative; enquête de terrain	DGT	500	150	150	100	50	50
Action 1.2.4	Réhabiliter et équiper la Direction Générale du Travail	Direction Générale du Travail fonctionnelle	Enquête administrative; enquête de terrain	DGT	200	75	75	50	-	-
Action 1.2.5	Assurer la formation continue des Inspecteurs du Travail et des partenaires sociaux	Nombre d'inspecteurs du Travail formés Nombre de partenaires sociaux formés	Enquête administrative; enquête de terrain	DGT	250	50	50	50	50	50
Action 1.2.6	Equiper les structures publiques d'emploi en matériels et logistiques	Nombre de structures publiques équipées	Equipements et moyens mis à disposition	MEMEASFP/MDPRJEJ	3 250	650	650	650	650	650
Extrant 1.3	L'information sur le marché du travail est améliorée	Base de données disponible et à jour (Base = ; Cible =)			5 910	1 182	1 182	1 182	1 182	1 182
Action 1.3.1	Améliorer le système d'informations statistiques sur le marché du travail	Les résultats des enquêtes annuelles sur l'Emploi dans le secteur moderne structuré et dans le secteur informel sont disponibles	Rapport d'enquête	Observatoire de l'Emploi	5 800	1 160	1 160	1 160	1 160	1 160
Action 1.3.2	Etablir des bilans périodiques sur la situation de l'emploi à travers la publication d'un Tableau de Bord Emploi (TBE)	Le Tableau de Bord Emploi (TBE) mensuel est disponible à date	Enquête administrative; enquête de terrain	MEMEASFP/DGE	110	22	22	22	22	22
Extrant 1.4	Les jeunes bénéficient de projets et programmes d'insertion	Proportion des jeunes bénéficiant des projets et programmes d'insertion (Base = ; Cible =) Nombre d'emplois créés par an (Base = ; Cible =)			187 056	5 513	9 720	9 205	53 412	109 206
Action 1.4.1	Développer des Programmes d'Aide à l'Embauche pour 53 383 jeunes diplômés (Rendre opérationnelles les dispositions du nouveau code du travail relatives aux stages de premier emploi)	Nombre de jeunes bénéficiaires	Enquête administrative; enquête de terrain	Agence Emploi Jeunes	24 025	1 805	2 805	2 805	3 805	12 805

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.4.2	Développer des programmes de types THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre) en faveur de 192 238 jeunes	Nombre de jeunes bénéficiaires	Enquête administrative ; enquête de terrain	Agence Emploi Jeunes	67 285	1 414	2 457	2 457	3 500	57 457
Action 1.4.3	Développer les programmes de formation qualifiante de courte durée appelée Formation Complémentaires Qualifiantes (FCQ) en faveur de 6 403 jeunes diplômés d'études supérieures	Nombre de jeunes diplômés bénéficiaires	Enquête administrative ; enquête de terrain	Agence Emploi Jeunes	3 205	641	641	641	641	641
Action 1.4.4	Développer les programmes d'apprentissage dans les secteurs non structurés et agricoles en faveur de 123 609 jeunes déscolarisés	Nombre de jeunes déscolarisés bénéficiaires	Enquête administrative ; enquête de terrain	Agence Emploi Jeunes	43 265	653	1 653	1 653	2 653	36 653
Action 1.4.5	Développer des programmes de financement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) et de Micro entreprises en faveur de 225 511 jeunes	Nombre de jeunes bénéficiaires	Enquête administrative ; enquête de terrain	Agence Emploi Jeunes	45 820	0	1 164	1 164	42 328	1 164
Action 1.4.6	Assurer l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 30 ans diplômés ou sans titre professionnel et en voie de marginalisation	Nombre de jeunes bénéficiaires	Rapport d'activités	Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED)	3 456	1 000	1 000	485	485	486
Extrant 1.5	Le dispositif de sécurité sociale est renforcé	Proportion de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale (Base = ; Cible =)			505	75	100	100	115	115
Action 1.5.1	Développer un système de protection des travailleurs du secteur informel	Système disponible			405	55	80	80	95	95
Action 1.5.2	Renforcer les capacités des travailleurs du secteur privé	Nombre de travailleurs formés	Rapport de formation		100	20	20	20	20	20
Extrant 1.6	La santé et la sécurité au travail sont améliorées	Incidence des maladies professionnelles (Base = ; Cible =) Nombre d'accidents de travail par an (Base = ; Cible =)			1 555	35	460	360	525	175
Action 1.6.1	Former les partenaires sociaux à l'application des normes d'hygiène, de santé et sécurité au travail	Nombre de partenaires sociaux formés	Ateliers	DGT	305	35	60	60	75	75
Action 1.6.2	Créer un institut national de sécurité et santé au travail	L'institut national de sécurité et santé au travail est disponible et fonctionnel	Enquête administrative ; enquête de terrain	DGT/DLTE	1 250	0	400	300	450	100
Extrant 1.7	La lutte contre le travail des enfants est renforcée	Proportion d'enfants soumis aux pires formes de travail (Base = ; Cible =)			3 550	400	900	750	1 050	450

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.7.1	Mener 2 études diagnostiques sur le travail et la traite des enfants tous les 3 ans	Nombre d'études diagnostiques réalisées	Etudes	Cab 1ère Dame/MEMEASFP/MSFFE	300	150	150	0	0	0
Action 1.7.2	Créer et équiper une cellule chargée de la lutte contre les Pires formes de Travail et la Traite des Enfants dans le ressort des Directions Régionales et Départementales du Travail.	La cellule chargée de la lutte contre les Pires formes de Travail et la Traite des Enfants est fonctionnelle	Actes administratifs	Cab 1ère Dame/MEMEASFP/MSFFE	1 000	0	200	200	400	200
Action 1.7.3	Pérenniser le système d'observation et de suivi du travail des enfants en Côte d'Ivoire (SOSTECI) par son extension à 10 nouveaux Départements de la Côte d'Ivoire	Nombre de SOSTECI créés	Enquête administrative; enquête de terrain	Cab 1ère Dame/MEMEASFP/MSFFE	1 250	250	250	250	250	250
Action 1.7.4	Construire et équiper 3 centres de transit pour les enfants victimes de traite et d'exploitation	Nombre de centres de transit construits et équipés	Enquête administrative; enquête de terrain	Cab 1ère Dame/MEMEASFP/MSFFE	1 000	0	300	300	400	0
Action 1.7.5	Mettre en œuvre le plan d'actions de la Politique Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes et des Jeunes Filles			Cab 1ère Dame/MEMEASFP/MSFFE	0	0	0	0	0	0
Action 1.7.6	Redynamiser le Parlement des Enfants			Cab 1ère Dame/MEMEASFP/MSFFE	0	0	0	0	0	0
Extrant 1.8	Le dialogue social est promu	Nombre de grèves observées dans les différentes corporations (Base = ; Cible =)			1 200	605	80	80	355	80
Action 1.8.1	Organiser la mise en place des représentants des organisations syndicales	Représentants des Organisations syndicales installés	Ateliers, Séminaires et Activités de vote	DGT/CNT	500	250	0	0	250	0
Action 1.8.2	Consolider la trêve sociale	Trêve sociale effective	Rencontres, réunions et séances de travail	DGT/CNT	50	25	0	0	25	0
Action 1.8.3	Réformer le CNT en CNDS	Textes de réforme disponibles	Actes administratifs, Enquêtes Administratives et de terrain		250	250	0	0	0	0
Action 1.8.4	Promouvoir le dialogue social dans chaque secteur d'activité	Nombre de rencontres de sensibilisation réalisé dans chaque secteur d'activité	Ateliers, Réunions et sensibilisations	DGT/CNT	100	20	20	20	20	20
Action 1.8.5	Développer un système de communication pour la promotion du dialogue sociale	Système de communication disponible	Activité de sensibilisation	CNT	200	40	40	40	40	40
Action 1.8.6	Renforcer les capacités techniques des partenaires du dialogue social	Nombre de partenaires sociaux formés	Ateliers	DGT/CNT	100	20	20	20	20	20

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.9	L'employabilité des diplômés est améliorée	Proportion de diplômés insérés dans le tissu économique (Base = ; Cible =)			7 218	2 261	2 255	2 578	62	62
Action 1.9.1	Adapter la formation aux besoins de l'économie	Nombre de curricula révisés	Rapport d'activités de la DESUP	DGESE	5 160	1 532	1 532	2 032	32	32
Action 1.9.2	Redimensionner le système d'enseignement supérieur	Textes réglementaires	Rapport d'activités de la DESUP	MESRS	505	169	168	168	0	0
Action 1.9.3	Créer des établissements de formation professionnelle de cycle court	Rapport d'activités de la DESUP	Rapport d'activités de la DESUP	MESRS	1 348	500	500	348	0	0
Action 1.9.4	Développer le partenariat avec l'entreprise et promouvoir l'innovation et l'emploi des diplômés des universités et grandes écoles	Nombre de partenariats signés, Nombre d'unités de recherche et de production créées	Rapport d'activités	MESRS	205	60	55	30	30	30
Effet 2	Les personnes actives en emploi disposent d'une offre de renforcement de capacités en adéquation avec les priorités nationales	Global Competitiveness Index (GCI) (Base = ; Cible =)			6 129	1 800	2 245	878	853	353
Extrant 2.1	La coordination des actions de renforcement des capacités des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile est améliorée	Cadre de concertation crée et fonctionnel (Base = ; Cible =)		SNRC	5 025	1 800	2 050	600	575	0
Action 2.1.1	Renforcer l'organe de coordination en charge du renforcement des capacités nationales	Organe de coordination renforcé		SNRC	3 000	1 000	1 000	500	500	0
Action 2.1.2	Elaborer la stratégie nationale de renforcement des capacités	Stratégie nationale de renforcement des capacités disponible		SNRC	600	250	250	50	50	0
Action 2.1.3	Mettre en œuvre la stratégie nationale de renforcement des capacités	Stratégie nationale de renforcement des capacités mis en œuvre		SNRC	600	300	300	0	0	0
Action 2.1.4	Mettre en place et rendre fonctionnel le dispositif national de suivi et évaluation des capacités	Dispositif national de suivi et évaluation des capacités mis en place et fonctionnel			825	250	500	50	25	0
Extrant 2.2	Un réseau de veille et de valorisation des compétences est mis en place	Réseau de veille opérationnel (Base = ; Cible =)			40	0	30	10	0	0
Action 2.2.1	Elaborer un manuel de critères sectoriels d'identification des expertises	Manuel de critère d'identification des expertises élaboré		MFPRA/ SNBG	30	0	20	10	0	0

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.2.2	Elaborer un dispositif de certification et d'utilisation des expertises nationales	Dispositif de certification et d'utilisation des expertises nationales fonctionnel		MFRA	10	0	10	0	0	0
Extrant 2.3	Un programme unique de renforcement des capacités de l'administration publique, des collectivités territoriales et de la société civile est développé	Un programme unique de renforcement de capacité disponible et opérationnel (Base = ; Cible =)			959	0	130	243	233	353
Action 2.3.1	Consolider le cadre de collaboration du renforcement des capacités	Nombre de rencontres/ Niveau de cohérence des activités de renforcement de Capacités	Rapports d'activités	DGDCN	50	0	30	20	0	0
Action 2.3.2	Identifier les besoins en compétences et en renforcement de capacités	Nombre d'études réalisées	Rapports d'études	DGDCN	130	0	0	0	0	130
Action 2.3.3	Elaborer et appuyer la mise en œuvre des programmes sectoriels de renforcement des capacités l'administration publique, des collectivités territoriales et de la société civile	- Nombre de programmes élaborés - Nombre d'appuis apportés	Rapports d'activités	DGDCN	779	0	100	223	233	223
Extrant 2.4	L'expertise nationale et les acquis des expériences sont développés	Proportion d'experts identifiés (Base = ; Cible =)			105	0	35	25	45	0
Action 2.4.1	Faciliter la mobilité de l'expertise nationale dans l'administration publique et les institutions internationales	Nombre d'experts promus	Actes administratifs (decrets, arrêtés)	DGDCN	40	0	10	10	20	0
Action 2.4.2	Promouvoir les experts indépendants	Nombre d'experts indépendants sollicités	Actes administratifs (contrats)	DGDCN	65	0	25	15	25	0
Impact 3	L'état de santé des populations est amélioré	Espérance de vie à la naissance (Base = 54,3 ans en 2015 ; Cible = 59 ans) Ratio de mortalité maternelle (Base = 614/100000 en 2012 ; Cible = 149/100000) Taux de mortalité des moins de 5 ans (Base = ; Cible =)	EDS-CI		1 851 750	113 989	292 748	309 770	491 746	643 496
Effet 1	L'utilisation par les populations des services de santé de qualité est accrue	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié (Base = ; Cible =) Prévalence contraceptive (Base = ; Cible =) Taux de couverture vaccinale (Base = ; Cible =) Prévalence du VIH (Base = ; Cible =) Taux d'utilisation des services de santé (Base = ; Cible =) Taux de fréquentation des services de santé (Base = ; Cible =)			1 675 728	83 301	248 226	273 374	451 070	619 756

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.1	La gouvernance du secteur santé est renforcée	Système de gestion efficace (Base = ; Cible =)			77 755	4 275	20 370	12 370	20 370	20 370
Action 1.1.1	Renforcer les mécanismes de coordination intra et intersectoriels des interventions de tous les acteurs du système de santé	Nombre de revues annuelles conjointes	Rapports des revues annuelles conjointes	DPPEIS/MSLS	780	100	170	170	170	170
Action 1.1.2	Renforcer les capacités en gestion des acteurs du système de santé à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	Nombre de personnes formées	Rapport de formation	MSLS	600	100	125	125	125	125
Action 1.1.3	Renforcer la déconcentration du système de santé pour rendre opérationnel les Directions Régionales et Départementales de la Santé	Nombre des Directions régionales et Directions départementales opérationnelles	Rapports d'évaluation de la fonctionnalité des districts et régions sanitaires	DGS/DPPEIS/MSLS	55 000	3 000	15 000	7 000	15 000	15 000
Action 1.1.4	Améliorer le système d'évaluation, de contrôle et d'audit du secteur de la santé		Rapport d'audit	IGLS/DEPS/MSLS	375	75	75	75	75	75
Action 1.1.5	Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire de qualité	Taux de Complétude et promptitude des données des régions sanitaires au niveau central	RASS	DPPEIS/MSLS	21 000	1 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Extrant 1.2	L'offre et la qualité des services de santé sont accrues	Pourcentage de population vivant dans un rayon de 5 km d'un centre de santé fonctionnel (Base = ; Cible =)			443 866	8 270	118 736	108 320	94 020	114 520
Action 1.2.1	Accroître le niveau de financement du secteur de la santé et l'efficace dans son utilisation	Part du budget de la santé dans le budget de l'Etat	Comptes de la Santé	DAF/MSLS	400	80	80	80	80	80
Action 1.2.2	Appuyer la mise en œuvre du Financement basé sur la performance	Nombre de districts couverts	Rapport d'activité CT-FBP/DPPEIS	DPPEIS/MSLS	23 900	800	1 800	4 800	6 500	10 000
Action 1.2.3	Construire, réhabiliter, mettre aux normes et équiper les établissements de santé et les unités de maintenance	Nombre d'établissements	Rapports DIEM	DIEM/MSLS	395 416	5 000	110 416	100 000	80 000	100 000
Action 1.2.4	Renforcer les équipements logistiques des structures sanitaires (chaîne de froid, véhicule, motos)	Proportion d'établissements équipés	Rapports DIEM	DIEM/MSLS	13 000	1 000	4 000	1 000	5 000	2 000
Action 1.2.4	Assurer la disponibilité des médicaments, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la Nouvelle PSP et au niveau périphérique	Taux de disponibilité des produits vitaux (90%) ; taux de disponibilité des autres médicaments essentiels (70%) : 90/70	Rapport d'activité mensuelle des directions régionales	Nouvelle PSP-CI/DPML/PNDAP/INHP/MSLS	10 700	1 340	2 340	2 340	2 340	2 340
Action 1.2.5	Renforcer les capacités des acteurs sur le système de santé	Nombre de RHS formés	Rapport de formation	DRH/INSP/MSLS	450	50	100	100	100	100

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.3	La lutte contre la maladie est renforcée	Incidence de la maladie (Base = ; Cible =) Prévalence de la maladie (Base = ; Cible =)			1 036 592	42 960	82 600	130 436	316 204	464 392
Action 1.3.1	Renforcer la lutte contre le VIH/Sida	Nombre de personnes vivant avec le VIH bénéficiant de la prise en charge par les antirétroviraux	SNIS	PNLS/MSLS	236 280	8 280	20 000	39 000	69 000	100 000
Action 1.3.2	Renforcer la lutte contre le paludisme	Décès liés au paludisme chez les patients hospitalisés pour 1000 personnes par an	HMIS	PNLP/MSLS	236 436	10 000	20 000	40 836	65 600	100 000
Action 1.3.3	Renforcer la lutte contre la tuberculose	Nombre et pourcentage de cas de tuberculose toutes formes dépistés et prise en charge	Rapport annuel du PNLT	PNLT/MSLS	173 724	4 600	7 600	5 600	55 924	100 000
Action 1.3.4	Renforcer la lutte contre les maladies évitables par la vaccination (Tétanos, poliomyélite, rougeole, fièvre jaune, hépatite virale B et infections à Haemophilus influenzae b, infections à pneumocoque, infections à rotavirus)	Couvertures vaccinales (BCG, DTC, VAR, VAA, VPI, PCV 13, Vaccin antirotavirus et Td)	Rapport	DCPEV/PNLCa/MSLS	153 312	5 000	10 000	10 000	44 800	83 512
Action 1.3.5	Renforcer la lutte contre les autres maladies transmissibles notamment les maladies à potentiel épidémique y compris Ebola			INH/P/DHES/MSLS	152 600	5 000	10 000	20 000	58 800	58 800
Action 1.3.6	Renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles	Nombre et pourcentage de cancers dépistés à un stade précoce Pourcentage d'adultes âgées de 40 ans ou plus et ayant un risque cardio-vasculaire élevé (≥30 %) sous traitement préventif des infarctus du myocarde et accidents vasculaires cérébraux	Enquête nationale	PNPMNT/PNLCa/ PNLTA/MSLS	84 240	10 080	15 000	15 000	22 080	22 080
Extrant 1.4	La santé maternelle et infantile est améliorée	Couverture en CPN 4 (Base = ; Cible =) Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié (Base = ; Cible =) Taux de couverture vaccinale (Base = ; Cible =)			117 515	27 796	26 520	22 248	20 476	20 474
Action 1.4.1	Renforcer les services intégrés de prise en charge de la santé de la mère	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	Rapport d'activité/RASS	PNSME/MSLS	54 000	10 800	10 800	10 800	10 800	10 800
Action 1.4.2	Promouvoir la planification familiale	Taux de prévalence contraceptive	RASS; EDS/MICS	PNSME/MSLS	27 619	10 042	7 531	5 022	2 513	2 511
Action 1.4.3	Promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes, des femmes et des hommes	Taux de fécondité spécifique par âge (15-19 ans)	Etude spécifique, EDS/MICS	PNSME/MSLS	17 396	5 055	5 289	3 526	1 763	1 763
Action 1.4.4	Renforcer les services de Prise en Charge Intégrée des maladies du Nouveau-né et de l'Enfant au sein des établissements sanitaires et dans la communauté y compris la promotion des Pratiques Familiales essentielles	Pourcentage d'ESPC offrant des soins aux enfants de moins de 5 ans selon les directives de la PCIMNE	Rapport du programme/ Enquête de service	PNSME/MSLS	16 500	1 500	2 500	2 500	5 000	5 000
Action 1.4.5	Promouvoir la vaccination	Couverture vaccinale des enfants en VAR	Rapport	DCPEV/PNLCa/MSLS	2 000	400	400	400	400	400

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 2	L'état nutritionnel de la population en particulier les femmes et les enfants est amélioré	Taux de malnutrition chronique (Base = ; Cible =) Taux de malnutrition aigüe (Base = ; Cible =) Proportion des personnes en surcharge pondérale (Base = ; Cible =)			176 022	30 688	44 522	36 395	40 676	23 740
Exrant 2.1	Les bonnes pratiques nutritionnelles et les mesures préventives sont appliquées	Taux de morbidité lié à la malnutrition (Base = ; Cible =)			20 998	3 765	3 460	3 031	6 150	4 592
Action 2.1.1	Renforcer la communication pour l'adoption des comportements et des normes sociales favorables à la nutrition à tous les niveaux	% d'enfants allaités, % enfants 6-23 mois recevant un régime alimentaire minimum acceptable, % de ménages adoptant les bonnes pratiques nutritionnelles, % de femmes de 15 à 49 ans ayant consommé au moins 5 des 10 groupes d'aliments	Rapport d'enquête, rapport d'activité	MSLS ministères partenaires: MSFFE, MEMEASFP MINAGRI, MIRAH	7 556	1 551	1 969	1 693	1 965	379
Action 2.1.2	Déparasiter et supplémer les adolescentes, les femmes enceintes, les enfants d'âge scolaire et préscolaire, les enfants de moins de 5 ans en vitamines et minéraux	% femmes enceintes et allaitants supplémentées en fer, % d'enfants de 6 à 59 mois supplémenté en vit A, % femmes enceintes, % d'enfants de 12 à 59 mois déparasités, % d'enfants de 5 à 12 ans déparasités % ménages consommant de sel iodé, % d'enfants de 6 à 24 mois et en milieu scolaire recevant des MNP	Rapport d'activités	MSLS, ministères partenaires: MSFFE, MEMEASFP MINAGRI, MIRAH/MC	13 442	2 213	1 492	1 338	4 185	4 214
Exrant 2.2	La prise en charge de la malnutrition est renforcée	Proportion de structures sanitaires, sociales et communautaires menant des activités de nutrition (Base = ; Cible =)			44 901	6 065	10 199	10 107	10 140	8 391
Action 2.2.1	Assurer les soins et soutien nutritionnel aux femmes enceintes, les femmes allaitantes, et les enfants de moins de cinq ans	% femmes enceintes, % femmes allaitantes, % enfants de moins de 5 ans dépistés et pris en charge, dans les structures sanitaires, sociales et communautaires, % d'unités nutritionnelles	Rapports de suivi ; Rapports d'évaluation	MSLS /MSFFE, MEMEASFP	44 545	5 944	10 085	10 017	10 123	8 376
Action 2.2.2	Dépister et assurer les soins et soutien nutritionnel aux PVVIH/OEV et autres groupes spécifiques (VIH, maladie chronique transmissible et non transmissibles, surpoids et obésité, personnes âgées, milieu carcéral)	% de personnes des groupes spécifiques qui reçoivent des soins et soutien nutritionnelle, % de structures sanitaires disposant d'une structure de prise en charge de la malnutrition des groupes spécifiques,	Rapport d'activités et d'enquête	MSLS MSFFE, MEMEASFP MINAGRI, MIRAH	356	121	114	89	17	15
Exrant 2.3	La disponibilité et l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés pour la consommation sont accrus	Proportion de la population ayant accès à une alimentation diversifiée et riche en vitamine (Base = ; Cible =)			40 894	7 021	11 411	7 244	10 215	5 004
Action 2.3.1	Augmenter la production et l'accessibilité à des aliments en quantité suffisante, diversifiées et riche en nutriments dans les zones d'insécurité alimentaire	Indice moyen de diversité alimentaire des ménages et des enfants, Score de Consommation Alimentaire, % des ménages en insécurité alimentaire, existence d'un système national fonctionnel d'information et de contrôle des prix et des stocks sur les marchés	Rapport Annuel d'Activités, et d'enquête ménage	MINAGRI / MIRAH/ MC/ MSFFE Ministère partenaires MSLS	34 679	5 606	10 146	5 989	9 065	3 874

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.3.2	Améliorer les techniques et les infrastructures d'entreposage, de conservation, de transformation (cultures, élevage)	% de perte post récolte et post capture, % de producteurs qui pratiquent les bonnes techniques de conservation, de stockage et de transformation	Rapport Annuel d'Activités,	MINAGRI / MIRAH/ MC	6 215	1 415	1 265	1 255	1 150	1 130
Extrant 2.4	La sécurité sanitaire des aliments est renforcée	Taux de morbidité lié à la sécurité sanitaire des aliments (Base = ; Cible =)			16 837	3 394	3 936	2 529	3 589	3 389
Action 2.4.1	Rendre fonctionnel et renforcer le système intégré d'analyse du risque	% de dispositifs régionaux mis en place, Existence d'un système d'alerte précoce fonctionnel Nombre d'inspections et de contrôle par an, % des laboratoire de contrôle fonctionnel	Rapport d'activités, textes légaux	MESRS, MINAGRI, MIRAH, MSLS, MC , MI, ME, collectivité,	10 205	1 315	1 315	1 254	3 161	3 161
Action 2.4.2	Améliorer la gestion du risque	Nombre de cas notifiés, nombre de structure aux normes, Existence d'un cadre intégré d'intervention défini	Rapport d'activités	MSLS MINAGRI, MIRAH, MESRS, MC , MI, ME, collectivités	4 755	1 520	2 110	925	200	0
Action 2.4.3	Informier et sensibiliser les acteurs de la chaine de valeur	% des acteurs de la chaine formés aux bonnes pratiques	Rapport d'activités	MSLS, MINAGRI, MIRAH, MC , MI, ME, collectivités	1 877	559	511	350	228	228
Extrant 2.5	La résilience des ménages aux crises alimentaires et nutritionnelles est renforcée	Proportion des menages indigents bénéficiant d'un soutien aux cours des crises alimentaires (Base = ; Cible =)			22 443	4 180	6 842	6 019	4 692	709
Action 2.5.1	Faciliter l'accès des ménages vulnérables aux services de protection sociale	% de femmes enceintes malnutries recevant des rations alimentaires % des ménages en insécurité alimentaire recevant un soutien alimentaire		MEI, MCU, MESP, MSLS, MSFFE	16 508	2 289	5 298	5 015	3 261	645
Action 2.5.2	Renforcer les capacités des ménages vulnérables face aux effets du changement climatique et autres chocs/ épidémies	Nombre cultures ayant leur calendrier actualisé Nombre d'aménagements et équipements d'irrigation réhabilités et fonctionnels		MEI, MCU, MESP, MSLS, MSFFE	5 934	1 891	1 544	1 004	1 431	64
Extrant 2.6	L'hygiène et l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement sont améliorés dans les zones à forte prévalence de malnutrition	Proportion des menages indigents bénéficiant d'un soutien aux cours des crises alimentaires (Base = ; Cible =)			22 443	4 180	6 842	6 019	4 692	709
Action 2.6.1	Faciliter l'accès de chaque ménage à une source d'eau potable	% des ménages ruraux ayant accès à une source d'eau potable, % des ménages urbain ayant accès à une source d'eau potable		MEI, MCU, MESP, MSLS, MSFFE	16 508	2 289	5 298	5 015	3 261	645
Action 2.6.2	Sensibiliser chaque ménage à une hygiène améliorée et favoriser l'accès à un système d'assainissement adéquat	% de ménages utilisant un système d'assainissement amélioré en milieu urbain, % de ménages utilisant un système d'assainissement améliorée en milieu rural		CNN	5 934	1 891	1 544	1 004	1 431	64

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.7	Un environnement favorable à la nutrition est créé et la gouvernance est renforcée	Le comité National de Cordination mis en place est fonctionnel (Base = ; Cible =)			219	126	71	13	10	0
Action 2.7.1	Renforcer la collaboration et la coordination intra et intersectorielle	Nombre de comité (CNN, CRN, CDN, CCN)		CNN	3 834	1 178	878	757	529	493
Action 2.7.2	Renforcer le plaidoyer pour la nutrition à tous les niveaux	Nombre d'outils de plaidoyer		CNN	7 506	2 084	1 832	1 447	1 198	945
Action 2.7.3	Renforcer les programmes de formation initiale en matière de nutrition	Nombre de professionnels de la nutrition formés pour 100 000 habitants			55	30	25	0	0	0
Action 2.7.4	Renforcer la recherche fondamentale et opérationnelle	Nombre de sujets de recherche publiés, nombre de laboratoire de recherche en nutrition		CNN	1 541	311	511	306	306	106
Action 2.7.5	Rendre disponible un système de suivi et évaluation à tous les niveaux	Base de données commune centralisée disponible, Nombre de revues annuelles réalisées		CNN	1 710	366	330	355	330	330
Action 2.7.6	Mettre en place un cadre législatif et réglementaire	Nombre de textes réglementaires et nombre de normes pris		CNN	148	73	17	17	24	17
Impact 4	Les populations de toutes les couches sociales bénéficient de conditions de vie adaptées	Taux de pauvreté non monétaire (Base = ; Cible =)			1 812 500	161 904	419 849	413 356	401 967	415 424
Effet 1	Le rythme de la transition démographique est accéléré	Indice synthétique de fécondité (Base = 5 en 2015 ; Cible = 3) Taux de dépendance (Base = ; Cible =)			59 975	906	13 728	15 722	14 972	14 648
Extrant 1.1	L'offre de contraception est accrue	Taux de dépendance (proportion des personnes à charge 0-15 ans; 64 ans et plus) (Base = ; Cible =)			3 400	200	580	890	840	890
Action 1.1.1	Amorcer la révolution contraceptive	Taux de prévalence contraceptive moderne (B= 14% en 2012; C=au moins 30% en 2020)	Rapports d'enquêtes	ONP	1 100	0	200	300	300	300
Action 1.1.2	Mettre en place une ligne budgétaire pour l'achat des produits contraceptifs	Part du financement de l'Etat dans le secteur de la santé, de la santé de la reproduction en particulier, Existence d'une ligne budgétaire dédiée à la planification familiale et à l'achat de produits contraceptifs	Budget de l'Etat, Loi des Finances	Ministère du Budget	1 350	200	150	350	300	350
Action 1.1.3	Développer un nouveau Programme National de Communication pour le Changement de Comportement en matière de procréation et d'utilisation de la Planification Familiale adapté à différents publics cibles (jeunes, multipares en milieu rural)	Existence d'un programme National de CCC en matière de PF ciblant le milieu rural, Proportion des utilisatrices des méthodes modernes de contraception en milieu rural	Rapports d'activités ; Rapports d'enquête	ONP	430	0	70	120	120	120
Action 1.1.4	Renforcer la lutte contre les mariages et grossesses précoces et à risques	Proportion de jeunes filles mariées avant l'âge de 18 ans Proportion des grossesses précoces (à risque)	Rapports d'enquêtes	MSFFE/ONP	420	0	60	120	120	120
Action 1.1.5	Développer le Plan d'Action de la Politique Nationale de Population	Plan d'Action de la Politique Nationale de Population développé	Rapports d'activités	ONP	100	0	100	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.2	L'autonomisation de la femme et de la jeune fille est assurée	Proportion de femmes et de jeunes filles bénéficiant des AGR (Base = ; Cible =)			50 895	295	12 556	13 146	12 471	12 427
Action 1.2.1	Améliorer et accroître l'offre de services des IFEF dans les 10 pôles de développement (Construire et équiper des IFEF)	Nombre d'IFEF construit et équipé, Nombre d'IFEF réhabilité et équipé	Routinière	MSFFE	12 000	295	2 400	2 407	2 471	4 427
Action 1.2.2	Renforcer l'encadrement et l'accompagnement des femmes en milieu urbain et milieu rural	Nombre de femmes menant des AGR, nombre et types d'AGR développés, nombre et types d'AGR renforcés, nombre de plate formes d'intérêt économique créées	Routinière	MSFFE	10 000	0	4 000	2 000	2 000	2 000
Action 1.2.3	Favoriser l'intégration socio-économique et professionnelle des femmes notamment en milieu rural	Nombre de femmes menant des AGR, nombre et types d'AGR développés, nombre et types d'AGR renforcés, nombre de plate formes d'intérêt économique créées	Routinière	MSFFE	28 895	0	6 156	8 739	8 000	6 000
Extrant 1.3	Les interrelations population et développement sont mieux connues et pris en compte	Proportion des documents nationaux intégrant les questions de population (Base = ; Cible =)			2 094	0	302	651	651	491
Action 1.3.1	Développer un Programme Prioritaire d'Études et de Recherches sur les interrelations population-développement, l'émergence et sur le dividende démographique	Nombre d'études réalisés; Nombre de programmes de recherches développés		ONP	240	0	0	80	80	80
Action 1.3.2	Elaborer et Diffuser le Rapport Annuel sur l'Etat de la Population de la Côte d'Ivoire (REPCI)	Nombre de REPCI produits et diffusés		ONP	420	0	120	120	120	60
Action 1.3.3	Mettre en place un dispositif performant de collecte de données actualisées et harmonisées dans les secteurs clés permettant d'atteindre le dividende démographique (Education, Santé, Emploi, Economie et Gouvernance)	Existence d'un dispositif de collecte de données harmonisées dans les secteurs clés du DD		ONP	250	0	0	100	100	50
Action 1.3.4	Mettre en place un observatoire en population et développement	Observatoire en population et développement opérationnel		ONP	250	0	0	100	100	50
Action 1.3.5	Mettre en place un centre de numérisation en population et développement	Centre de numérisation fonctionnel		ONP	208	0	0	69	69	69
Action 1.3.6	Organiser des sessions annuelles de Consultations Nationales et Régionales sur l'émergence, le Dividende Démographique et les progrès de la révolution contraceptive	Nombre de sessions de Consultations Nationales et Régionales réalisées		MSFFE/MSLS/ONP	222	0	56	56	56	56
Action 1.3.7	Organiser une Conférence Nationale Annuelle sur la Population et le Développement	CNA organisée		ONP	504	0	126	126	126	126

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.4	Les dimensions démographiques (évolution des effectifs et des taux de couverture) sont intégrées dans les politiques, plans et programmes de développement	Proportion des documents nationaux intégrant les dimensions démographiques (Base = ; Cible =)			995	0	0	355	330	310
Action 1.4.1	Assurer la disponibilité de projections démographiques pour alimenter l'élaboration des Plans et Programmes sectoriels et régionaux de développement	Projections démographiques disponibles		ONP	0	0	0	0	0	0
Action 1.4.2	Redynamiser le Système Intégré de Gestion des Données Démographiques et Socio Economique (SIGDSE)	SIGDSE actualisé et fonctionnel		ONP	65	0	0	45	20	0
Action 1.4.3	Renforcer les capacités des planificateurs des ministères sectoriels pour la formulation de politiques, plans et programmes intégrant les questions de population	Nombre de planificateurs sectoriels dont les capacités sont renforcées en population et développement		ONP	180	0	0	60	60	60
Action 1.4.4	Renforcer les capacités des planificateurs des Collectivités Territoriales pour la formulation des plans et programmes de développement locaux axés sur les questions de population	Nombre de planificateurs des Collectivités décentralisées dont les capacités sont renforcées en population et développement		ONP	300	0	0	100	100	100
Action 1.4.5	Développer un Projet Pilote d'Intégration des Questions de Population dans un nombre limité de Régions (élaboration du PRODOC, coordination de la mise en œuvre, établissement de Monographies ou Profils régionaux et de systèmes de suivi démographique)	Projet pilote développé		ONP	450	0	0	150	150	150
Extrant 1.5	Les capacités et les mécanismes de coordination des interventions en matière de population et développement (ONP, interfaces aux niveaux sectoriels, PTF, Collectivités Territoriales) sont renforcés	Mécanismes de coordinations opérationnels (Base = ; Cible =)			2 591	411	290	680	680	530
Action 1.5.1	Construire le siège et renforcer les capacités matérielles de l'Office National de la Population	Siège construit et fonctionnel		ONP	1 050	150	150	300	300	150
Action 1.5.2	Développer un projet d'Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de population	Projet d'appui développé		ONP	1 261	261	100	300	300	300
Action 1.5.3	Mettre en place un cadre organisationnel responsabilisant dans chaque département sectoriel une structure interne focale (qui est redevable des réponses aux exigences de coordination des actions en matière de population).	Cadre organisationnel opérationnel		ONP	160	0	40	40	40	40
Action 1.5.4	Développer des partenariats stratégiques, création de réseaux en Population et Développement et renforcement des capacités des membres de ces réseaux sur le dividende démographique	Nombre de partenariats stratégiques développés Nombre de réseaux créés Proportion des membres du réseau formés		ONP	120	0	0	40	40	40

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 2	Les populations bénéficient d'un cadre de vie amélioré	Taux d'accès à une source d'eau améliorée (Base = 91% en 2015 ; Cible = 100%) Proportion des populations ayant accès à l'assainissement amélioré (Base = 66,8% en 2015 ; Cible = 81%) Taux d'accès à l'électricité (Base = ; Cible =)	ENV		1 595 575	145 955	366 840	363 328	357 690	361 762
Extrant 2.1	Les populations ont accès à des espaces dédiés à la pratique du sport pour tous et des loisirs sains	Nombre d'espaces dédiés à la pratique du sport et des loisirs (Base= AD ; Cible=AD)			44 666	3 554	11 453	11 353	9 153	9 153
Action 2.1.1	Créer des conditions favorables à la promotion et à la pratique du sport pour tous et des loisirs sains	Nombre de parcours et sites créés au sport et aux loisirs sains		MSL/DSFSM/DL	400	200	100	100	0	0
Action 2.1.2	Réhabiliter et équiper aux normes internationales les infrastructures civiles, universitaires et scolaires existantes	Nombre d'infrastructures civiles, universitaires et scolaires existantes réhabilitées et équipées		MSL/OISSU/ONS	44 266	3 354	11 353	11 253	9 153	9 153
Extrant 2.2	L'accès des populations à un système d'assainissement durable est amélioré	Proportion de la population ayant accès à un système d'assainissement durable et amélioré (Base = ; Cible =)			2 400	2 400	0	0	0	0
Action 2.2.1	Assurer la couverture nationale en matière d'assainissement	Le territoire national est couvert en matière d'assainissement		MCLAU	1 200	1 200	0	0	0	0
Action 2.2.2	Promouvoir l'accès à un assainissement amélioré notamment en milieu rural	Proportion des population en milieu rural ayant accès à un système d'assainissement amélioré		MCLAU	1 200	1 200	0	0	0	0
Extrant 2.3	L'accès des populations à des services énergétiques de qualité est favorisé	Proportion des ménages interconnectés aux réseaux énergétiques (Base = ; Cible =)			1 539 259	140 001	350 637	347 475	348 537	352 609
Action 2.3.1	Réduire les coûts d'accès aux services énergétiques	Coût d'accès au réseau électrique		MPE	1 081 259	88 001	248 387	246 225	247 287	251 359
Action 2.3.2	Rendre accessible les services énergétiques sur l'ensemble du territoire	Taux de couverture		MPE	458 000	52 000	102 250	101 250	101 250	101 250
Extrant 2.4	L'accès des populations à l'eau potable est accru	Taux d'accès à l'eau potable (Base = ; Cible =)			9 250	-	4 750	4 500	-	-
Action 2.4.1	Réaliser 30 000 branchements subventionnés par an pour les ménages à faibles revenus	Nombre de branchements subventionnés réalisés		ONEP	8 000	0	3 500	4 500	0	0
Action 2.4.2	Alimenter en eau potable certaines localités par extension des réseaux des centres de la DR SODECLI de Man	Nombre de localités alimentées par extension		ONEP	1 250	0	1 250	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 3	Les populations notamment les plus vulnérables bénéficient de la protection sociale	Proportion de la population bénéficiant d'au moins une offre de protection sociale (personnes âgées, vulnérables...) (Base = ; Cible =)			156 950	15 043	39 282	34 306	29 305	39 014
Extrant 3.1	Des appuis nécessaires fournis, garantissent aux populations pauvres les moyens d'existence adéquats	Proportion de la population bénéficiaire de filets sociaux (Base = ; Cible =)			3 540	788	688	688	688	688
Action 3.1.1	Mettre en œuvre le plan d'actions 2016 – 2020 de la SNPS	Plan d'actions 2016 -2020 disponible	Enquête administrative	Secrétariat Exécutif SNPS	140	28	28	28	28	28
Action 3.1.2	Réaliser une étude sur la mise en œuvre des secours sociaux	Etude disponible	Enquête administrative	DPS	100	100	0	0	0	0
Action 3.1.3	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de valorisation des études et de recherche en matière de protection sociale	Stratégie mise en œuvre	Enquête administrative	INFS	300	60	60	60	60	60
Action 3.1.4	Mettre en œuvre des Projets de Filets Sociaux Productifs	Projets de filets sociaux mis en œuvre	Enquête administrative	UGP filets sociaux	3 000	600	600	600	600	600
Extrant 3.2	Les groupes vulnérables sont assistés dans la prévention et la prise en charge face aux risques d'abus, de violence et d'exploitation	Proportion de victimes d'abus, de violence et d'exploitation par âge et sexe prises en charge (Base = ; Cible =)			103 105	5 768	25 777	21 801	23 800	25 959
Action 3.2.1	Redynamiser 89 centres sociaux	Nombre de centres sociaux redynamisés	Enquête administrative; enquête de terrain	DGAS	2 670	564	534	534	534	504
Action 3.2.2	Construire 3 centres de réinsertion des enfants et adolescents vulnérables				0	0	0	0	0	0
Action 3.2.3	Mettre en place un programme de prise en charge pour les personnes handicapées y compris les enfants	Programme de prise en charge pour les personnes handicapées opérationnel	Enquête administrative	DPPH/MSFFE	1 515	303	303	303	303	303
Action 3.2.4	Mettre en place un programme de prise en charge des personnes âgées bénéficiant d'une meilleure intégration sociale	Programme de prise en charge pour les personnes âgées mis en place	Enquête administrative	DPS	375	75	75	75	75	75
Action 3.2.5	Prendre en charge les personnes ayant besoin de protection spéciale dans le cadre des secours sociaux	Proportion des personnes prises en charge	Enquête administrative	DPS	39 459	1 182	5 504	7 818	11 052	13 903
Action 3.2.6	Mettre en œuvre le programme national de prévention des risques sociaux	Programme mis en œuvre	Enquête administrative	DPS/MSFFE	950	190	190	190	190	190

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.2.7	Mettre en place un fonds d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles	Proportion de victimes de catastrophes indemnisés	Enquête / Constat	FGA / MPMEF/MSFFE	2 100	100	1 000	1 000	0	0
Action 3.2.8	Indemniser les victimes d'accidents de la voie publique	Proportion d'accidentés pris en charge par le fonds	Enquête / Constat	FGA / MPMEF/ Assureurs/MSFFE	25 500	0	10 000	5 000	5 500	5 000
Action 3.2.9	Renforcer le système communautaire et de service de protection de l'enfant	Nombre de localités couverts par le programme d'animation communautaire, nombre de service de protection de l'enfant fonctionnel	Rapport de suivi	MSFFE	3 518	400	490	900	900	828
Action 3.2.10	Développer le dispositif national de protection social et de remplacement.	Nombre de structures réhabilitées/construites. Les standards nationaux adoptés Nombre de complexes socio-éducatif construits Nombre de centres socio-éducatifs construits et équipés	Rapport de suivi	MSFFE	12 000		5 000	3 000	2 000	2 000
Action 3.2.11	Mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre la violence basée sur le genre	Stratégie mise en œuvre	Rapport de suivi	MSFFE	4 200	500	700	1 000	1 000	1 000
Action 3.2.12	Organiser le mouvement associatif des jeunes	Existence juridique d'une faîtière opérationnelle de jeunes	Rapport d'activités	DVAV/MDPRPJEJ	475	75	100	100	100	100
Action 3.2.13	Développer un Programme National de Bourses Familiales	Programme National de Bourses Familiales développé	Rapport de suivi	MSFFE	0	0	0	0	0	0
Action 3.2.14	Promouvoir le volontariat et l'esprit civique	Programme Nationale de Volontariat(PNV-C) mis en œuvre/Semaines Nationales du Civisme (SNC) réalisées	Rapport d'activité	DVAV/MDPRPJEJ	1 676	648	139	139	375	375
Action 3.2.15	Améliorer l'environnement social des jeunes	Nombre d'ateliers de formation et de campagne de sensibilisation réalisés / Nombre d'études menées	Rapport d'activité	DPJ/MDPRPJEJ	3 417	681	692	692	721	631
Action 3.2.16	Construire, réhabiliter et équiper les infrastructures d'encadrement de jeunesse	Nombre d'infrastructures construites, réhabilitées et équipées	PV de réception	MDPRPJEJ	5 250	1 050	1 050	1 050	1 050	1 050

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 3.3	Le niveau de couverture de la protection sociale est accru	Taux de couverture sociale (Base = ; Cible =) Proportion de la population disposant d'une couverture maladie (Base = ; Cible =)			48 105	8 317	12 197	11 197	4 197	12 197
Action 3.3.1	Opérationnaliser la Couverture Maladie Universelle	CMU fonctionnel	Enquête administrative	CNAM	27 000	7 000	10 000	10 000	0	.0
Action 3.3.2	Rendre fonctionnel la Plateforme Nationale de Protection Sociale	La Plateforme Nationale de protection sociale fonctionnelle	Enquête administrative	DGAS	1 350	270	270	270	270	270
Action 3.3.3	Mener une étude sur les problèmes sociaux majeurs en Côte d'Ivoire	Etude disponible	Enquête administrative	DGAS	120	120	0	0	0	0
Action 3.3.4	Rendre fonctionnel l'AIRMS	AIRMS mis en œuvre	Enquête administrative	AIRMS	19 635	927	1 927	927	3 927	11 927
Extrant 3.4	Les capacités techniques et matérielles des acteurs de la Protection Sociale sont renforcées	Acteurs de la protection sociale opérationnel (Base = ; Cible =)			2 200	170	620	620	620	170
Action 3.4.1	Renforcer les capacités techniques et matérielles de 29 Directions Régionales des Affaires Sociales	Nombre de Directions Régionales opérationnel	Enquête administrative	DGAS / DAF	1 350		450	450	450	0
Action 3.4.2	Renforcer les capacités techniques et matérielles de l'INFS	l'INFS est dotée de matériels techniques et roulants	Enquête administrative	INFS	500	100	100	100	100	100
Action 3.4.3	Réviser et mettre en œuvre les curricula de formation des travailleurs sociaux	Curriculas révisés	Enquête administrative	INFS	350	70	70	70	70	70

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRE

AXE STRATÉGIQUE III

ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE
DE L'ECONOMIE PAR L'INDUSTRIALISATION

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
	TOTAL AXE STRATEGIQUE 3				12 455 401	2 521 389	2 034 473	2 357 500	2 683 189	2 858 849
Impact 1	L'environnement des affaires est attractif et l'économie est compétitive	Doing Business (Rang et score) : (Base = ; Cible =)	Rapport Banque Mondiale		4 965 565	456 814	779 151	979 084	1 230 527	1 519 989
Effet 1	Le cadre opérationnel des affaires est amélioré	Taux d'investissements privés (Base = ; Cible =)			71 980	8 365	14 730	15 590	17 130	16 165
Extrant 1.1	Le cadre incitatif d'affaires pour l'investissement est renforcé	Nombre de création d'entreprises			21 215	2 888	4 175	1 298	5 718	7 136
Action 1.1.1	Mettre en place le cadre institutionnel de l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire	Flux d'investissements dans l'économie	JORCI	CEPICI/MEF/SE-CCESP	155	50	75	0	0	30
Action 1.1.2	Procéder à la dématérialisation des certificats, licences et permis et à la mise en place d'un portail unique	Existence de textes réglementaires sur le cadre institutionnel de l'environnement des affaires	Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire	CEPICI	140	20	20	100	0	0
Action 1.1.3	Adopter la loi sur le contrôle des activités économiques et prendre des décrets d'application	Existence d'une loi relative à la rationalisation des certificats, licences et permis numérisés	JORCI	MEF/SE-CCESP	15	15	0	0	0	0
Action 1.1.4	Mettre en place le système d'information géographique unifié (toute carte confondue).	Existence d'une loi sur le contrôle des activités économiques et des décrets d'application	Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire	CEPICI	2 190	1 490	700	0	0	0
Action 1.1.5	Accroître le taux de titrisation en Côte d'Ivoire	Existence d'un système d'information géographique	MCLAU	CEPICI	15 732	603	2 370	370	5 463	6 926
Action 1.1.6	Améliorer la position de la Côte d'Ivoire au classement Doing Business	Taux de titrisation	Rapport Doing Business	CEPICI	2 433	300	900	818	245	170
Action 1.1.7	Mettre en place la maison des services Publics, modèle Géorgien	Rang de la Côte d'Ivoire au Classement Doing Business		CEPICI	300	200	100	0	0	0
Action 1.1.8	Créer un portail informatique des licences d'affaires et des inspections des entreprises	Existence d'une maison des services publics		SE-CCESP	250	210	10	10	10	10
Extrant 1.2	Les capacités des structures en charge de l'amélioration du climat des affaires sont renforcées	Portail informatique opérationnel			8 155	1 285	1 460	1 460	3 075	875
Action 1.2.1	Actualiser le nouveau statut juridique du CEPICI et y adapter le cadre organique	Existence d'un décret portant modification du statut juridique du CEPICI	JORCI	CEPICI	160	105	25	30	0	0
Action 1.2.2	Renforcer la sécurité juridique des activités du CEPICI	Existence d'une assistance juridique (Cabinets d'avocats, Bureaux d'études,...)	Rapport d'activités, Pv du Conseil de Gestion	CEPICI	250	50	50	50	50	50

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.3	Doter le CEPICI d'un système managérial moderne sur les plans administratif et financier	Existence d'un système d'évaluation du personnel Existence d'un progiciel de gestion intégré (comptabilité, ressources humaines, immobilisations) et élaboration d'états financiers périodiques Existence d'un document final portant le profil de carrière	- Nombre de procédures élaborées - Taux de satisfaction client Rapport d'activités, PV du Conseil de Gestion, Rapport d'audit de l'auditeur externe	CEPICI	610	280	135	65	65	65
Action 1.2.4	Doter et équiper le CEPICI en infrastructures notamment en siège social et en matériel	Existence d'un siège du CEPICI et d'antennes et services à l'intérieur et extérieur du pays		CEPICI	1 175	300	500	375	0	0
Action 1.2.5	Renforcer les capacités en ressources humaines du CEPICI	Existence d'un plan de développement du personnel		CEPICI	1 110	100	250	240	260	260
Action 1.2.6	Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des réformes de l'environnement des affaires	Taux de participation des acteurs		CEPICI	500	100	100	100	100	100
Action 1.2.7	Equiper et renforcer les capacités du CCESP	Nombre de formation, dotation en matériels logistiques, locaux du CCESP		MEF/SE-CCESP	500	100	100	100	100	100
Action 1.2.8	Renforcer les capacités des Groupements professionnels du Secteur Privé	Nombre de Groupements professionnels formés / Financement consacré à l'appui institutionnel aux groupements	Rapport d'activités	SE-CCESP	3 850	250	300	500	2 500	300
Extrant 1.3	Le Dialogue et le partenariat public privé sont renforcés	Cadre de concertation fonctionnel (Base = ; Cible =)			3 990	850	885	785	835	635
Action 1.3.1	Elaborer et adopter des documents de stratégies sur le développement du partenariat public privé et le secteur privé	Documents de stratégie disponibles	Rapports d'activité	MEF/SE-CCESP	150	100	50	0	0	0
Action 1.3.2	Adopter la loi sur le Dialogue Public Privé	Existence de la loi sur le dialogue public privé	JORCI	MEF/SE-CCESP	15	15	0	0	0	0
Action 1.3.3	Réaliser des études et enquêtes pour le développement du Secteur privé	Nombre d'études réalisées	Rapports d'études et d'enquêtes	SE-CCESP	750	150	150	150	150	150
Action 1.3.4	Réaliser le bilan annuel des actions de l'Etat en faveur du Secteur Privé à travers la Journée Nationale de Partenariat	Journée Nationale du partenariat Etat Secteur Privé	Rapports d'activités	SE-CCESP	500	100	100	100	100	100
Action 1.3.5	Implémenter le plan d'actions des groupes de travail (Compétitive, Tourisme)	Plan d'actions des Groupes de Travail	Rapport d'activités des Groupes de Travail	SE-CCESP	100	20	20	20	20	20
Action 1.3.6	Contribuer à la politique de développement du secteur privé	Nombre d'étude et de rapports	Rapport d'activités des Groupes de Travail	SE-CCESP	1 200	250	300	250	300	100
Action 1.3.7	Organiser une journée annuelle bilan de partenariat Etat Secteur Privé	Nombre de journées organisées	Rapport d'activités des Groupes de Travail	SE-CCESP	125	25	25	25	25	25

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.3.8	Etendre l'action du Comité de Concertation Etat Secteur Privé sur toute l'étendue du territoire	Nombre d'actions de communications et de rencontres organisées dans les collectivités locales	Rapports d'activités	SE-CCESP	500	100	100	100	100	100
Action 1.3.9	Elaborer la cartographie des organisations professionnelles du secteur privé	Nombre d'organisations professionnelles identifiées par secteur d'activités	Répertoire disponible	SE-CCESP	450	50	100	100	100	100
Action 1.3.10	Renforcer les capacités des Groupements professionnels du Secteur Privé	Nombre de Groupements professionnels formés / Financement consacré à l'appui institutionnel aux groupements	Rapport d'activités	SE-CCESP	200	40	40	40	40	40
Extrant 1.4	La promotion des investissements privés est renforcée	Niveau des investissements privés (Base = ; Cible =)			16 275	2 587	1 820	5 682	3 137	3 049
Action 1.4.1	Créer de nouveaux services et dématérialiser les prestations à l'investisseur (modification, dissolution, structuration des projets, conseil à l'investisseur, gestion du contentieux)	Taux de satisfaction de l'investisseur Nombre de services créés et dématérialisés	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	165	25	65	25	25	25
Action 1.4.2	Décentraliser les services du CEPICI dans les pôles économiques compétitifs (Bouaké, Korhogo, San Pedro, Abengourou, etc.)	Le taux de représentativité du CEPICI sur l'étendue du territoire	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	700	200	200	100	100	100
Action 1.4.3	Renforcer les capacités du Guichet Unique du CEPICI en matière de services aux opérateurs économiques (Banque, CIE, SODECI, ANDE, localisation et immigration)	Nombre de nouvelles prestations offertes aux investisseurs	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	525	100	175	150	50	50
Action 1.4.4	Concevoir et implémenter un portail web bilingue dédié aux services à l'investissement	Existence du portail web bilingue Nombre de visites sur le portail	CEPICI	CEPICI	240	50	100	30	30	30
Action 1.4.5	Mettre en place un dispositif d'accompagnement des entreprises créées et agréées et de suivi des potentiels investisseurs	Existence d'un dispositif d'accompagnement de l'investisseur	CEPICI	CEPICI	550	200	150	100	50	50
Action 1.4.6	Informers les populations sur les services du Guichet Unique des Formalités d'Entreprises	Nombre de campagne de communication Nombre de personnes rencontrées	CEPICI	CEPICI	550	110	110	110	110	110
Action 1.4.7	Intégrer un module de formation à l'entrepreneuriat au curricula de formation dans le système scolaire et universitaire de Côte d'Ivoire	Nombre de modules de formation disponibles Nombre de personnes formées	CEPICI	CEPICI	500	100	100	100	100	100
Action 1.4.8	Organiser des sessions de formation à l'entrepreneuriat (pré et post création)	Nombre d'entrepreneurs formés Taux de pérennité des entreprises créées	CEPICI	CEPICI	720	100	230	180	130	80
Action 1.4.9	Développer et vulgariser les outils de planification des interventions du CEPICI	Existence d'outils de planification	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	150	45	45	20	20	20
Action 1.4.10	Développer et faire le suivi évaluation des programmes en matière de promotion des investissements impliquant les Partenaires Techniques et Financiers	Nombre de programmes des PTF impliquant le CEPICI	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	450	100	50	100	100	100

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.4.11	Créer une banque de projets d'études sectorielles	Existence d'une base de données sur les études sectorielles Nombre d'études sectorielles disponibles dans la base de données	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	293	117	50	42	42	42
Action 1.4.12	Développer les relations de partenariats avec les structures spécialisées dans la réalisation des études sur la promotion des investissements.	Existence de partenariats établis par le CEPICI, Nombre de partenariats développés	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	270	60	30	60	60	60
Action 1.4.13	Disposer d'une base de données statistique à jour sur les investissements et le secteur privé	Existence d'un logiciel statistique de base de données	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	250	170	20	20	20	20
Action 1.4.14	Réaliser le suivi évaluation, l'analyse et la publication des informations sur les investissements privés et les entreprises créées, notamment la télédéclaration	Rapport sur le suiviévaluation des investissements privés et des entreprises créées	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	525	200	25	100	100	100
Action 1.4.15	Développer des axes d'intervention en matière de politique de l'investissement à partir des conclusions des rapports de suivi-évaluation des investissements et des entreprises créées	Nombre de mesures de réformes adoptées sur les entreprises agréées Nombre de mesures de réformes adoptées sur les entreprises créées en matière d'emploi	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	160	50	0	30	50	30
Action 1.4.16	Disposer d'un système de gestion électronique de documentation	Contrat de location disponible Existence de logiciel de Gestion Electronique de la Documentation Nombre d'agents formés	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	140	100	0	40	0	0
Action 1.4.17	Disposer d'un système de gestion des archives et numérisation	Existence d'un logiciel de gestion des archives Nombre d'agents recrutés et formés	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	245	70	25	50	50	50
Action 1.4.18	Réaliser le déploiement du Centre de Documentation et de l'Information dans les pôles économiques compétitifs de la Côte d'Ivoire (San Pedro, Bouaké, Yamoussoukro, etc.)	Existence d'un Centre de Documentation et d'Information fonctionnel à chaque pôle économique compétitif du pays	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	599	70	25	156	168	180
Action 1.4.19	Disposer d'une cellule d'intelligence économique pour la promotion des investissements	Existence d'un mécanisme de veille stratégique opérationnel	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	411	80	25	182	62	62
Action 1.4.20	Disposer d'un mécanisme d'attraction de ciblage et de suivi des investissements de la diaspora ivoirienne	Existence d'un mécanisme d'investissement de la Diaspora	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	345	25	20	100	100	100
Action 1.4.21	Disposer d'un mécanisme d'attraction et de ciblage des investissements des étrangers non-résidents	Existence d'un support de communication sur les projets et opportunités d'investissement	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	547	25	25	138	164	195
Action 1.4.22	Disposer d'un mécanisme d'attraction et de ciblage des investissements nationaux	Nombre de campagnes de promotion d'investissement organisées, Taux de croissance des investissements nationaux	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	1 570	50	20	500	500	500
Action 1.4.23	Disposer d'un mécanisme d'accompagnement et de soutien à l'entrepreneuriat privé national	Nombre de personnes accompagnées	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	260	25	25	70	70	70
Action 1.4.24	Disposer d'une bourse de projets et de partenariats pour les investisseurs	Existence d'un mécanisme de collecte des données Existence d'un mécanisme de protection juridique des plans d'affaires et des projets	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	119	25	12	53	14	15

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.4.25	Disposer d'un mécanisme de recherche de financement et d'accompagnement des PME	Existence d'un mécanisme de recherche de financement au profit des PME Nombre de porteurs de projets encadrés	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	292	20	20	73	84	95
Action 1.4.26	Assurer une meilleure coordination des actions gouvernementales en matière de promotion des investissements	Existence d'une plateforme de collaboration Existence d'une base de données sur les actions gouvernementales en matière d'investissement	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	370	30	20	100	110	110
Action 1.4.27	Renforcer la position du CEPICI auprès des agences de promotion des investissements de renommée internationale	Nombre d'adhérents au RIAFPI Nombre d'adhérents au WAIPA Nombre de conférences organisées Place du CEPICI au sein des associations	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	650	20	30	200	200	200
Action 1.4.28	Disposer d'un schéma directeur informatique	Existence d'un schéma directeur informatique	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	72	30	8	8	21	5
Action 1.4.29	Réaliser l'interconnexion des sites d'activités dans les pôles économiques compétitifs (San Pédro, Bouaké, etc.) et déployer les solutions informatiques centralisées	Nombre de sites interconnectés et fonctionnels.	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	79	25	25	10	9	10
Action 1.4.30	Disposer de logiciels et outils métiers	Nombre de logiciels achetés. Nombre de projets mis en œuvre	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	503	180	20	105	128	70
Action 1.4.31	Offrir au CEPICI le bénéfice des avantages du Gouv (visioconférence, Messagerie, plateforme collaborative, téléphonie IP, logiciels divers, etc.)	Nombre de projets eGouv réalisés	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	60	20	10	10	10	10
Action 1.4.32	Vulgariser l'utilisation des TIC	Nombre de personnes utilisant les équipements TIC	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	185	15	20	50	50	50
Action 1.4.33	Disposer d'un cadre organique pour l'accueil	Existence d'un cadre organique pour l'accueil	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	205	50	25	70	30	30
Action 1.4.34	Disposer d'un standard téléphonique fonctionnel et de qualité	Existence d'un standard moderne et fonctionnel	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	215	20	25	70	50	50
Action 1.4.35	Améliorer la visibilité du CEPICI au plan national et international	Existence d'un partenariat avec la RTI Nombre de partenariats établis	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	480	30	50	200	100	100
Action 1.4.36	Mettre en place une communication ciblée sur la stratégie de promotion des investissements	Nombre d'interactions entre le CEPICI et les parties prenantes Nombre de campagnes ciblées réalisées Nombre de publications éditées et diffusées	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	750	30	20	300	200	200
Action 1.4.37	Rendre performante la communication interne	Nombre de note interne et note d'information diffusé au personnel	Rapport d'activités CEPICI	CEPICI	2 130	20	20	2 030	30	30
Extrant 1.5	L'accès des PME/PMI au financement est facilité	Proportion d'entreprises qui bénéficient de financements (Base = ; Cible =)			17 061	650	4 885	4 720	2 586	4 220

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.1	Adapter les modalités de financement aux besoins des entreprises notamment les PME/PMI	Nombre de mesures révisée	Rapport d'activités	SE-CCESP	250	50	50	50	50	50
Action 1.5.2	Assouplir les conditionnalités d'accès au crédit et réduire les coûts du crédit pour les investissements productifs	Nombre de mesures révisées	Rapport d'activités	SE-CCESP	115	0	25	45	45	0
Action 1.5.3	Mettre en place des Fonds souverains d'investissement stratégiques	Existence de Fonds souverains	JORCI	SE-CCESP	7 771	0	3 100	2 200	471	2 000
Action 1.5.4	Promouvoir la finance inclusive pour les investissements productifs dans l'agriculture, l'artisanat et le commerce	Existence de guichets de crédits dédiés	JORCI	SE-CCESP	3 800	0	550	1 250	1 000	1 000
Action 1.5.5	Accélérer la diversification des sources de financement du développement économique	Nombre de nouvelles sources de financement	JORCI	SE-CCESP	2 500	300	500	500	500	700
Action 1.5.6	Elaborer un Programme de renforcement systématique du cadre juridique, fiscal et prudentiel ivoirien en matière de financement des PME	Adoption effective des textes juridiques liés aux activités de financement des PME	Textes signés	MENPPMEA	550	50	50	150	150	150
Action 1.5.7	Renforcer l'encadrement comptable et financier des PME	Nombre de PME encadrés	Ordre des experts comptables, Conseil National de la Comptabilité	MENPPMEA	500	0	500	0	0	0
Action 1.5.8	Mettre en place des bureaux de crédit (centrale des risques), prenant en compte les caractéristiques spécifiques des PME	Un bureau de crédit est créé	Rapport d'activité	MENPPMEA	525	50	25	150	150	150
Action 1.5.9	Créer un fonds de garantie des PME performant	Mise en place effective de ligne et instrument de garantie	Rapport d'activité	MENPPMEA	470	100	20	200	100	50
Action 1.5.10	Elaborer un Programme de soutien à la création de fonds d'investissement public-privé pour les PME et créer un Fonds public privé	Mise en place effective d'un fonds de fonds et décaissement des financements auprès des fonds d'investissements	Rapport d'activité	MENPPMEA	250	30	20	100	50	50
Action 1.5.11	Poursuivre le programme de développement du crédit-bail et le programme pour le développement de l'affacturage	Création et/ou développement d'organisme de crédit bail et d'affacturage	Rapport d'activité	MENPPMEA	220	50	20	50	50	50
Action 1.5.12	Disposer d'un mécanisme de recherche de financement et d'accompagnement des PM	Existence d'un mécanisme de recherche de financement au profit des PME Nombre de porteurs de projets encadrés		CEPICI	110	20	25	25	20	20
Extrant 1.6	Des solutions de financement alternatives au crédit bancaire sont développées				4 229	0	1 400	1 300	1 529	0
Action 1.6.1	Simplifier les procédures d'accèsion à la BRVM	Nombre d'entreprise cotées à la BRVM	Rapport d'activité	CREMPF, BRVM, MEF	729	0	200	200	329	0

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.2	Mener des campagnes de communication et des formations grand public en partenariat avec la BRVM	Nombre personnes sensibilisées ou formées	Rapports d'activités	CREMPF, BRVM, MEF	1 000	0	300	300	400	0
Action 1.6.3	Fractionner les montants des titres pour les rendre plus accessibles afin d'augmenter la liquidité du marché à travers l'actionariat populaire	Nombre d'actionnaires à la BRVM	Rapports d'activités	CREMPF, BRVM, MEF	1 000	0	400	300	300	0
Action 1.6.4	Développer de nouveaux produits financiers	Nombre de produits financiers créés	Rapports d'activités	CREMPF, BRVM, MEF	1 500	0	500	500	500	0
Extrant 1.7	Des stratégies de pénétration des marchés sont mises en œuvre	Nombre de stratégies développées et mises en œuvre (Base = ; Cible =)			1 055	105	105	345	250	250
Action 1.7.1	Mettre en œuvre les politiques et circuits de commercialisation des produits locaux sur le marché intérieur	Nombre de politiques élaborées et mises en œuvre	Rapports d'activités	MENPPMEA	0	0	0	0	0	0
Action 1.7.2	Mettre en œuvre des partenariats sur le marché régional pour les produits agricoles transformés	Nombre de partenariats conclus et mis en œuvre	Rapports d'activités	MENPPMEA	0	0	0	0	0	0
Action 1.7.3	Renforcer la compétitivité et les stratégies de pénétration des marchés internationaux pour la production locale	Produits locaux de qualité ayant accédés aux marchés internationaux	Rapports d'activités	MENPPMEA	0	0	0	0	0	0
Action 1.7.4	Mettre en place un programme d'amélioration de l'accès des PME aux marchés publics (nationaux et UEMOA)	Nombre de PME bénéficiant de marché public	Rapport d'activité	MENPPMEA	210	20	20	70	50	50
Action 1.7.5	Mettre en place un programme d'amélioration de l'accès des PME aux marchés privés (sous-traitance)	Nombre de PME bénéficiant de marché privé	Rapports d'activités	MENPPMEA	340	20	20	100	100	100
Action 1.7.6	Organiser la semaine ivoiro-indienne	Nombre de semaine organisée	Rapports d'activités	MENPPMEA	240	20	20	100	50	50
Action 1.7.7	Appuyer la participation des PME exportatrices aux foires et salons	Nombre de foires et salons visités	Rapports d'activités	MENPPMEA	150	20	20	50	30	30
Action 1.7.8	Signer des conventions de partenariats innovants avec des partenaires de la société civile et des acteurs privés de classe mondiale	Nombre de partenariat signés	Rapports d'activités	MENPPMEA	115	25	25	25	20	20
Effet 2	L'entreprise et l'entreprenariat sont développés	Nombre d'entreprises créées (Base = ; Cible =) Nombre d'entreprises qui demeurent en activité au bout d'une année d'existence (Base = ; Cible =)			85 015	2 400	16 300	23 600	19 410	23 305
Extrant 2.1	La formalisation du secteur informel est accélérée	Proportion d'entreprises du secteur informel migrant vers le secteur formel (Base = ; Cible =)			0	0	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.1.1	Renforcer les capacités de Gouvernance des administrations en charge du passage du secteur informel au secteur formel	Nombre de formations assurées Administrations dotées en matériels et équipements	Rapport d'activités	MENPPMEA	0	0	0	0	0	0
Action 2.1.2	Renforcer les dispositions incitatives du passage de l'informel au formel	Nombres textes adoptés	JORCI	MENPPMEA	0	0	0	0	0	0
Extrant 2.2	La culture entrepreneuriale est vulgarisée	Proportion de nouveaux entrepreneurs (Base = ; Cible =)			58 465	1 250	9 800	18 000	13 960	15 455
Action 2.2.1	Promouvoir les champions nationaux à tous les niveaux, l'entreprenariat et l'esprit d'entreprise dans tous les secteurs d'activité	Nombre de champions nationaux promus	Rapport d'activités	CGECI	0	0	0	0	0	0
Action 2.2.2	Renforcer le partenariat entre les Universités, Centres de recherche et les entreprises	Nombre de partenariats signés	Documents signés	MESRS/CGECI	0	0	0	0	0	0
Action 2.2.3	Elaborer un programme d'appui à l'innovation : statut d'entreprise innovante ; renforcement des liens des entreprises/universités en matière de R&D ;	Nombre de PME labélisés "entreprise innovante" montant des subventions/appuaccordé	Rapport d'activité	MENPPMEA	2 520	100	500	600	660	660
Action 2.2.4	Elaborer un programme de soutien à la création des couveuses, des incubateurs et des pépinières d'entreprises (cités des PME), en PPP ;	Nombre de couveuses, pépinières et incubateurs	Rapport d'activité	MENPPMEA	4 100	100	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 2.2.5	Mettre en œuvre le programme national de création d'incubateurs	Nombre d'incubateurs créés	Rapport d'activité	MENPPMEA	2 900	100	1 000	600	700	500
Action 2.2.6	Organiser des journées promotionnelles des PME.	Nombre de journées organisées	Rapport d'activité	MENPPMEA	850	50	500	100	100	100
Action 2.2.7	Mettre en œuvre le Programme d'Amorçage de PME dans les 31 Régions et les 2 Districts de Côte d'Ivoire	Nombre de PME ayant bénéficié du programme	Rapport d'activité	INIE	17 500	100	4 000	10 000	2 000	1 400
Action 2.2.8	Mettre en œuvre le Programme Mousso Business (Réseau de TPE)	Nombre de TPE ayant bénéficié	Rapport d'activité	INIE	6 356	200	1 000	1 000	2 000	2 156
Action 2.2.9	Mettre en œuvre des Programmes Soutra Business (Réseau de TPE) et Fagiolo (Réseau de PME de production de haricot)	Nombre des PME ayant bénéficié	Rapport d'activité	INIE	8 339	200	500	1 000	3 000	3 639
Action 2.2.10	Mettre en œuvre le Programme Valora (Réseau de PME de valorisation des ordures ménagères dans les communes de l'intérieur du pays)	Nombre des PME ayant bénéficié	Rapport d'activité	INIE	4 200	200	300	700	1 000	2 000
Action 2.2.11	Mettre en œuvre le Programme Broya (Réseau de PME de broyage de fèves de cacao)	Nombre des PME ayant bénéficié	Rapport d'activité	INIE	11 700	200	1 000	3 000	3 500	4 000

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.3	Les capacités techniques et managériales des PME sont renforcées	Nombre de PME bénéficiant d'une subvention (Base = ; Cible =) Nombre PME ayant bénéficié d'une formation en techniques managériales (Base = ; Cible =)			26 550	1 150	6 500	5 600	5 450	7 850
Action 2.3.1	Créer l'Agence Nationale de Promotion des PME	Fonctionnement effectif de l'agence au service des PME	Décret de création	MENPPMEA	8 100	100	2 000	2 000	2 000	2 000
Action 2.3.2	Créer un observatoire des PME	Fonctionnement effectif de l'agence au service des PME	Rapport d'activité	MENPPMEA	1 000	100	200	300	200	200
Action 2.3.3	Renforcer les capacités techniques des agents du Ministère en charge des PME	Nombre d'agents du Ministère formés	Rapport des contreparties	MENPPMEA	1 400	200	500	300	200	200
Action 2.3.4	Développer une plateforme électronique complète d'information et de suivi des PME	Mise en place effective de la plate forme	Rapport d'activité	MENPPMEA	1 150	150	300	300	200	200
Action 2.3.5	Développer des programmes d'appui technique et managérial sectoriels dans le cadre des politiques sectoriels des filières	Nombre de PME ayant bénéficié de module de formation	Rapport du cabinet de formation	MENPPMEA	4 100	100	500	500	1 000	2 000
Action 2.3.6	Développer des programmes d'appui technique et managérial fonctionnels pour répondre aux besoins les plus critiques	Nombre de PME ayant bénéficié de module de formation	Rapport des cabinet de formation	MENPPMEA	3 700	100	500	500	600	2 000
Action 2.3.7	Elaborer un programme de promotion de la culture entrepreneuriale auprès de : autorité ivoirienne et administration – des élèves et étudiants- du grand public	Nombre d'établissement d'écoliers et d'étudiant touché par les modules, nombre d'outils mis en œuvre	Rapport d'activité	MENPPMEA	1 350	150	500	300	200	200
Action 2.3.8	Mettre en place une compétition nationale de business plan	Nombre de plan d'affaire	Rapport d'activité	MENPPMEA	1 800	100	500	400	400	400
Action 2.3.9	Mettre en place un programme d'aide et de soutien des PME en difficulté	Mise en place effective des instrument juridique	Rapport d'activité	MENPPMEA	1 350	50	500	500	150	150
Action 2.3.10	Recenser les PME	Nombre de PME recensé	Rapport du recensement	MENPPMEA	2 600	100	1 000	500	500	500
Effet 3	L'économie numérique est développée et rendue accessible	Part de l'économie numérique dans le PIB (Base = ; Cible =) Nombre d'emplois directs créés par l'économie numérique (Base = ; Cible =) Volume des investissements dans l'économie numérique (Base = ; Cible =)			26 370	3 170	6 326	7 514	6 360	3 000
Extrant 3.1	L'utilisation des TIC est vulgarisée	Nombre d'utilisateurs des TIC et d'Internet (Base = ; Cible =) Nombre d'abonnés (Base = ; Cible =)			17 715	580	3 360	4 875	5 900	3 000
Action 3.1.1	Réaliser le projet e-Agriculture	Nombre de producteurs bénéficiant du projet	PV de recette	ANSUT	5 375	300	800	2 375	1 900	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.1.2	Porter le nombre d'utilisateurs des ressources de la gouvernance électronique de 3 milles à 100 milles	Nombre d'adresses en .gouv.ci créées	Rapport Ansut	ANSUT	0	0	0	0	0	0
Action 3.1.3	Réaliser le projet e-éducation	Nombre d'établissements Interconnectés / disposant de salles multimédia	PV de recette et rapport de l'Ansut	ANSUT	10 160	160	500	2 500	4 000	3 000
Action 3.1.4	Mettre en place des mesures et des dispositifs de sécurisation des transactions électroniques	Existence d'un système opérationnel de sécurisation des transactions	Rapport tiers de confiance	ARTCI	2 180	120	2 060	0	0	0
Extrant 3.2	Le secteur postal est développé	Nombre d'utilisateurs des services postaux (Base = ; Cible =)			6 155	1 830	2 106	1 779	440	0
Action 3.2.1	Moderniser le parc des machines à affranchir auprès des grandes sociétés	Nombre de machines acquis	PV d'achat et de recette	Poste CI	952	327	313	313	0	0
Action 3.2.2	Réaliser le Projet courrier hybride	Nombre de courriers émis sur le réseau	Consultation documents statistique	Poste CI	2 180	500	960	720	0	0
Action 3.2.3	Rendre opérationnelle la plateforme de commerce électronique de la Poste	Volume des transactions électroniques effectuées	Rapport de gestion de la Plateforme	Poste CI	200	40	60	60	40	0
Action 3.2.4	Implémenter et développer une plateforme de services financiers	Volume des transactions financières	PV d'achat et de recette	Poste CI	2 063	463	600	600	400	0
Action 3.2.5	Promouvoir le service universel postal	Taux de couverture du service universel postal (territoire national)	Rapport tiers de confiance	ARTCI	760	500	173	87	0	0
Extrant 3.3	La couverture intégrale du territoire en téléphonie et Internet est assurée	Taux de pénétration du réseau téléphonique et d'internet (Base = ; Cible =)			2 500	760	860	860	20	0
Action 3.3.1	Appliquer le cahier des charges des opérateurs	Nombre des obligations du cahier des charges appliquées	Rapport partie prenante	ARTCI	2 300	700	800	800	0	0
Action 3.3.2	Réaménager les bandes GSM et les RRI	Plans de réaménagement des bandes GSM et RRI disponibles	Rapport AIGF	AIGF	200	60	60	60	20	0
Effet 4	La Recherche et Développement joue un rôle accru dans la transformation structurelle de l'économie	Nombre de brevets annuels (Base = ; Cible =) Nombre de Brevets ayant fait l'objet de développement (Base = ; Cible =) Niveau des investissements en innovation (Base = ; Cible =) Nombre d'entreprises ayant un service en R&D et innovation (Base = ; Cible =)			192 797	2 903	3 339	3 031	3 150	180 374
Extrant 4.1	La gouvernance du secteur de la Recherche et Développement est adaptée aux ambitions du pays	Existence d'un cadre incitatif à la recherche (Base = ; Cible =)			559	100	100	100	132	127

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.1.1	Mettre en place le cadre juridique et institutionnel de la recherche	Nombre de textes et lois adoptés	JORCI	MESRS	244	50	45	45	52	52
Action 4.1.2	Améliorer le pilotage des programmes de recherche	Nombre d'outils de pilotage développés	Rapport d'activité	MESRS	315	50	55	55	80	75
Extrant 4.2	Les capacités de recherche sont optimisées	Nombre de structures de recherche réhabilitées/construites et équipées (Base = ; Cible =)			140 233	406	550	70	128	139 079
Action 4.2.1	Réhabiliter et équiper les centres et instituts de recherche	Nombre de bâtiments réhabilités	Rapport de mission sur le terrain		294	84	81	25	54	50
Action 4.2.2	Améliorer le financement de la recherche	Existence de l'appui financier			138 959	0	0	0	0	138 959
Action 4.2.3	Réaliser des études	Nombre d'études réalisées	Rapport d'activité	MESRS	143	63	20	20	20	20
Action 4.2.4	Construire et équiper des centres et instituts de recherche	Nombre d'infrastructures réhabilitées et équipées	Rapport d'activité	MESRS	543	175	368	0	0	0
Action 4.2.5	Réhabiliter et équiper les centres et instituts de recherche				294	84	81	25	54	50
Extrant 4.3	La coopération scientifique (Sud-Sud et Nord-Sud) dans les domaines technologiques, agricoles et industriels est renforcée	Nombre d'accords de partenariats conclus (Base = ; Cible =)			625	45	95	165	160	160
Action 4.3.1	Développer le partenariat dans les domaines scientifiques et technologiques				325	45	95	95	45	45
Action 4.3.2	Promouvoir la coopération et la culture scientifique	Nombre de rencontres scientifiques organisées	Rapport d'activité	MESRS	210	0	0	70	70	70
Action 4.3.3	Développer le partenariat dans les domaines scientifiques et technologiques				90	0	0	0	45	45
Extrant 4.4	L'innovation et le transfert de technologie sont promus	Proportion de travaux de recherche mis en application (Base = ; Cible =)			51 380	2 352	2 594	2 696	2 730	41 008
Action 4.4.1	Renforcer le système national de recherche scientifique et d'innovation technologique	Nombre d'écoles doctorales créées Nombre de bases scientifiques reconstituées	Rapport d'activité	MESRS	304	30	44	81	81	68
Action 4.4.2	Mettre en œuvre les programmes de recherche	Nombre de programmes de recherche mis en œuvre	Rapport d'activité	MESRS	32 361	2 238	2 500	2 500	2 500	22 623
Action 4.4.3	Valoriser et vulgariser les acquis de la recherche	Nombre de rencontres scientifiques organisées	Rapport d'activité	MESRS	6 090	84	50	65	84	5 807
Action 4.4.4	Assurer la promotion de l'innovation technologique	Nombre de brevets	Rapport d'activité	MESRS	12 625	0	0	50	65	12 510

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 5	Les besoins énergétiques (hydrocarbures et électricité) de l'économie sont satisfaits	La contribution du secteur énergétique dans le PIB (Base = ; Cible =) Taux de couverture des besoins énergétiques (Base = ; Cible =) Part des énergies renouvelables dans la production totale des énergies (Base = ; Cible =)			4 589 403	439 976	738 456	929 349	1 184 477	1 297 145
Extrant 5.1	La gouvernance du secteur de l'électricité et des hydrocarbures est renforcée				279 199	593	8 330	172 256	4 740	93 280
Action 5.1.1	Créer des incitations pour le déploiement des technologies solaires hors réseau et les centrales à biomasse par des entreprises privées	Nombre de localités bénéficiaires de technologies solaires hors réseau	Rapport d'activités du MINAGRI	Min Pétrole et Energie ANARE Min Env et DD Min de l'Agriculture	1 443	0	500	500	443	0
Action 5.1.2	Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie électrique			DGE	124 266	7	7 796	108 890	4 297	3 276
Action 5.1.3	Renforcer la gouvernance du secteur des hydrocarbures			DGH	153 490	586	34	62 866	0	90 004
Extrant 5.2	Les infrastructures de production, de stockage et de transport des hydrocarbures sont accrues	Production brute de pétrole (Base = ; Cible =) Production brute de gaz (Base = ; Cible =)			580 802	40 231	90 480	109 217	150 582	190 292
Action 5.2.1	Intensifier la recherche et la production pétrolière surtout en eau profonde	Nombre de permis d'exploration attribués	Rapport ITIE	DGH	500	100	100	100	100	100
Action 5.2.2	Accélérer la construction et la réhabilitation des infrastructures d'approvisionnement et de stockage des produits pétroliers et gaziers	Nombre d'infrastructures construites et réhabilitées	Rapport d'activité	DGH	580 302	40 131	90 380	109 117	150 482	190 192
Extrant 5.3	Les infrastructures de production et de distribution d'énergie électrique (notamment de sources alternatives) sont accrues	Production d'énergie électrique (Base = ; Cible =)			3 729 402	399 152	639 646	647 876	1 029 155	1 013 573
Action 5.3.1	Accroître la construction et la capacité des infrastructures de production de l'énergie électrique (centrales hydroélectriques, thermiques et à biomasses)	Puissance de production installée	Rapport d'activité	DGE	2 117 865	258 648	396 154	400 729	512 228	550 106
Action 5.3.2	Accroître les infrastructures de transport et de distribution d'énergie électrique	Kilomètres de lignes HT MT BT construits	Rapport d'activité	DGE	1 553 389	140 504	240 505	244 160	467 740	460 480
Action 5.3.3	Développer d'autres sources d'énergie renouvelables et renforcer la maîtrise d'énergie	Contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique	Rapport d'activité	DGE	46 200	0	0	0	46 200	0
Action 5.3.4	Construire une centrale solaire photovoltaïque de 125 MWC à Bocanda			DGE	11 948	0	2 987	2 987	2 987	2 987

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Impact 2	L'agriculture ivoirienne est compétitive, rémunératrice pour les producteurs et assure la sécurité alimentaire	Part de l'agriculture dans le PIB (Base = ; Cible =) Taux de croissance du PIB agricole (Base = ; Cible =) Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire (Base = ; Cible =) Proportion de l'accroissement des parts de marchés des productions agricoles au niveau régional et international (Base = ; Cible =)			1 659 065	161 437	310 264	364 033	473 894	349 437
Effet 1	L'agriculture est modernisée et les productions agricoles accrues	Production de culture de rente (Base = ; Cible =) Taux de pauvreté des ménages ruraux (Base = ; Cible =) Taux d'accroissement de la population agricole (Base = ; Cible =)			1 441 459	157 467	251 227	287 241	433 629	311 895
Extrant 3.1	Le cadre de gestion du secteur agricole est renforcé	Niveau de mobilisation des investissements publics et privé dans le secteur (Base = ; Cible =)			123 257	12 996	19 415	19 518	31 568	39 760
Action 3.1.1	Promulguer et appliquer la loi d'orientation agricole	Niveau d'application de la loi d'orientation	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	54 199	1 199	6 000	6 000	19 000	22 000
Action 3.1.2	Renforcer les statistiques agricoles	L'information statistique actualisée sur les productions agricoles sont disponibles	Annuaire statistique	MINAGRI	22 535	4 056	4 700	4 721	4 558	4 500
Action 3.1.3	Améliorer la structuration des filières	Une interprofession est fonctionnelle dans chaque filière	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	4 320	500	1 055	915	850	1 000
Action 3.1.4	Mettre en place un système de suivi des investissements privés et publics dans le secteur	Bilan annuel des réalisations du PNIA	Rapport secrétariat technique permanent PNIA	MINAGRI	3 300	660	660	660	660	660
Action 3.1.5	Améliorer la professionnalisation des acteurs	Proportion des sociétés coopératives utilisant des méthodes de gestion performantes	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	12 181	2 081	1 500	1 700	2 000	4 900
Action 3.1.6	Renforcer l'organisation des systèmes de commercialisation (intérieur, extérieur) des produits agricole (Bourse, infrastructures, réformes)	Proportion de producteurs ayant accrus leur revenu	Rapports des filières	MINAGRI	17 722	2 500	3 500	4 522	3 500	3 700
Action 3.1.7	Renforcer la formation agricole et rurale	Proportion des exploitants formés aux métiers agricoles	Etude	MINAGRI	9 000	2 000	2 000	1 000	1 000	3 000
Extrant 3.2	La productivité et la compétitivité des produits agricoles sont renforcées	Taux de croissance agricole (Base = ; Cible =)			734 948	67 917	143 539	131 723	204 769	187 000
Action 3.2.1	Faciliter l'accès des producteurs aux technologies et aux facteurs de production	Taux d'accroissement des productions et des rendements des filières	Rapports des filières	MINAGRI	374 379	39 917	73 739	72 723	94 000	94 000
Action 3.2.2	Créer une agence intégrée pour assurer la bonne qualité des intrants agricoles	Agence intégrée créée Qualité des intrants agricoles	Rapport d'activités du MINAGRI	MINAGRI	0	0	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.2.3	Renforcer les systèmes de valorisation et de qualité des produits agricoles au niveau des filières	Taux d'accroissement des volumes des produits transformés ou conditionnés dans chaque filière	Etude sur la valorisation des produits agricoles	MINAGRI	80 000	13 000	13 000	14 000	25 000	15 000
Action 3.2.4	Réaliser la délimitation des territoires des villages	Proportion de territoires de villages délimités	Rapport d'activité	MINAGRI	215 769	15 000	45 000	30 000	65 769	60 000
Action 3.2.5	Faciliter l'immatriculation des terres	Nombre de certificats délivrés	Rapport d'activité	MINAGRI	58 000	0	10 000	15 000	15 000	18 000
Action 3.2.6	Promouvoir l'opportunité d'accès à la terre pour les femmes et les jeunes ruraux, par des dispositions spécifiques dans les programmes et projets	Proportion de femmes et de jeunes bénéficiaires de terres	Bilan d'activités agricoles	MINAGRI	6 800	0	1 800	0	5 000	0
Extrant 3.3	La production vivrière est accrue et satisfait les besoins nationaux	Taux d'accroissement des productions vivrières et des rendements (Base = ; Cible =)			560 254	75 554	86 273	135 000	178 292	85 135
Action 3.3.1	Promouvoir la maîtrise de l'eau	Superficie bénéficiant d'un système d'irrigation	Rapport des projets	MINAGRI	109 210	17 650	19 687	23 456	35 000	13 417
Action 3.3.2	Promouvoir les produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire	Taux d'autosuffisance en riz, maïs et légumes	Rapport des projets	MINAGRI	267 333	33 833	36 250	76 250	90 500	30 500
Action 3.3.3	Promouvoir les produits à haute valeur nutritive	Taux d'accroissement de la production de soja, patate à chair rouge, et autres produits	Rapport des projets	MINAGRI	26 540	3 140	5 700	6 000	5 800	5 900
Action 3.3.4	Promouvoir l'agriculture péri-urbaine	Taux d'accroissement de la production périurbaine	Evaluation de la production péri-urbaine	MINAGRI	20 210	3 136	3 136	3 136	3 136	7 666
Action 3.3.5	Renforcer l'accès des exploitations familiales aux moyens de production performants	70% des exploitations familiales dégagent des surplus pour approvisionner les marchés	Evaluation approfondie de la situation de la sécurité alimentaire	MINAGRI	90 411	12 745	14 500	17 658	25 856	19 652
Action 3.3.6	Améliorer le fonctionnement des marchés des produits alimentaires	Niveau des prix des denrées alimentaires	Système d'information des marchés	MINAGRI	6 800	800	1 000	1 500	3 500	0
Action 3.3.7	Opérationnaliser le dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Les enquêtes sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont réalisées annuellement	Rapport des études	MINAGRI	1 250	1 250	0	0	0	0
Action 3.3.8	Promouvoir les réserves alimentaires de sécurité	Quantité des stocks de sécurité (riz, maïs)	Rapport de mise en œuvre	MINAGRI	12 000	2 000	1 000	2 000	4 000	3 000

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.3.9	Développer les filets sociaux pour la sécurisation des moyens d'existence des populations les plus vulnérables	Nombre de ménages agricoles de haute vulnérabilité bénéficiant de transferts sociaux	Rapport de mise en œuvre	MINAGRI	1 659 065	161 437	310 264	364 033	473 894	349 437
Extrant 3.4	Les conditions de vie des populations en milieu rural sont améliorées	Taux de pauvreté des populations rurales (Base = ; Cible =)			1 441 459	157 467	251 227	287 241	433 629	311 895
Action 3.4.1	Réhabiliter et/ ou construire des pompes hydraulique villageoise	Nombre de pompe installée	Rapport filière cacao et des projets	MINAGRI	123 257	12 996	19 415	19 518	31 568	39 760
Action 3.4.2	Réhabiliter et/ou ouvrir des pistes de desserte des produits agricoles	Nombre de km de piste réhabilité et/ou construit	Rapport des projets	MINAGRI	54 199	1 199	6 000	6 000	19 000	22 000
Effet 2	La satisfaction des besoins nationaux en ressources animales et halieutiques est assurée	Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques (Base = 13,3% en 2012 ; Cible = 70%) Taux de couverture des besoins en viande et abats (Base = 36,69 en 2012 ; Cible = 59,9%)			22 535	4 056	4 700	4 721	4 558	4 500
Extrant 2.1	Les infrastructures pour la productivité et la compétitivité des ressources animales et halieutiques sont renforcées	Taux d'amélioration des paramètres zootechniques (Base = ; Cible =)			4 320	500	1 055	915	850	1 000
Action 2.1.1	Construire/Réhabiliter les infrastructures de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits animaux	Nombre de barrages pastoraux, retenues d'eau, de bains détiqueurs; Nombre d'abattoirs, de chambres froides, de points de vente/collecte	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	3 300	660	660	660	660	660
Action 2.1.2	Construire/Réhabiliter les infrastructures de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits halieutiques	Nombre de débarcadères mis en place ; Nombre de marchés à poissons construits/réhabilités; Nombre de fumoirs améliorés installés	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	12 181	2 081	1 500	1 700	2 000	4 900
Action 2.1.3	Construire/Réhabiliter les infrastructures d'appui à l'amélioration génétique	Nombre de stations/centres d'élevage, d'alevinage quantité de semence fourragère produite	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	17 722	2 500	3 500	4 522	3 500	3 700
Action 2.1.4	Construire/Réhabiliter les infrastructures de contrôle des maladies animales et des zoonoses	Nombre d'infrastructures technique, de laboratoires d'analyse, de poste de contrôle aux frontières, cliniques vétérinaires, de parcs de contention réhabilités/construits	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	9 000	2 000	2 000	1 000	1 000	3 000
Extrant 2.2	Les productions des filières du secteur des ressources animales et halieutiques sont accrues	Taux d'accroissement des productions animales (Base = ; Cible =) Taux d'accroissement des productions halieutiques (Base = ; Cible =)	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	734 948	67 917	143 539	131 723	204 769	187 000
Action 2.2.1	Améliorer la production avicole nationale	Quantité d'œufs et de viandes produits	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	374 379	39 917	73 739	72 723	94 000	94 000
Action 2.2.2	Améliorer la production porcine	Quantité de viandes et abats produites	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	0	0	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.2.3	Développer les élevages de ruminants	Nombre de promoteurs des élevages de ruminants installés ; Quantité de viandes produites	Rapport d'activité du MIRAH	MIRAH	7 500	400	1 500	1 500	2 100	2 000
Action 2.2.4	Promouvoir les élevages des filières en développement est assurée	Quantité de production (viande, produits de ruche) des élevages en développement ; Nombre de promoteurs installés ;	Rapport d'activité	MIRAH	850	0	250	200	200	200
Action 2.2.5	Développer et promouvoir des mécanismes d'allègement de la fiscalité sur les intrants en matière de production animale de qualité	Une loi des finances en faveur des intrants spécifiques disponible nombre de mesures incitatives accordées au secteur privé pour la production d'intrants accordée	JORCI	MIRAH	150	50	50	50	0	0
Action 2.2.6	Améliorer la santé animales et l'hygiène publique vétérinaire	Nombre de promoteurs de fermes laitières installées ; Nombres d'unités de transformation ; Quantité de lait frais et produits laitiers produite	Rapport d'activité	MIRAH	12 500	300	3 000	6 200	1 000	2 000
Action 2.2.7	Valoriser et multiplier des acquis de la pisciculture paysanne	Nombre d'alevins produits	Rapport d'activité	MIRAH	4 015	410	790	935	1 050	830
Action 2.2.8	Développer l'aquaculture industrielle et d'exportation	Taux d'accroissement des productions aquacoles industrielles	Rapport d'activité	MIRAH	23 500	0	4 000	13 000	4 500	2 000
Action 2.2.9	Améliorer les productions nationales de la pêche artisanale	Production de la pêche artisanale	Rapport d'activité	MIRAH	11 300	0	3 250	3 280	3 370	1 400
Action 2.2.10	Améliorer la production de la pêche industrielle (sardinière et chalutière)	Production de la pêche industrielle	Rapport d'activité	MIRAH	10 000	1 000	2 000	2 500	3 000	1 500
Action 2.2.11	Assurer la production de matériels génétiques performants	Nombre de géniteurs d'espèces animales à haut potentiel produits ; Nombre de géniteurs de poissons piscicoles à haut potentiel produits ; Quantité de semences fourragères produite	Rapport d'activité	MIRAH	10 000	500	2 000	2 500	3 000	2 000
Action 2.2.12	Apporter un appui institutionnel à la recherche-développement pour l'amélioration génétique et l'alimentation animale	Volume des appuis financiers dédiés	Rapport d'activité	MIRAH	8 800	0	1 500	2 700	2 900	1 700
Extrant 2.3	Les capacités des parties prenantes au développement du secteur sont renforcées	Nombre de revues et d'études (Base = ; Cible =) Nombre de service d'encadrement (Base = ; Cible =)			17 270	610	3 845	3 860	6 530	2 425
Action 2.3.1	Renforcer l'appui institutionnel à la structuration des filières et à la professionnalisation des opérateurs	Nombre de sociétés coopératives créées ; Nombre d'interprofessions agréées	Rapport d'activité	MIRAH	1 800	200	300	500	600	200
Action 2.3.2	Renforcer les capacités techniques et fonctionnelles des Organisations Professionnelles et des opérateurs du secteur	Nombre d'OPE équipées ; Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	MIRAH	850	150	150	100	250	200

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.3.3	Renforcer les capacités d'intervention des administrations publiques en charge du secteur	Nombre d'agents du MIRAH formés ; Nombre de sessions de formation organisées ; Nombre de structures équipées	Rapport d'activité	MIRAH	3 745	185	820	1 185	1 105	450
Action 2.3.4	Renforcer le dispositif national d'appui-conseil à l'élevage	Agence d'appui conseil à l'élevage fonctionnelle ; Nombre de cabinets et agences de conseil agricoles agréés	Rapport d'activité	MIRAH	10 500	0	2 500	2 000	4 500	1 500
Action 2.3.5	Mettre en place un dispositif permanent de collecte et d'actualisation des statistiques du secteur	Dispositif de collecte de données statistiques mise en place	Rapport d'activité	MIRAH	175	35	35	35	35	35
Action 2.3.6	Améliorer le système de planification, de suivi-évaluation et de communication	Dispositif de suivi évaluation mise en place ; Plan média appliqué	Rapport d'activité	MIRAH	200	40	40	40	40	40
Extrant 2.4	La gouvernance et l'intégration sous régionale du secteur sont renforcées	Nombre de textes de loi et réglementaires pris et appliqué en rapport avec le secteur (Base = ; Cible =)			16 800	555	5 600	5 418	1 715	3 512
Action 2.4.1	Activer le Fonds de Promotion des Productions Animales (FPPA)	Nombre d'opérateurs bénéficiaires du FPPA	Rapport d'activité	MIRAH	10 000	0	4 000	4 000	0	2 000
Action 2.4.2	Créer deux structures d'exécution, l'une en charge de l'élevage et l'autre en charge de la pêche et de l'aquaculture	Nombre de structure mise en place	Rapport d'activité	MIRAH	400	0	150	150	100	0
Action 2.4.3	Promouvoir et valoriser le Partenariats public-privés (PPP) pour le développement du secteur	Nombre de PPP contractés ; Nombre de projets PPP mis en œuvre.	Rapport d'activité	MIRAH	950	0	150	200	300	300
Action 2.4.4	Mettre en place le dispositif institutionnel de gestion de la transhumance et des parcours et de prévention des conflits	Nombre de dispositif de gestion mis en place et fonctionnel	JORCI	MIRAH	500	120	150	150	40	40
Action 2.4.5	Prendre des textes pour la régulation du secteur	Nombre de loi et decret pris	JORCI	MIRAH	225	25	50	50	50	50
Action 2.4.6	Harmoniser les textes réglementaires nationaux sur le développement des ressources animales et halieutiques avec la réglementation communautaire	Nombre de textes et mise en œuvre dans le secteur des ressources animales et halieutiques	JORCI	MIRAH	95	25	30	13	15	12
Action 2.4.7	Renforcer la coopération avec les structures et organisations sous régionales et internationales	Nombre de participations aux réunions sous régionales et internationales	Rapport d'activité	MIRAH	330	50	100	60	60	60
Action 2.4.8	Elaborer et mettre en œuvre des plans de gestion participative des plans d'eau et des pêcheries	Nombre de comités de gestion de pêcheries créés et fonctionnel ; Nombre de plans de gestion des plans d'eaux continentaux mis en œuvre	Rapport d'activité	MIRAH	3 400	180	550	680	1 040	950
Action 2.4.9	Améliorer le suivi, contrôle et surveillance des pêches (SCSP) et la préservation de l'environnement aquatique	Nombre de navire pirate arraisonné ; Nombre de plan de surveillance mise en œuvre	Rapports d'activité, PV de saisie	MIRAH/DPSP/DNAG EP/DAP	900	155	420	115	110	100

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Impact 3	Les activités industrielles et minières sont développées	Part de l'industrie dans le PIB (Base = ; Cible =) Part du secteur minier dans le PIB (Base = ; Cible =)			3 773 721	1 725 743	399 632	457 189	494 140	697 017
Effet 1	La contribution du secteur industriel à la création d'emplois et de richesses a augmenté	Indice de la production industrielle (Base = ; Cible =) Taux d'accroissement du nombre d'industries (Base = ; Cible =) Part des emplois industriels dans le nombre total d'emplois (Base = ; Cible =)			387 772	96 224	121 728	83 046	63 902	22 872
Extrant 1.1	Les zones industrielles sont restructurées et réhabilitées	Nombre de zones industrielles restructurées et réhabilitées			30 325	10 175	15 080	5 050	10	10
Action 1.1.1	Restructurer les zones industrielles	Nombre de zones industrielles restructurées	Rapport d'activité	MIM	235	125	70	40	0	0
Action 1.1.2	Renforcer la sécurité industrielle	Texte réglementaire disponible et nombre de visites effectuées	JORCI	MIM	90	50	10	10	10	10
Action 1.1.3	Réhabiliter les zones industrielles	Nombre de Zones industrielles réhabilitées et superficies	Rapport de suivi des travaux	MIM	30 000	10 000	15 000	5 000	0	0
Extrant 1.2	De nouvelles zones industrielles sont créées	Nombre de zones industrielles créées (Base = ; Cible =) Superficie totale des zones industrielles (Base = ; Cible =)			225 200	72 250	58 675	44 000	45 275	5 000
Action 1.2.1	Purge des droits coutumiers du site PK24 et indemnisation des cultures	Montant effectif payé	Rapport d'activités	AGEDI/DISIFODI	21 700	5 250	5 675	5 500	5 275	0
Action 1.2.2	Purge des droits coutumiers des sites de l'intérieur	Montant effectif payé	Rapport d'activités	AGEDI/DISIFODI	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	0
Action 1.2.3	Amenés primaires d'infrastructure d'accès au site PK24 mise en concession PK24	Superficie et Nombre de lots industriels	Rapport d'exécution	AGEDI	15 500	15 500	0	0	0	0
Action 1.2.4	Aménagement d'un second programme d'urgence de 100 ha sur le site de PK24	Nombre de demandes satisfaites	Rapport d'exécution	AGEDI	20 000	10 000	10 000	0	0	0
Action 1.2.5	Aménagement d'un espace dédié aux cimenteries (100 ha) sur le site PK24	Etat de réalisation des aménagements primaires	Convention	AGEDI	20 000	10 000	10 000	0	0	0
Action 1.2.6	Aménagement de la zone industrielle de Bouaké (100 ha)	Nombre de lots industriels	Rapport d'exécution	AGEDI	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	0

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.7	Aménagement de la zone industrielle de San Pédro (100 ha)	Superficie et Nombre de lots industriels	Rapport d'exécution	AGEDI	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Action 1.2.8	Aménagement de la zone industrielle de Yamoussoukro (100 ha)	Superficie aménagées et nombre de lots	Rapport d'exécution	AGEDI	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Action 1.2.9	Aménagement de la zone industrielle de Bornouan (100 ha)	Superficie aménagées et nombre de lots	Rapport d'exécution	AGEDI	10 000	500	2 000	2 500	5 000	
Action 1.2.10	Aménagement de la zone industrielle d'Adropé (100 ha)	Superficie aménagées et nombre de lots	Rapport d'exécution	AGEDI	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Action 1.2.11	Aménager la zone industrielle de Korhogo (100 ha)	Superficie aménagée et nombre de lots	Rapport d'exécution	AGEDI	20 000	5 000	5 000	5 000	5 000	
Action 1.2.12	Etude d'aménagement de zones industrielles dans les chefs-lieux de région (29) (50 ha par ZI)	Etude réalisée	Rapport d'études	AGEDI	3 000	1 000	1 000	1 000		
Action 1.2.13	Travaux d'aménagement de zones industrielles dans les chefs-lieux de région (29) (50 ha par ZI)	Superficie aménagées et nombre de lots	Rapport d'exécution	AGEDI	15 000			5 000	5 000	5 000
Extrant 1.3	Des zones franches sont créées	Nombre de zones franches (Base = ; Cible =)			56 745	2 030	18 604	16 145	8 689	11 277
Action 1.3.1	Mettre en place du cadre réglementaire des zones franches (Loi et textes d'application)	Textes adoptés	JORCI	DPIP	30	30	0	0	0	0
Action 1.3.2	Aménager des zones franches	Nombre de zones franches créées	Rapport d'exécution	DIPI/AGEDI	56 715	2 000	18 604	16 145	8 689	11 277
Extrant 1.4	La propriété intellectuelle développée et la contrefaçon réduite	Taux d'accroissement des actifs de propriétés intellectuelles (Base = ; Cible =)			2 550	580	1 020	650	250	50
Action 1.4.1	Promouvoir la propriété intellectuelle	Nombre de titres de PI enregistrés ; Nombre de personnes sensibilisées et formées ; Nombre d'accords internationaux signés	Rapport d'activités	MIM	1 950	580	670	450	200	50
Action 1.4.2	Lutter contre la contrefaçon	Nombre de saisie de produits contrefaits	Rapport annuel	CNLC	600	0	350	200	50	0
Extrant 1.5	La compétitivité des entreprises du secteur industriel est renforcée	Niveau de compétitivité (Base = ; Cible =)			22 902	3 539	8 449	8 101	2 628	185
Action 1.5.1	Restructurer et mettre à niveau des entreprises	Nombre d'entreprises adhérentes et assistées par le Programme	Rapport annuel de l'ADCI	DPIP/ADCI	0	0	0	0	0	0
Action 1.5.2	Développer les infrastructures d'appui à la compétitivité	Nombre de CACDI créé et fonctionnel	Rapport de livraison	MIM	7 647	178	2 700	3 026	1 743	0
Action 1.5.3	Promouvoir l'Innovation et le développement technologique	Niveaux de technologie et d'innovation	Rapports et documents	MIM	10 244	1 559	3 715	4 055	805	110
Action 1.5.4	Améliorer l'efficacité énergétique et des coûts des facteurs des entreprises industrielles (MPE, PNRMN)	Niveau d'efficacité énergétique	Rapports et documents	MIM	140	0	120	20	0	0
Action 1.5.5	Promouvoir la qualité	Nombre d'entreprises et de produits certifiées ; Nombre de structures accrédités	Rapport d'activités	MIM	4 871	1 802	1 914	1 000	80	75

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.6	La transformation des matières premières agricoles et minières est accélérée (anacarde, coton, cacao, caoutchouc, fruits, or, manganèse, fer, nickel)	Taux de transformation des matières premières (Base = ; Cible =)			29 650	7 650	13 700	3 100	2 850	2 350
Action 1.6.1	Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de développement de la transformation des produits de l'anacarde, du cacao, du coton-oléagineux, de l'hévéa et des fruits et légumes.	Stratégies de développement de transformation des produits agricoles mises en œuvre	Documents de stratégies / Rapport de mise en œuvre	MIM	28 929	7 650	13 229	2 850	2 850	2 350
Action 1.6.2	Amplifier la transformation industrielle du manioc pour l'exportation	Stratégies de transformation industrielle du manioc mise en œuvre	Rapport d'activités	MIM	221	0	221	0	0	0
Action 1.6.3	Elaborer la stratégie de transformation des produits miniers (or, manganèse, fer, nickel)	Stratégie de transformation des produits miniers	Document de stratégie	DGAI/DGMG	500		250	250	0	0
Extrant 1.7	L'initiative privée pour les agro-industries, les industries structurantes, les industries manufacturières légères et les industries de production de biens de consommation n.c.a. est promue et bénéficie d'un accompagnement	Nombre d'implantation d'unité dans les secteurs industriels identifiés (Base = ; Cible =)			20 400	0	6 200	6 000	4 200	4 000
Action 1.7.1	Faciliter l'accès au financement et aux marchés extérieurs pour la création et le développement des activités industrielles (PNRMN)	Nombre d'entreprises appuyées	Rapport d'activité	MIM	20 000	0	6 000	6 000	4 000	4 000
Action 1.7.2	Promouvoir les agro-industries, les industries structurantes, les industries manufacturières légères et les industries de production de biens de consommation	Nombre de forums organisés	Rapport d'activité	MIM	400	0	200	0	200	0
Effet 2	L'exploration et l'exploitation minières et minéralières sont intensifiées et diversifiées de façon durable	Part de l'exploitation minière dans le PIB (Base = ; Cible =) Taux de croissance du secteur minier (Base = ; Cible =)			3 385 949	1 629 519	277 904	374 143	430 238	674 145
Extrant 2.1	La gouvernance minière est renforcée	Textes adoptés (Base = ; Cible =)			3 700	920	1 730	340	350	360
Action 2.1.1	Améliorer le système de production artisanale et semi-industrielle de l'Or	Nombre de sites restructurés	Rapports d'activités	DGMG	2 000	600	1 400	0	0	0
Action 2.1.2	Prendre en compte le développement local dans les projets miniers	Nombre de localités impliquées dans les projets miniers	Rapport de Programme	MIM	200	20	30	40	50	60
Action 2.1.3	Appui à l'amélioration de la production de diamant	Niveau de production de diamant	Rapport d'activités	MIM	1 500	300	300	300	300	300
Extrant 2.2	L'exploration et l'exploitation minière et minéralogique sont diversifiées	Niveau de production minière (Base = ; Cible =)			3 382 249	1 628 599	276 174	373 803	429 888	673 785

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.2.1	Actualiser les cartes géologiques	Niveau d'actualité des cartes	Rapport d'activités	DGMG / DCPG	74 000	20 000	10 000	15 000	19 000	10 000
Action 2.2.2	Mettre en évidence des gisements miniers	Nombre de nouveaux gisements	Rapport d'activités	MIM	99 773	29 396	15 874	18 503	16 000	20 000
Action 2.2.3	Moderniser le cadastre minier	Qualité du cadastre minier	Rapport d'activités	MIM	1 000	200	300	300	150	50
Action 2.2.4	Mettre en exploitation des gisements miniers de l'ouest (Fer, Nickel, Cuivre, etc.) / PDMIO	Niveau d'investissement	Rapport d'activités	MIM	1 609 003	759 003	100 000	150 000	200 000	400 000
Action 2.2.5	Mettre en exploitation de nouveaux gisements	Nombre de permis mis en exploitation	Rapport d'activités	MIM	1 597 096	820 000	149 200	189 700	194 461	243 735
Action 2.2.6	Poursuivre et accélérer l'exploration (on shore et offshore) des ressources pétrolières, du gaz et des mines	Nombre de permis d'exploration attribués	Rapport d'activités	MIM/MPE	1 377	0	800	300	277	0
Impact 4	Les services touristiques, artisanaux, culturels et commerciaux sont développés	Part du tourisme dans le PIB (Base = 4,8% en 2014 ; Cible = 7%) Part de l'artisanat dans le PIB (Base = 12% en 2014 ; Cible = 18%) Part de la culture dans le PIB (Base = ; Cible =) Part du commerce intérieur dans le PIB (Base = ; Cible =)	Rapport MEF/DGE/DCPE		779 213	45 591	209 780	236 137	165 423	122 282
Effet 1	L'artisanat est développé et sa capacité de création d'emploi et de revenu est accrue	Volume du financement accordé au secteur de l'artisanat (Base = ; Cible =) Volume des investissements dans l'artisanat (Base = ; Cible =) Nombre d'emplois créés par le secteur (Base = ; Cible =) Nombre de brevet dans le secteur de l'artisanat (Base = ; Cible =) Nombre de salon de promotion de l'artisanat (Base = ; Cible =)			98 974	1 737	42 044	40 133	9 060	6 000
Extrant 1.1	Le financement et la professionnalisation du secteur de l'artisanat sont assurés	L'établissement financier est fonctionnel (Base = ; Cible =) Les acteurs du secteur de l'artisanat sont inscrits au registre des métiers ou au répertoire des entreprises (Base = ; Cible =) Les entreprises du secteur de l'artisanat tiennent une comptabilité (Base = ; Cible =)			64 118	967	30 194	29 348	2 449	1 160
Action 1.1.1	Créer un fonds de garantie et de financement du secteur de l'artisanat	Le fonds de garantie est créé	Rapport du 1er conseil de gestion	MENPPMA/CNMCI	20 300	100	10 000	10 000	100	100
Action 1.1.2	Créer une mutuelle de financement des artisans	La mutuelle est créée	Le rapport du 1er Conseil d'Administration	MENPPMA/CNMCI	20 225	100	10 000	10 000	75	50

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.1.3	Créer une banque de l'artisanat	La banque de l'artisanat est créée	Le rapport du 1er Conseil d'Administration	MENPPMA/CNMCI	17 608	42	8 594	7 973	999	0
Action 1.1.4	Renforcer et améliorer le niveau de qualification	Nombre d'artisans formés	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	350	50	100	75	75	500
Action 1.1.5	Valoriser la profession d'artisan	Existence d'un statut de la profession	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	500	100	100	100	100	100
Action 1.1.6	Mettre en place d'un système d'informations débouchant sur des statistiques du secteur	Un système d'information statistique sur le secteur est mis en place	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	600	100	200	150	100	50
Action 1.1.7	Créer une base de données des métiers	Existence d'un repertoire des métiers	Rapport de la CNMCI	MENPPMA/CNMCI	0	0	0	0	0	0
Action 1.1.8	Informier, sensibiliser et assister techniquement les acteurs à la création d'entreprises, de coopératives et de GIE	Nombre d'acteurs formés, sensibilisés et assistés	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	275	100	100	25	25	25
Action 1.1.9	Former et renforcer les capacités des acteurs et des structures à la gestion administrative et financière	Nombre d'acteurs formés Nombre de structures renforcées	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	600	100	200	150	100	50
Action 1.1.10	Recenser les acteurs du secteur	Nombre d'acteurs recensés	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	3 160	100	800	800	800	660
Action 1.1.11	Réaliser une étude économique sur le secteur de l'artisanat	Etude réalisée	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	400	75	100	75	75	75
Action 1.1.12	Finaliser l'étude sur les filières porteuses de l'artisanat	Etude réalisée	Procès verbal du cabinet	MENPPMA/CNMCI	100	100	0	0	0	0
Extrant 1.2	La qualité et la promotion des services et produits de l'artisanat sont renforcés	Proportion de structures certifiées (Base = ; Cible =) Proportion de produits labellisés (Base = ; Cible =)			5 870	270	1 850	1 285	1 245	1 220
Action 1.2.1	Améliorer le plateau technique des entreprises du secteur	Nombre d'entreprises soutenues	Procès verbal de réception de l'ouvrage	MENPPMA/CNMCI	2 500	0	1 000	500	500	500
Action 1.2.2	Normaliser, codifier et labelliser les produits et services de l'artisanat	Nombre de produits de l'artisanat compétitifs sur les marchés locaux et extérieurs, Chiffre d'affaires en augmentation, Création de structures de promotion de l'artisanat	Procès verbal de codinorm	MENPPMA/CNMCI	300	50	100	50	50	50

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.3	Renforcer les capacités des acteurs au management des arts et services (innovation, respect des tendances, design...)	Nombre d'acteurs formés au management des arts et services	Procès verbal de l'atelier de formation	MENPPMA/CNMCI	400	100	100	75	75	50
Action 1.2.4	Mettre en place une galerie virtuelle et développer l'esprit e-commerce	Galerie virtuelle fonctionnelle	Procès verbal de réception de l'ouvrage	MENPPMA/CNMCI	170	20	50	60	20	20
Action 1.2.5	Organiser des foires et salons annuels de promotion de l'artisanat	Nombre de foires et salons organisés	Procès verbal des manifestations	MENPPMA/CNMCI	2 050	50	500	500	500	500
Action 1.2.6	Rechercher des marchés et débouchés porteurs des produits et services de l'artisanat	Nombre de marchés trouvés	Procès verbal des missions	MENPPMA/CNMCI	450	50	100	100	100	100
Extrant 1.3	Des espaces dédiés aux métiers de l'artisanat sont créés dans les chefs-lieux de régions	Proportion d'espaces fonctionnels (Base = ; Cible =)			28 986	500	10 000	9 500	5 366	3 620
Action 1.3.1	Prévoir des zones d'implantation artisanales à l'instar des zones industrielles dans les plans directeur des collectivités décentralisées	Nombre de zones prévues dans les schéma directeurs régionaux	Schéma directeurs	MENPPMA/ COLLECTIVITES	0	0	0	0	0	0
Action 1.3.2	Créer des infrastructures de promotion des produits et services de l'artisanat (Centres et Villages Artisanaux	Nombre d'infrastructures créées	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	3 500	0	1 000	1 000	500	1 000
Action 1.3.3	Créer et équiper des espaces d'exposition des produits et services de l'artisanat par district	Nombre d'espaces créés et équipés	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	4 100	100	2 000	1 000	1 000	0
Action 1.3.4	Construire des centres de formation et de perfectionnement par région	Nombre de centres construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	5 870	0	2 000	3 000	500	370
Action 1.3.5	Construire des ateliers communautaires	Nombre d'ateliers construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	7 000	0	2 000	2 000	1 800	1 200
Action 1.3.6	Construire des Centres de Ressources Professionnels	Nombre de centres construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	4 400	200	1 000	2 000	700	500
Action 1.3.7	Construire le siège de la Chambre Nationale de Métiers	Le siège de la chambre est construit	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	1 816	100	1 000	200	416	100
Action 1.3.8	Construire le siège des Chambres Régionales	Nombre de sièges construits	PV de reception	MENPPMA/CNMCI	2 300	100	1 000	300	450	450

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 2	Le secteur du tourisme est dynamique et contribue à la création de la richesse et de l'emploi.	Nombre d'emplois créés (Base = ; Cible =) Volume des investissements dans le secteur du tourisme (Base = ; Cible =) Taux de croissance du PIB du tourisme (Base = ; Cible =)			375 510	41 845	110 341	107 580	58 700	57 044
Extrant 2.1	L'offre touristique est accrue	Nombre d'hôtels et nombre de sites aménagés (Base = ; Cible =)			304 610	32 845	90 491	91 280	50 100	39 894
Action 2.1.1	Evaluer et établir la cartographie de l'offre touristique à l'échelle nationale	Cartographie disponible	Rapport d'étude	MINTOUR/DAT	1 160	709	291	160	0	0
Action 2.1.2	Prospecter et identifier de nouveaux sites d'intérêt touristique	Nombre de nouveaux sites identifiés	Rapport de prospection et d'identification	MINTOUR/DAT	600	236	200	120	0	44
Action 2.1.3	Réhabiliter le patrimoine hôtelier de l'Etat	Nombre d'hôtels réhabilités	Attestation provisoire de réception	MINTOUR/DPAP/ Structures sous tutelle	56 850	2 000,00	16 000	12 000	11 000	15 850
Action 2.1.4	Construire 10 établissements d'hébergement de moindre coût (auberges villageoises)	Nombre d'auberges construites	Attestation provisoire de réception	MINTOUR/DPAP	3 000	900	1 000	1 000	100	0
Action 2.1.5	Construire 10 relais paillotes	Nombre de relais paillotes construits	Attestation provisoire de réception	MINTOUR/ CABINET/FDT	13 000	1 000,00	3 000	3 000	3 000	3 000
Action 2.1.6	Développer le tourisme balnéaire	Nombre de sites aménagés	Rapport d'activité	MINTOUR/DPAP/ DAT/DST/CIT	230 000	28 000	70 000	75 000	36 000	21 000
Extrant 2.2	L'aménagement et la mise en valeur touristique des sites sont réalisés	Nombre de sites aménagés et de plans cadastraux réalisés (Base = ; Cible =)			16 850	4 800	4 800	4 300	2 300	650
Action 2.2.1	Réaliser les plans cadastraux des sites touristiques	Nombre de plans cadastraux réalisés	Rapport d'étude	MINTOUR/DPAP	1 500	300	300	300	300	300
Action 2.2.2	Constituer des réserves foncières d'expansion touristique	Nombre de réserves foncières constituées	Schéma directeur ou Plan d'Occupation du Sol	MINTOUR/DPAP	6 000	2 000	2 000	2 000	0	0
Action 2.2.3	Aménager les berges lagunaires et lacustres	Nombre de sites aménagés	Rapport d'activité	MINTOUR/DPAP/ DR/DD	4 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0
Action 2.2.4	Réhabiliter et mettre en valeur les sites touristiques	Nombre de sites réhabilités et mis en valeur	Rapport d'activités	MINTOUR/DPAP/ DR/DD	2 350	500	500	500	500	350
Action 2.2.5	Aménager les voies d'accès aux sites touristiques	Nombre de Km de voies d'accès aménagés	Rapport d'activité	MINTOUR/MIE	3 000	1 000	1 000	500	500	0

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.3	Le tourisme interne est développé	Nombre et flux de touristes internes (Base = ; Cible =)	Taux d'occupation		950	500	450	0	0	0
Action 2.3.1	Initier le plan d'épargne vacances	Nombre d'adhérents	Rapport de sensibilisation	MINTOUR/CABINET	150	100	50	0	0	0
Action 2.3.2	Promouvoir le tourisme interne	Flux touristique interne	Rapport d'activité	MINTOUR/CIT	800	400	400	0	0	0
Extrant 2.4	Les capacités des acteurs du secteur du tourisme sont renforcées	Nombre de personnes formées (Base = ; Cible =)	Rapport d'activités		10 900	0	5 300	5 300	300	0
Action 2.4.1	Créer les infrastructures dédiées à la formation et au renforcement des capacités des acteurs du secteur	Nombre d'infrastructures construites	Attestation provisoire de réception	MINTOUR/DCP	10 000	0	5 000	5 000	0	0
Action 2.4.2	Renforcer les capacités humaines, techniques et matérielles des services centraux et déconcentrés	Nombre de sessions et d'équipements acquis	Rapport d'activités	MINTOUR/DRH	900	0	300	300	300	0
Extrant 2.5	La compétitivité de la destination Côte d'Ivoire est renforcée	Flux touristique (Base = ; Cible =)	Statistiques touristiques		3 400	500	1 500	1 400	0	0
Action 2.5.1	Créer et mettre en place une police touristique	Police touristique fonctionnelle	Rapport d'activités	MINTOUR/DST	1 000	0	500	500	0	0
Action 2.5.2	Mettre aux normes les établissements de tourisme	Nombre d'établissements mis aux normes	Rapport d'activités	MINTOUR/IG/DAT	1 400	500	500	400	0	0
Action 2.5.3	Labéliser les taxis touristiques aux points de débarquement et d'embarquement de touristes	Nombre de taxis labélisés	Rapport d'activités		1 000	0	500	500	0	0
Extrant 2.6	Le financement des investissements dans le secteur est facilité	Budget (Base = ; Cible =)		MINTOUR/DST/DAT	37 300	2 100	7 600	5 100	6 000	16 500
Action 2.6.1	Renforcer les capacités de financement du Fonds de Développement Touristique	Dotation budgétaire	Rapport du Conseil de Gestion	MINTOUR/CABINET	37 000	2 000	7 500	5 000	6 000	16 500
Action 2.6.2	Faciliter l'accès des opérateurs du secteur du tourisme aux financements	Nombre d'opérateurs qui ont accès au financement	Rapport d'activités	MINTOUR/CABINET/DGU	300	100	100	100	0	0
Extrant 2.7	L'impact de l'activité touristique est mesuré	Budget (Base = ; Cible =)			1 500	1 100	200	200	0	0
Action 2.7.1	Mettre en place le Compte Satellite du Tourisme	Compte Satellite du tourisme créé	Rapport d'étude	MINTOUR/DPAP	700	700	0	0	0	0
Action 2.7.2	Mettre en place le système d'information touristique	Système d'information touristique mis en place	Rapport d'activités	MINTOUR/DPAP	800	400	200	200	0	0

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 3	Les revenus issus des arts et de la culture sont accrus	Nombre d'emplois créés dans le secteur des industries culturelles et créatives (Base = ; Cible =) Nombre d'industries culturelles créés (Base = ; Cible =)			139045	10728	270602	430844	440143	210728
Extrant 3.1	Le cadre de gestion du secteur culturel est renforcé	Nombre de textes adoptés (Base = ; Cible =)	JORCI	MCF	923	63	337	260	203	60
Action 3.1.1	Elaborer le code des industries culturelles et créatives			MCF	10	0	0	5	3	3
Action 3.1.2	Elaborer les décrets d'application pour les 3 lois existantes en raison de 3 décrets par an pour chaque loi			MCF	90	0	23	23	23	23
Action 3.1.3	Réviser la loi n°87-06 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel			MCF	5	3	2	0	0	0
Action 3.1.4	Elaborer 3 décrets d'application de la loi n°87-806 du 28 juillet 1987 portant protection du patrimoine culturel révisé			MCF	8		3	3	3	0
Action 3.1.5	Renforcer le centre national de documentation pédagogique en arts et culture			DFAC	500	0	200	200	100	0
Action 3.1.6	Mettre en place un schéma directeur informatique			DIEC	0	0	0	0	0	0
Action 3.1.7	Renforcer les capacités en suivi et évaluation des acteurs du système d'information culturelle			MCF	25	5	5	5	5	5
Action 3.1.8	Réaliser une étude sur la structuration et les stratégies de développement des filières de la musique, du cinéma et du livre en Côte d'Ivoire			SPSEC	50	25	25	0	0	0
Action 3.1.9	Réaliser une étude d'évaluation de l'impact de la coopération culturelle dans la sous-région afin d'élaborer des stratégies de développement des filières culturelles exportatrice de biens et de services			SPSEC	125	0	40	25	30	30
Action 3.1.10	Réaliser une étude sur l'employabilité des étudiants issus des écoles de formation artistique et culturelle			SPSEC	30	30	0	0	0	0
Action 3.1.11	Réaliser une étude sur la contribution du secteur de la culture au développement économique et social de la Côte d'Ivoire			SPSEC/DICC	80	0	40	0	40	0
Extrant 3.2	Les infrastructures culturelles sont renforcées	Part du secteur formel au sein des industries culturelles (Base = ; Cible =)			490859	545	60910	110950	120940	170514

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.2.1	Réhabiliter et équiper les infrastructures culturelles	Nombre d'infrastructures culturelles réhabilitées et équipées	Rapport d'activité	MCF	8 364	0	1 910	2 500	2 940	1 014
Action 3.2.2	Construire et équiper les infrastructures culturelles	Nombre d'infrastructures culturelles construites et équipées	Rapport d'activité	MCF	41 495	545	5 000	9 450	10 000	16 500
Extrant 3.3	La promotion de la culture est renforcée	Campagnes de vulgarisation du patrimoine culturel organisé (Base = ; Cible =)			12 917	782	2 503	3 356	2 841	3 436
Action 3.3.1	Elaborer le plan national de développement de la propriété littéraire artistique			DRC	6	0	6	0	0	0
Action 3.3.2	Elaborer la Stratégie Nationale de Développement des Industries Culturelles et Créatives			DICC	6	0	6	0	0	0
Action 3.3.3	Organiser les Journées de promotion du livre			BNCI/DLL	85	65	5	5	5	5
Action 3.3.4	Organiser l'opération Femmes et Lecture et installer des mini bibliothèques dans les salons de coiffure pour femmes dans les régions			BNCI	168	0	46	46	46	31
Action 3.3.5	Organiser le salon international du livre d'Abidjan(SILA)			DLL	297	37	65	65	65	65
Action 3.3.6	Organiser une caravane nationale de sensibilisation à l'utilisation de livres originaux			DLL/CACAB	100	20	20	20	20	20
Action 3.3.7	Mettre en œuvre un programme d'autonomisation et de formation des artistes			MCF	350	70	70	70	70	70
Action 3.3.8	Organiser des rencontres de promotion des arts visuels, de l'artisanat de l'art, du design, et des arts vivants: RETHAB (Rencontres Théâtrales d'Abidjan), FIBAN (Festival des Ballets Nationaux), etc.			CNAC	250	50	50	50	50	50
Action 3.3.9	Création d'une chaîne de télévision du cinéma			ONAC-CI/FONSIC	950	200	250	200	200	100
Action 3.3.10	Organiser les festivals patrimoniaux (festival du Zanzan, festival vacances culture, CLAP IVOIRE, Semaine Nationale des Arts et de la Culture, la fête de la musique, festival des arts sacrés de Korogho, festival des arts et cultures lagunaires, Polyphonik, Nos régions ont du talent, Côte D'Ivoire Culture)			DPAC/CNAC/CACAB	1 875	55	455	455	455	455
Action 3.3.11	Contribuer à l'organisation des festivals privés (Climbié beach, FICAD, Abissa, FACMA, Popo carnaval, FEMUA, festival des 18 montagnes)			DPAC/CNAC	750	150	150	150	150	150
Action 3.3.12	Organiser la Journée Internationale de la Diversité Culturelle			DICC	20	5	5	5	5	
Action 3.3.13	Appuyer les initiatives privées (organisation 3 Salons, de 4 festivals et 3 défilés de mode)			CNF/DICC	1 220	0	240	420	240	320

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.3.14	Financer une banque de scénarios (Adaptation d'œuvres littéraires ivoiriennes)			ONAC-CI/FONSIC/DC	50	10	10	10	10	10
Action 3.3.15	Produire et coproduire cinquante films et feuilletons			ONAC-CI/FONSIC/DC	5 100	0	1 000	1 200	1 400	1 500
Action 3.3.16	Organiser un festival de films de fiction			ONAC-CI/FONSIC/DC	535	35	125	125	125	125
Action 3.3.17	Organiser une conférence biennale des bailleurs de fonds en faveur de la culture			SCD/DC	105	35	0	35	0	35
Action 3.3.18	Contribuer à l'organisation du MASA			MASA/DICC	1 050	50	0	500	0	500
Extrant 3.4	Le patrimoine culturel national est valorisé	Nombre de visiteurs (nationaux et internationaux) des sites et monuments du patrimoine culturel (Base = ; Cible =)			75 096	273	17 812	28 238	28 120	653
Action 3.4.1	Réaliser l'inventaire du patrimoine culturel	Nombre de sites identifiés	Rapport d'activité	MCF	493	0	231	123	77	62
Action 3.4.2	Organiser des campagnes de sensibilisation des activités culturelles	Nombre de campagnes de sensibilisation réalisée	Rapport d'activité	MCF	2 426	273	481	540	612	520
Action 3.4.3	Promouvoir le patrimoine culturel	Nombre de sites culturels inscrits au patrimoine mondial	Rapport d'activité	MCF	72 177	0	17 100	27 575	27 431	71
Extrant 3.5	L'enseignement artistique et culturel est performant	Taux d'insertion des diplômés (Base = ; Cible =)			250	65	40	40	40	65
Action 3.5.1	Améliorer les supports didactiques	Environnement d'étude adapté	Rapport d'activité	DFAC	200	40	40	40	40	40
Action 3.5.2	Adapter les curricula de formation au bassin de l'emploi	Taux d'insertion des diplômés	Rapport d'activité	DFAC	50	25	0	0	0	25
Action 3.5.3	Participer aux instances statutaires de la Francophonie (CPF ; CMF ; Sommets) et aux autres rencontres internationales	Nombre de participations aux rencontres internationales	Rapport d'activité	CNF ; DFCC	0	0	0	0	0	0

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 4	La contribution du commerce intérieur à la création d'emplois et de richesses est accrue	4			165 684	281	29 793	44 580	53 520	37 510
Extrant 4.1	La gouvernance du secteur et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières sont renforcée	Nombre de lois et/ou codes adoptés (Base = ; Cible =) Taux d'absorption des ressources allouées (Base = ; Cible =)			3 006	56	2 210	330	380	30
Action 4.1.1	Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur du commerce	Nombre de lois et codes vulgarisés	Textes et lois disponibles	DAJC Cabinet	390	20	310	10	50	0
Action 4.1.2	Renforcer les systèmes de planification, d'informations et de communication	Existence d'une base de données dynamique du secteur Nombre de Directions, structures, DR et DD câblées et interconnectées Nombre de communications réalisées par typologie (presse écrite, radio, tv, etc.)	Rapport d'activités Document de politique	DPSP DSI SCRIP	1 000	20	900	20	30	30
Action 4.1.3	Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Proportion d'agents bénéficiaires de formation sur nombre total des agents du MC taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapports d'activités	DAF DRH	1 616	16	1 000	300	300	0
Extrant 4.2	Le commerce intérieur est dynamisé et modernisé				162 678	225	27 583	44 250	53 140	37 480
Action 4.2.1	Construire et gérer le parc d'exposition d'Abidjan	Rapport d'études disponible Parc d'exposition disponible	Rapport d'études Rapport d'activités	DIPAC DPSP	3 820	20	2 700	300	300	500
Action 4.2.2	Construire des hôtels consulaires à Bouaké et San Pedro	Nombre d'hôtels consulaires construits	Rapport d'études Rapport d'activités	CCI-CI	625	0	525	100	0	0
Action 4.2.3	Réhabiliter le marché de gros de Bouaké	Marché de gros réhabilité	Rapport d'évaluation	DIPAC OCPV DPSP	5 672	0	3 172	200	300	2 000
Action 4.2.4	Construire 10 centres de collecte et de groupage des produits vivriers	Nombre de centres de collecte et de groupage des produits vivriers construits	Rapport d'activités	OCPV DPSP	1 000	15	700	100	185	0
Action 4.2.5	Construire 11 marchés de gros (Abidjan, Abengourou, Daloa, Agneby-Tiassa et sept autres)	Nombre de marchés de gros construits	Rapport d'évaluation	DIPAC OCPV DPSP Conseil Régional Agnéby Tiassa	90 065	50	4 000	40 000	30 015	16 000

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.2.6	Recenser les commerçants (y compris projet carte de commerçants)	Nombre de commerçants	Rapport d'enquête	DIPAC DPSP	3 800	0	1 000	100	200	2 500
Action 4.2.7	Accompagner la création de la Mutuelle des commerçants	Nombre de réunions préparatoires à la mise en place de la mutuelle Nombre d'adhérents à la mutuelle	Base de données	DIPAC DPSP	2 550	0	800	450	300	1 000
Action 4.2.8	Elaborer et mettre en œuvre le Programme de développement du commerce intérieur	Contribution au PIB du Commerce intérieur	Rapport d'activités	DIPAC DPSP	34 220	20	2 500	1 400	20 300	10 000
Action 4.2.9	Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et financières de la Commission de la Concurrence et de la lutte contre la vie chère	Taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapport d'activités	CCLVC	2 500	20	1 500	325	300	355
Action 4.2.10	Renforcer les capacités des commerçants détaillants	Nombre de formation réalisée	Rapport d'activités	DIPAC CCI-CI ECG	1 000	10	640	100	250	0
Action 4.2.11	Renforcer le matériel technique de métrologie pour le contrôle des poids et mesures	Taux de couverture des besoins en matériels de métrologie	Rapport d'activités	DMCQRF	3 465	15	2 500	150	300	500
Action 4.2.12	Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et financières du Conseil National de Lutte contre la Vie chère	Taux de couverture des besoins en matériels et équipements Nombre de réunions du conseil de lutte contre la vie chère	Rapport d'activités	LVC	1 000	20	830	50	100	0
Action 4.2.13	Renforcer les capacités de l'OCPV (pesons, véhicules, etc.)	Taux de couverture des besoins en matériels et équipements	Rapport d'activités	OCPV	276	10	266	0	0	0
Action 4.2.14	Créer et opérationnaliser un fonds de garantie dédié aux femmes du vivrier	Nombre de femmes bénéficiaires	Rapport d'activités	OCPV	500	10	325	50	115	0
Action 4.2.15	Mettre en œuvre le Projet d'insertion de 2200 jeunes dans le commerce	Nombre de bénéficiaires du fonds de développement du commerce	Base de données	DIPAC DPSP	6 340	15	3 475	100	250	2 500
Action 4.2.16	Mettre en œuvre le projet d'appui au transport des produits vivriers	Nombre de coopératives bénéficiaires de véhicules Quantité de marchandises transportées par les véhicules offerts	Rapport d'activités Rapport de suivi	OCPV DIPAC	4 320	20	1 800	400	100	2 000
Action 4.2.17	Elaborer une carte dynamique des bassins d'approvisionnement des marchés urbains	Carte dynamique disponible	Rapport de mission	OCPV DPSP	200	0	100	100	0	0
Action 4.2.18	Promouvoir la qualité des produits mis sur le marché	Nombre d'événements commerciaux organisés	Rapport d'activité	Ministère du Commerce	1 325	0	750	325	125	125

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRE

AXE STRATÉGIQUE IV

**DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HARMONIEUSEMENT
REPARTIES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET PRESERVATION
DE L'ENVIRONNEMENT**

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
	TOTAL AXE STRATEGIQUE 4				9 243 964	1 061 847	1 575 636	2 049 803	2 226 020	2 330 658
Impact 1	Des infrastructures de qualité sont développées	Indice de performance logistique (Base = ; Cible =)			8 419 217	901 050	1 481 481	1 897 548	2 018 043	2 121 094
Effet 1	Les populations ont accès à des infrastructures routières et des services de transport durables et de qualité	Fluidité interurbaine (Base = ; Cible =) Fluidité urbaine (Base = ; Cible =) Taux de satisfaction des utilisateurs des infrastructures routières et des services de transport (Base = ; Cible =)			7 123 879	807 701	1 155 767	1 594 270	1 728 133	1 838 008
Extrant 1.1	Les cadres légaux et réglementaires des services de transport et des infrastructures routières sont renforcés	Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière de transport (Base = ; Cible =) Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'infrastructures routières (Base = ; Cible =)			5 330	966	1 466	966	966	966
Action 1.1.1	Modifier le décret du 29 septembre 1928 portant réglementation du Domaine Public et des servitudes d'utilité publique en Afrique Occidentale Française et promulguer un nouveau décret en lieu et place	Textes adoptés		CAB/MINISTERE	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.2	Modifier les décrets portant sur les PPP en intégrant la notion de Bail Emphytéotique Administratif dans les textes portant sur le Domaine Public pour préserver la consistance du Domaine Public	Textes adoptés	JORCI	CAB/MINISTERE	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.3	Adopter le Code Maritime	Textes adoptés	JORCI	MT/CAB DGAMP	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.4	Obtenir la classification de l'ANAC en catégorie 1 de la FAA conformément aux normes OACI	Classification obtenue	JORCI	ANAC/ SODEXAM	3 070	936	526	436	236	936
Action 1.1.5	Créer le Code de la Météorologie	Textes adoptés	JORCI	SODEXAM	150	30	30	30	30	30
Action 1.1.6	Transformer le Bureau d' Enquête Accident en Agence autonome pour ses missions de supervision de la sécurité	Textes adoptés	JORCI	ANAC/ SODEXAM	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.7	Instituer le cadre de concertation des acteurs du sous-secteur des transports routiers	Textes adoptés	JORCI	DGTTTC	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.8	Elaborer les textes subséquents à la mise en vigueur de la Loi d'Orientation du Transport Intérieur (LOTI)	Textes adoptés	JORCI	DGTTTC	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.9	Instituer l'Autorité de Régulation des Transports Intérieurs (ARTI)	Textes adoptés	JORCI	DGTTTC	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.10	Transformer l'OSER en EPIC	Textes adoptés	JORCI	OSER	-	-	-	-	-	-

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.1.11	Mettre en œuvre le décret portant création de la Commission Nationale de Sécurité Routière(CNSR)	Textes adoptés	JORCI	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.12	Signer le décret portant création du fonds de sécurité routière	Textes adoptés	JORCI	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.13	Appliquer les normes en vigueur de sûreté et de sécurité de l'UEMOA/CEDEAO aux véhicules à l'importation et aux véhicules déjà en circulation	Textes adoptés	JORCI	OSER/DGTTC/SAGUA/ SICTA	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.14	Signer la convention de concession révisée pour l'exploitation de la ligne de chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya	Textes adoptés	JORCI	SIPF	-	-	-	-	-	-
Action 1.1.15	Prendre 2 lois portant classification, immatriculation, dévolution de la maîtrise d'ouvrage des travaux de développement et d'entretien des routes d'une part et définition du schéma directeur du développement du réseau routier, autoroutier et voirie urbaine à l'horizon 2063	Textes adoptés	JORCI	Cabinet MIE / DGIR / AGEROUTE	500	-	500	-	-	-
Action 1.1.16	Assurer la maîtrise des coûts et des risques à moyen et long-terme associés aux infrastructures (PPP, etc.)	Montant des coûts récurrents et des mesures d'atténuation des risques	CDMT - Rapport sur les PPP	Ministère du Plan Ministère du Budget Ministère des Finances	1 610	0	410	500	700	0
Extrant 1.2	Les capacités des acteurs du secteur des infrastructures routières et des services de transport sont renforcées	Nombre d'accidents par an impliquant les transporteurs professionnels (Base = ; Cible =) Nombre de structures de transport construites et équipées (Base = ; Cible =) Taux d'équipement en matériels de sûreté et de sécurité de transport (Base = ; Cible =) Taux d'actualisation des données de la banque de données routières (Base = ; Cible =) Taux d'équipement du MIE en matériels d'essai (Base = ; Cible =)			93 792	24 607	18 270	17 651	14 170	19 094
Action 1.2.1	Renforcer les dispositifs et les compétences SAR conformément aux normes OACI			ANAC	700	330	-	30	300	40
Action 1.2.2	Acquérir les matériels modernes de sûreté sur la plateforme aéroportuaire d'Abidjan	Nombre de matériels acquis par nature	Bordereau de livraison	ANAC	2 000	400	400	400	400	400
Action 1.2.3	Créer l'Institut de Sécurité Maritime Interrégionale (ISMI)	Existence de l'Institut de Sécurité Maritime Inter-régionale	Rapport d'activité	ARSTM	2 798	2 000	798	-	-	-
Action 1.2.4	Renforcer les capacités opérationnelles de l'ARSTM	Nombre d'équipements acquis par nature	Rapport d'activité	ARSTM	6 310	2 000	1 310	1 500	1 500	-
Action 1.2.5	Mettre en place une base de données d'incidents et d'accidents d'aviation	Base de données opérationnelles	Rapport d'activité	BEA	10	10	-	-	-	-
Action 1.2.6	Créer un mini laboratoire d'analyse et de lecture des enregistreurs de données et de conversation	Existence d'un laboratoire d'analyse et de lecture	Rapport d'activité	BEA	250	-	250	-	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.7	Acquérir des matériels de sûreté et de radiocommunication maritime et réaliser un réseau de surveillance maritime à distance	Nombre de matériels de sûreté acquis	Bordereau de livraison	DGAMP	1 105	145	262	374	324	-
Action 1.2.8	Réhabiliter et équiper un bâtiment technique et construire un quai pour la Garde Côtière ivoirienne	Batiment technique réhabilité et équipé Quai pour la garde côtière construit	Rapport d'activité	DGAMP	470	170	300	-	-	-
Action 1.2.9	Construire et équiper les Arrondissements Maritimes (Centres relais de Garde Côtière et de Recherche et sauvetage maritime)	Arrondissement opérationnel	Rapport d'activité	DGAMP	3 280	-	702	746	832	1 000
Action 1.2.10	Construire et équiper le Point de Contacts ISPS de San Pedro	Point de contacts ISPS construit	Rapport d'activité	DGAMP	418	-	293	125	-	-
Action 1.2.11	Equiper le Centre médical des Gens de Mer de Vridi	Centre médical des gens de mer de vridi fonctionnel	Rapport d'activité	DGAMP	176	118	58	-	-	-
Action 1.2.12	Construire et équiper le Centre médical des Gens de Mer de San Pedro	Centre médical des gens de mer de San-Pedro fonctionnel	Rapport d'activité	DGAMP	445	-	90	97	117	141
Action 1.2.13	Renforcer les capacités du personnel de sécurité, de sûreté, de recherche et sauvetage maritime	Agents de sécurité opérationnel	Rapport d'activité	DGAMP	402	-	78	95	109	120
Action 1.2.14	Créer un système intégré de gestion des informations de sûreté et sécurité maritimes (Logiciels-fichier central informatisé) et de production de livrets biométriques	Echanges d'informations entre administrations concernées		DGAMP	310	0	310	0	0	0
Action 1.2.15	Réaliser les études pour l'actualisation des plans de circulation à Abidjan, Bouaké, Daloa, Korhogo, San Pedro et Yamoussoukro	Nombres d'études réalisées	Rapports d'études	DGTTC	3 300	500	500	500	500	1 300
Action 1.2.16	Interconnecter les structures de gestion (OSER, Police, Gendarmerie, GSPM, Hôpitaux, Syndicats des transporteurs, Assurances) à la base de données unique du Ministère des Transports	Taux de réalisation de l'interconnexion	Pv de réception	DGTTC	1 002	250	250	250	252	-
Action 1.2.17	Développer et mettre en œuvre les mesures de lutte contre les pratiques de surcharges	Pourcentage annuel des camions surchargés enregistrés au niveau des postes de pesage	Rapport d'activités du Concessionnaire choisi pour la mise en application du pesage	DGTTC	151	25	26	50	50	-
Action 1.2.18	Construire et équiper 10 centres d'examen (code et conduite) du permis de conduire dans les chefs-lieux de région	Nombre de centres d'examen construits et équipés	Pv de réception	DGTTC	1 278	250	250	250	250	278
Action 1.2.19	Renforcer la professionnalisation des intermédiaires du transport routier	Nombre de nouveaux d'emplois/ entreprises créés	Nombre de nouvelles inscriptions au registre des entreprises de Transport délivrées	DGTTC	100	25	25	25	25	-

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.20	Elaborer et mettre en œuvre la politique sectorielle de sécurité routière à l'endroit des conducteurs routiers professionnels	Nombre d'accidents par an impliquant les transporteurs professionnels	Rapport annuel de l'OSER et des services de Police, de Gendarmerie	DGTTC	80	-	40	40	-	-
Action 1.2.21	Construire et équiper 5 centres nationaux de formation aux métiers du secteur du transport routier à Abidjan et dans les chefs-lieux de régions	Nombre de centres construits et équipés	Pv de réception	DGTTC	1 200	250	250	250	250	200
Action 1.2.22	Renforcer les capacités de 200 transporteurs en activité et former 5 000 conducteurs routiers en activité	Pourcentage des transporteurs et conducteurs routier en activité formés	Pv de fin de formation; Rapports de séminaires de formation	DGTTC	572	114	114	114	114	114
Action 1.2.23	Renforcer les capacités financières et techniques du Haut Conseil du Patronat des Entreprises de Transport Routier (HCPETR-CI)	Nombre de nouveaux d'emplois/entreprises créés	Nombre de nouvelles inscriptions au registre des entreprises de Transport délivrées	DGTTC	95	95	-	-	-	-
Action 1.2.24	Elaborer et mettre en œuvre la politique de gestion du fret	Nombre de textes adoptés	Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire	DGTTC	645	200	200	200	45	-
Action 1.2.25	Mettre en place un système de suivi-évaluation et de gestion de base de données des projets/programmes/statistiques des transports	Existence de mécanisme de suivi-évaluation	Rapport d'activité	DPSP	275	50	100	50	50	25
Action 1.2.26	Elaborer et mettre en œuvre le plan stratégique du développement des transports	Stratégie disponible et mise en œuvre	Rapport d'activité	DPSP	110	50	15	15	15	15
Action 1.2.27	Produire l'annuaire statistique du secteur des transports	Annuaire statistique disponible	Rapport d'activité	DPSP	250	50	50	50	50	50
Action 1.2.28	Réhabiliter et équiper l'OFT	OFT réhabilité et équipé	Bordereau de livraison	OFT	110	110	-	-	-	-
Action 1.2.29	Acquérir 05 véhicules de type 4X4 pour la lutte contre le racket et les tracasseries routières	Nombre de véhicules acquis	Bordereau de livraison	OFT	126	126	-	-	-	-
Action 1.2.30	Mettre en place un système informatisé de sécurisation et de gestion des conteneurs, des trafics routiers des camions transport de marchandises et des marchandises transportées par conteneurs	Système informatisé fonctionnel	Rapport d'activité	OIC	10 000	4 000	1 000	1 000	1 000	3 000
Action 1.2.31	Accroître les capacités professionnelles des chargeurs	Nombre de chargeurs formés	Rapport d'activité	OIC	240	240	-	-	-	-
Action 1.2.32	Consolider et étendre l'application BSC conformément aux normes de l'OMC et de l'OMI	Application BSC consolidée et développée	Rapport d'activité	OIC	2 900	1 000	1 000	900	-	-
Action 1.2.33	Revitaliser les PMEX / COOPEX	Nombre de PMEX / COOPEX renforcé	Rapport d'activité	OIC/Conseil Café Cacao	4 500	1 000	500	500	500	2 000
Action 1.2.34	Réguler les accès des camions sur la plateforme portuaire d'Abidjan (système logistique moderne de régulation des trafics de camions)	Existence d'un système de régulation	Rapport d'activité	OIC	5 000	2 000	1 000	1 000	1 000	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.35	Elaborer et mettre en œuvre la politique nationale de sécurité routière	Politique nationale de sécurité routière mise en œuvre	Rapport d'activité	OSER	55	55	-	-	-	-
Action 1.2.36	Construire et équiper le siège de l'OSER	Siège de l'OSER construit et équipé	Bordereau de livraison Rapport d'activité	OSER	600	250	350	-	-	-
Action 1.2.37	Acquérir des unités radars pour les régions	Nombre de régions dotées de radars	Bordereau de livraison	OSER	577	200	188	188	-	-
Action 1.2.38	Acquérir des simulateurs et des véhicules d'enseignement de la conduite automobile	Nombre de simulateurs et de véhicules acquis	Bordereau conduite livraison	OSER	280	80	120	80	-	-
Action 1.2.39	Acquérir des unités mobiles mécanisées de contrôle de la vue et de l'alcoolémie	Nombre d'unités mobiles mécanisées acquis	Bordereau de livraison	OSER	320	-	-	320	-	-
Action 1.2.40	Renforcer l'éducation à la sécurité routière en milieu scolaire et sécuriser les élèves sur le chemin de l'école	Nombre de formations à la sécurité routière réalisé en milieu scolaire	Rapport d'activité PV de formation"	OSER	5 810	127	577	553	53	4 500
Action 1.2.41	Renforcer le contrôle de l'état mécanique des véhicules	Nombre de centre de contrôle créé et équipé	Rapport d'activité	OSER	-	-	-	-	-	-
Action 1.2.42	Créer un centre de formation aux métiers ferroviaires	Centre de formation aux métiers ferroviaire créé	Rapport d'activité	SIPF	410	50	100	100	100	60
Action 1.2.43	Renforcer les capacités en ressources humaines du secteur aérien et météorologique	Nombre de personnes recrutées	Rapport d'activité	ANAC / SODEXAM	7 700	1 540	1 540	1 540	1 540	1 540
Action 1.2.44	Créer une Académie de formation aux métiers de l'aérien et de la météorologie	Existence d'une académie de formation aux métiers de l'aérien et météorologie	Rapport d'activité	SODEXAM	280	56	56	56	56	56
Action 1.2.45	Réaliser un réseau de données climatologiques dans les zones de Bouaké, Man, Man, San Pédro, Yamoussoukro, Korhogo et Odienné	Réseau de données climatologiques fonctionnel	Rapport d'activité	SODEXAM	300	150	75	75	-	-
Action 1.2.46	Reconstituer la base de données météorologique dans les zones de Bouaké, Korhogo et Odienné	Base de données reconstituées	Rapport d'activité	SODEXAM	100	100	-	-	-	-
Action 1.2.47	Mettre en place le centre d'étalonnage et de calibration de Bouaké	Centre d'étalonnage et de calibration fonctionnel	Rapport d'activité	SODEXAM	273	70	60	60	43	40
Action 1.2.48	Réhabiliter les bâtiments de la Direction Générale et des Stations météorologiques isolées	Bâtiments réhabilités	PV de réception des travaux	SODEXAM	820	164	164	164	164	164
Action 1.2.49	Réquiper en matériel informatique de Migration de la bande Ku vers la bande C et construire une base de données informatiques	Nombre de matériels informatiques acquis Basedonnées informatiques fonctionnelles	Bordereau de livraison Rapport d'activité	SODEXAM	280	56	56	56	56	56
Action 1.2.50	Mettre en place un Système de Vigilance d'Alerte de services Climatologique et Météorologique avec Météo-France Internationale (Projet VIGICLIMM)	Système de vigilance d'Alerte de services climatologique et Météorologique fonctionnel	Rapport d'activité	SODEXAM	9 400	5 400	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 1.2.51	Equiper le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics en matériels d'essai	Nombre de matériels d'essai acquis	Rapports d'activités	LBTP	3 300	300	1 000	2 000	-	-

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.52	Actualiser les données de la banque de données routières	Linéaire de routes actualisé	Rapports d'activités	AGEROUTE	1i300	-	400	500	250	150
Action 1.2.53	Mettre en œuvre une base de données statistique du MIE (DPE)	Nombre de base de données mise en place	Rapports d'activités	Cabinet MIE	420	-	420	-	-	-
Action 1.2.54	Réhabiliter des locaux des Directions territoriales				1i037	500	537	-	-	-
Action 1.2.55	Acquérir le matériel roulant terrestre pour la sécurité des plages et hôtels (quads et véhicules)	Nombre de véhicules acquis		DGAMP	1i514		270	305	350	588
Action 1.2.56	Etude technique de construction de bâtiments (directions régionales zones Est et Ouest) et de balisage maritime	Etudes disponibles	Rapport d'étude	DGAMP	350	-	350	0	0	0
Action 1.2.57	Construire et équiper les bâtiments des 2 directions générales adjointes, 2 directions régionales et 1 direction départementale maritime	Nombre de bâtiments construits et fonctionnels	PV de réception	DGAMP	2i826	-	0	942	942	942
Action 1.2.58	Construire 5 quais pour les Directions régionales et départementales maritimes	Nombre de quais construits	PV de réception		2i085	-	0	417	834	834
Action 1.2.59	Acquérir du matériel de plongée sous-marine, de surveillance et de sécurisation des activités maritimes et balnéaires	Nombre de matériels spécifiés acquis		DGAMP	422	-	120	142	160	-
Action 1.2.60	Réhabiliter la station côtière Abidjan radio	Station opérationnelle			130	0	65	65	0	0
Action 1.2.61	Acquérir deux (2) vedettes de mer et 4 remorques mobiles	Nombre de vedettes acquises	Bordereau de livraison	DGAMP	711	-	-	-	355	355
Action 1.2.62	Acquérir cinq (5) vedettes de mer pour la Garde côtière ivoirienne	Nombre de vedettes acquises	Bordereau de livraison	DGAMP	1i458	75	525	400	458	-
Action 1.2.63	Acquérir 02 vedettes de lagune et 4 remorques mobiles	Nombre de vedettes acquises	Bordereau de livraison	DGAMP	502	-	125	125	125	125

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 1.3	Les infrastructures routières sont régulièrement entretenues	Linéaire (Km) de routes revêtues interurbaines réparées par an (Base = ; Cible =) Linéaire (Km) de routes revêtues urbaines réparées par an (Base = ; Cible =) Linéaire d'accotement débroussaillée et des ouvrages de drainage curés par an (Base = ; Cible =)			121 400	-	19 600	27 100	34 600	40 100
Action 1.3.1	Assurer le reprofilage lourd et traitement de points critiques sur les routes en terre	Linéaire (Km) de routes en terre interurbaines réparées par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	80 000	-	10 000	15 000	25 000	30 000
Action 1.3.2	Assurer le reprofilage léger sur les routes en terre traitées	Linéaire (Km) de routes revêtues urbaines réparées par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	23 000	-	5 000	7 500	5 000	5 500
Action 1.3.5	Assurer le débroussaillage des accotements et le curage des ouvrages de drainage	Linéaire d'accotement débroussaillée et des ouvrages de drainage curés par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	10 400	-	2 600	2 600	2 600	2 600
Action 1.3.6	Entretien et maintenir les feux tricolores existants	Nombre de feux entretenus par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	8 000	-	2 000	2 000	2 000	2 000
Extrant 1.4	Les infrastructures routières sont réhabilitées	Linéaire (Km) de routes renforcées par an (Base = ; Cible = 3748) Nombre d'ouvrages réhabilités par an (Base = ; Cible =) Linéaire de signalisation horizontale réalisée par an (Base = ; Cible =)			899 611	19 940	136 442	196 049	268 684	278 496
Action 1.4.1	Réaliser la signalisation horizontale sur le réseau routier urbain existant	Linéaire de signalisation horizontale réalisée par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	1 200	-	300	300	300	300
Action 1.4.2	Réaliser la signalisation verticale sur le réseau routier urbain existant	Nombre de panneaux de signalisation verticale posés par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	2 910	-	960	600	600	750
Action 1.4.3	Réhabiliter les bacs de traversée	Nombre de bacs réhabilités par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	2 700	-	1 800	300	300	300
Action 1.4.4	Réhabiliter les sites des bacs de traversée	Nombre de bacs réhabilités par an	Rapports d'activités	AGERROUTE	450	-	300	60	60	30
Action 1.4.5	Réhabiliter et renforcer des routes revêtues	Linéaire (Km) routes renforcées	Rapports d'activités	AGERROUTE	841 851	19 940	115 082	166 789	263 424	276 616

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
1	Tronçon Abobo-Anyama	0								
2	Tronçon Ferké - Ouangolo (C2D)	44								
3	Tronçon Pont Comoé-Abengourou - Agnibilekro	87,5								
4	Tronçon Aboisso - Noé (ft Ghana)	60								
5	Tronçon Gd Bassam - Aboisso	75								
6	Tronçon Bouaké - Katiola - Niakara - Ferké (C2D)	231								
7	Tronçon Yamoussoukro-Tiebissou-Bouaké	108								
8	Tronçon San Pédro - Soubré-Issia	216								
9	Tronçon Yamoussoukro-Bouaflé-Daloa	142								
10	Tronçon Daloa-Séguéla	123								
11	Tronçon Autoroute du Nord (Pk 109) - N'Douci-Divo-Gagnoa	167								
12	Tronçon Yabayo - Gagnoa	72								
13	Tronçon Thomasset-Agboville	43								
14	Tronçon Akoupé -Kotobi	47								
15	Tronçon Kotobi - Bongouanou- Dimbokro-Toumodi-Oumé	181								
16	Tronçon Korhogo-Ferké	53								
17	Renforcement de la côtière (Abidjan-Dabou-San Pedro-Tabou)	420								
18	Tronçon Issia-Daloa	49								
19	Tronçon Duekoué-Man-Touba	210								
20	Tronçon Ouangolo-Frontière Mali	91								
21	Tronçon Ouangolo-Fontière Burkina	32								
22	Tronçon Daloa-Guessabo-Duekoué-Guiglo-Blolequin	205								
23	Tronçon Autoroute Toumodi-Yamoussoukro	30								
24	Tronçon Man-Danané-Zouan Hounien	125								
25	Tronçon Boundiali-Korhogo	100								
26	Tronçon Agnibilekro-Tanda-Bondoukou	140								
27	Tronçon Oumé-Divo	71								
28	Tronçon Bondoukou-Bouna	180								
29	Tronçon Yamoussoukro-Akpessekro-Kplessou	31								
30	Tronçon Seguéla-Kani	61								
31	Tronçon Touba-Odienné	160								
32	Tronçon Abidjan-Alépé-N'Zikro	101								
33	Tronçon Korhogo-Kanawolo	92								

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.4.6	Réhabiliter le pont FHB	Nombre de ponts réhabilités	Rapports d'activités	AGEROUTE	40 000	-	16 000	24 000	-	-
Action 1.4.7	Réhabiliter 300 ouvrages	Nombre de ouvrages réhabilités	Rapports d'activités	AGEROUTE	3 000	-	500	1 000	1 000	500
Action 1.4.8	Réhabiliter les grands talus de déblai	Nombre de grands talus réhabilités	Rapports d'activités	AGEROUTE	7 500	-	1 500	3 000	3 000	-
Extrant 1.5	Des infrastructures routières de qualité sont construites	Linéaire (Km) de routes revetues construites (Base = ; Cible = 2854) Nombre de ponts construits (Base = ; Cible =)			2 610 219	306 946	342 952	602 199	712 642	645 479
Action 1.5.1	Aménagement et bitumage de l'autoroute Yamoussoukro – Bouaké	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	285 000	30 220	35 000	89 626	75 764	54 390
Action 1.5.2	Réalisation de l'autoroute Grand Bassam-Samo	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	56 000	-	11 200	28 000	16 800	-
Action 1.5.3	Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San-Pédro/ section 1: Abidjan-Dabou	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	70 000	0	-	25 000	25 000	20 000
Action 1.5.4	Aménagement et bitumage de l'autoroute Abidjan – San-Pédro / section 2 : Dabou – San-Pédro	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	-	0	-	-	-	-
Action 1.5.5	Aménagement et bitumage des routes	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 641 978	224 919	146 086	251 606	459 494	559 872

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
1	Tronçon Tiébissou-Didiévi	42								
2	Tronçon Agboville-Rubino- Cechi	51								
3	Tronçon Adzopé - Yakassé Attobrou	123								
4	Tronçon Boundiali-Odienné	135								
5	Tronçon Kani-Boundiali	131								
6	Tronçon Odienné-Gbéléban-Frontière Guinée	71								
7	Tronçon Tieningboué-Mankono-Séguéla	121								
8	Tronçon Ouaninou-Touba	23								
9	Tronçon Tiapoum-Carrefour route Aboisso/Noé	27								
10	Tronçon Bassawa-Prikro-Ouélé	100								
11	Tronçon Niamasso-Sirana-Frontière Guinée	18								
12	Tronçon Odienné - Samatiguila-Frontière du Mali + bretelles de Kaniasso et de Kouban	145								
13	Tronçon Samatiguila - Minignan - Frontière Guinée	70								
14	Tronçon Tiébissou-Sakassou-Béoumi	74								
15	Tronçon Sassandra-Gagnoa	136								
16	Tronçon Sassandra-Lakota	111								
17	Tronçon Divo-Guiry-Côtière	88								
18	Tronçon Seguelon-Tieme	37								
19	Tronçon Korhogo-M'Bengue-Niéllé	110								

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
20	Tronçon Bouna -Doropo - Frontière Burkina et Bondoukou - Soko	101								
21	Tronçon Agnibilékro-Frontière Ghana	35								
22	Tronçon Seguela-Touba	133								
23	Tronçon Sifié-Man	106								
24	Tronçon Aprompronou-Amoriakro-Comoé	42								
25	Tronçon Dianra-Boundiali	83								
26	Tronçon Akressi-Abengourou	150								
27	Aménagement et bitumage des voiries de chefs lieux de régions et de départements	200								
28	Tronçon Bingerville-Eloka-Ebrah	28								
29	Tronçon Boundiali-Tengréla-Frontière Mali (Bolona-Tengrele-Frontière Mali)	40								
30	Tronçon Aéroport-Ville de Korhogo	15								
31	Tronçon Ferké-Kong	121								
32	Tronçon Bloléquin - Toulepleu - Frontière du Libéria	65								
33	Tronçon Danané - Frontière Guinée	47								
34	Tronçon Tabou-Prollo	28								
35	Tronçon Zouan Hounien - Toulepleu	47								
36	Projet Renaissance Infrastructures de CI (PRI-CI)									
37	Aménagement et bitumage des voiries structurantes du district d'Abidjan	200								
38	Infrastructures de Transport - Route/C2D									
39	Indemnisation Travaux Routiers/AGEROUTE									

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.6	Aménagement et bitumage des voiries de chefs-lieux de régions et de départements		Rapports d'activités	AGEROUTE	100 000	-	30 000	40 000	30 000	-
Action 1.5.7	Projets pour la décongestion du Port - Voies d'accès de circulation annexes	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	800		200	200	200	200
Action 1.5.8	Indemnisation Travaux Routiers/AGEROUTE	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 700	1 700	-	-	-	-
Action 1.5.9	Construction du pont de Jacqueville	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	6 951	6 951	-	-	-	-
Action 1.5.10	Construction du Pont sur la Marahoué (Bouaflé)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	41	41	-	-	-	-
Action 1.5.11	Travaux VRD Sauvegarde Ville historique Gd Bassam	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 500	1 500	-	-	-	-
Action 1.5.12	Construction de l'ouvrage d'art de Bettié sur le fleuve Comoé (Itinéraire Yakassé Attobrou-Bettié)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	8 500	-	2 000	6 500	-	-
Action 1.5.13	Construction de l'ouvrage d'art sur la Tiemba (Odienné)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	1 100	-	1 100	-	-	-
Action 1.5.14	Construction du 4ème Pont (Azito) à Abidjan	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	30 040	7 362	10 000	12 678	-	-
Action 1.5.15	Construction du 5è Pont d'Abidjan (Yopougon - Plateau)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	130 000	-	40 000	40 000	50 000	-
Action 1.5.16	Construction du Pont de Prolo	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	15 000	-	-	12 000	3 000	-
Action 1.5.17	Projets pour la décongestion du port - Construction du pont Vridi-Marcory	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	40 000		5 000	15 000	15 000	5 000
Action 1.5.18	Construction de l'ouvrage d'art de Vonkoro sur la Volta Noire (Itinéraire Bouna-Frontière Ghana)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	15 000		-	11 000	4 000	-
Action 1.5.19	Construction de 03 ouvrages d'art dans les départements de Man-Guiglo-Tai	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	349	349	-	-	-	-
Action 1.5.20	Construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonnaise (SOLIBRA)	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	31 290	14 290	7 500	7 500	2 000	-
Action 1.5.21	Construction de l'échangeur du carrefour Akwaba à Port-Bouët	Nombre de pont construit	Rapports d'activités	AGEROUTE	35 000	-	-	20 000	15 000	-
Action 1.5.22	Construction fly over sur 5 carrefours à Abidjan (Ecole de police, Riviera 3, riviera Palmeraie, Williamsville et Siporex)	Nombre de carrefours équipés	Rapports d'activités	AGEROUTE	50 000	19 614	15 000	15 386		

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.5.23	Construction de 14 ouvrages métalliques ruraux	Nombre de carrefours équipés	Rapports d'activités	AGEROUTE	20 000	-	17 000	3 000	-	-
Action 1.5.24	Construction de l'échangeur du VITIB		Rapports d'activités	AGEROUTE	5 000	-	5 000			
Action 1.5.25	Viaduc de la cathédrale et réaménagement de l'échangeur de l'indenié		Rapports d'activités	AGEROUTE	45 188	-	9 038	18 075	13 556	4 519
Action 1.5.26	Construction de 5 ouvrages métalliques de franchissement de talweg à Abobo et Yopougon	Nombre de bacs construits	Rapports d'activités	AGEROUTE	8 000	-	5 000	3 000	-	-
Action 1.5.27	Repérer et borner le réseau routier	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	320	-	80	80	80	80
Action 1.5.28	Equiper des carrefours au système intelligent de gestion des feux tricolores à Abidjan	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	5 400	-	2 200	2 000	1 200	-
Action 1.5.29	Construire des bacs de traversée	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	2 700	-	700	700	700	600
Action 1.5.30	Equiper de nouveaux carrefours à feux tricolores	Linéaire (Km) de routes construites	Rapports d'activités	AGEROUTE	2 912	-	728	728	728	728
Action 1.5.31	Construire des sites des bacs de traversée		Rapports d'activités	AGEROUTE	450	-	120	120	120	90
Extrant 1.6	Les infrastructures de base des services de transports sont accrues et modernisées	Nombre d'infrastructures de base des services de transport construites (Base = ; Cible =) Nombre d'infrastructures des services de transport réhabilitées (Base = ; Cible =) Taux d'équipement global des services de transport (Base = ; Cible =)			3 049 156	415 242	572 792	705 250	649 975	705 896
Action 1.6.1	Construire un taxiway parallèle à la piste d'atterrissage de l'aéroport FHB d'Abidjan	Taxiway construit	Rapports d'activités PV de réception	AERIA	25 054	5 054	20 000	-	-	-
Action 1.6.2	Développer les terminaux passagers de l'aéroport FHB d'Abidjan	Nombre de terminaux passagers développés	Rapports d'activités PV de réception	AERIA	2 648	-	2 197	451	-	-
Action 1.6.3	Equiper les aéroports de l'intérieur des instruments de sécurité et de sûreté	Nombre d'aéroports équipés	Rapport d'activité	Sodexam	12 000	4 000	4 000	2 000	1 000	1 000
Action 1.6.4	Réaliser l'aérocité de l'aéroport FHB d'Abidjan	Existence d'une aérocité de l'aéroport FHB	Rapport d'activité	Sodexam	-	-	-	-	-	-
Action 1.6.5	Construire le nouvel aéroport international de San Pedro et son aérocité	Aéroport International de San Pedro construit Existence d'une aérocité de l'aéroport	Rapport d'activité	SODEXAM	75 100	10 000	10 000	35 100	10 000	10 000
Action 1.6.6	Réhabiliter les infrastructures aéroportuaires et météorologiques	Nombre d'infrastructures aéroportuaires et météorologiques réhabilitées	Rapport d'activité	Sodexam	53 715	1 000	14 803	15 000	10 500	12 412
Action 1.6.7	Réhabiliter le centre d'expertise médicale du personnel aéronautique	Centre d'expertise médical réhabilité	Rapport d'activité	ANAC	2 000	400	400	400	400	400

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.8	Renforcer la compétitivité du Port Autonome d'Abidjan	Textes adoptés	JORCI	Ministères des Transports/ Ministère des Infrastructures Economiques / Port Autonome d'Abidjan (PAA)	197	-	197	-	-	-
Action 1.6.9	Elargir et approfondir le canal de Vridi et Construire un 2ème terminal à conteneurs (projet intégré)	Canal de vridi élargi et approfondi 2ème terminal à conteneurs construit	Rapport d'activité	PAA	125 720	42 720	30 000	3 000	20 000	30 000
Action 1.6.10	Remblayer la baie lagunaire de Vridi (phase 1)	Baie lagunaire de vridi remblayée	Rapport d'activité	PAA	65 585	10 000	12 635	42 950	-	-
Action 1.6.11	Construire un nouveau terminal céréalier	Nouveau terminal céréalier construit	Rapport d'activité	PAA	85 500	500	14 000	15 000	31 000	25 000
Action 1.6.12	Construire un nouveau terminal minéralier	Nouveau terminal minéralier construit	Rapport d'activité	PAA	11 000	5 000	2 000	2 000	2 000	-
Action 1.6.13	Construire le mole du port de pêche	Mole du port de pêche construit	Rapport d'activité	PAA	8 000	5 000	3 000	-	-	-
Action 1.6.14	Construire le Pont Vridi - Marcory et des voies d'accès	Pont Vridi - Marcory construit	Rapport d'activité	PAA	48 050	5 000	16 050	15 000	5 000	7 000
Action 1.6.15	Construire le 2ème Pont de Vridi et des voies d e circulation annexes	2ème pont de vridi et des voies d'accès construit	Rapport d'activité	PAA	14 000	2 000	2 000	10 000	-	-
Action 1.6.16	Réaliser une plateforme logistique (Autoroute du Nord-PK27)	Plateforme logistique réalisée	Rapport d'activité	PAA	9 000	3 000	2 000	2 000	2 000	-
Action 1.6.17	Réaliser une station de déballastage	Station de déballastage réalisé	Rapport d'activité	PAA	4 400	1 000	1 000	1 200	1 200	-
Action 1.6.18	Réhabiliter et Equiper le port de San Pedro	Port de San-Pedro réhabilité et équipé	Rapport d'activité	PASP	15 000	5 000	10 000	-	-	-
Action 1.6.19	Construire et exploiter un terminal à conteneurs au port San Pedro	Terminal à conteneurs au port de San-Pedro construit	Rapport d'activité	PASP	122 000	29 000	28 000	18 000	47 000	-
Action 1.6.20	Aménager et exploiter un terminal polyvalent commercial	Terminal polyvalent industriel aménager et exploité	Rapport d'activité	PASP	4 500	2 500	2 000	-	-	-
Action 1.6.21	Construire et exploiter un terminal polyvalent industriel	Terminal polyvalent industriel construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	20 000	10 000	5 000	5 000	-	-
Action 1.6.22	Remblayer, viabiliser et exploiter une zone logistique et industrielle de 150 ha	Zone logistique et industrielle remblayée et viabilisée	Rapport d'activité	PASP	73 500	25 000	20 000	20 000	8 500	-
Action 1.6.23	Construire et exploiter une plateforme logistique pétrolière	Plateforme logistique petrolière construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	10 000	5 000	5 000	-	-	-
Action 1.6.24	Construire et exploiter un terminal minéralier	Terminal minéralier construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	220 000	15 000	15 000	15 000	55 000	120 000
Action 1.6.25	Construire une plateforme logistique intégrée à Odienné	Plateforme logistique intégré d'Odienné construit	Rapport d'activité	PASP	3 500	2 000	1 500	-	-	-
Action 1.6.26	Construire et exploiter un dépôt d'hydrocarbure	Dépôt d'hydrocarbure construit et exploité	Rapport d'activité	PASP	30 000	10 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Action 1.6.27	Construire un port de pêche industriel	Port de pêche industriel construit	Rapport d'activité	PASP	10 000	4 000	3 000	3 000	-	-
Action 1.6.28	Construire un port de plaisance	Port de plaisance construit	Rapport d'activité	PASP	15 000	5 000	5 000	5 000	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.29	Construire de nouvelles salles de classe et des dortoirs, une salle polyvalente de sport, de l'amphithéâtre et un campus dédié à la formation continue,	Nombre d'infrastructures académiques construites dédiées	Rapport d'activité	ARSTM	1 958	175	1 000	783	-	-
Action 1.6.30	Acquérir et poser les dispositifs de sécurité de la navigation maritime	Dispositifs de sécurité de la navigation maritime acquis et fonctionnel	Rapport d'activité	DGAMP	2 100	-	158	647	647	647
Action 1.6.31	Acquérir et poser le dispositif de sécurité de la navigation sur le plan d'eau lagunaire Interurbain (300 km)	Dispositif de sécurité de la navigation acquis	Rapport d'activité	DGAMP	1 600	-	600	500	500	-
Action 1.6.32	Construire huit (08) des quinze (15) gares lagunaires de transport interurbain de passagers et de marchandises (le long des 300 km de lagunes)	Nombre de gares lagunaires construites	Rapport d'activité	DGAMP	5 312	200	883	2 166	2 063	-
Action 1.6.33	Réhabiliter le chemin de fer Abidjan –Ouagadougou-Kaya	Chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya réhabilité	Rapport d'activité	SIPF	428 387	55 000	20 000	79 200	80 000	194 187
Action 1.6.34	Construire le Train Urbain d'Abidjan	Train urbain d'Abidjan construit	Rapport d'activité	SIPF	656 000	44 000	112 000	250 000	150 000	100 000
Action 1.6.35	Construire le chemin de fer Man-San Pedro	Chemin de fer Man-San-Pedro construit	Rapport d'activité	SIPF	357 000	10 000	50 000	50 000	115 000	132 000
Action 1.6.36	Construire le chemin de fer Ouangolodougou Niellé Sikasso (Etudes)	Chemin de fer Ouangolodougou-Niellé-Sikasso construit	Rapport d'activité	SIPF	123 000	19 000	63 000	10 000	10 000	21 000
Action 1.6.37	Construire la gare routière interurbaine d'Abidjan	Gare routière interurbaine d'Abidjan construite	Rapport d'activité	DGTTC	98 500	49 000	17 500	15 000	10 000	7 000
Action 1.6.38	Construire la gare internationale de fret d'Abidjan	Gare internationale de fret d'Abidjan construite	Rapport d'activité	DGTTC	52 774	7 774	10 000	10 000	10 000	15 000
Action 1.6.39	Construire des gares routières dans les pôles économiques régionaux (Bouaké, Yamoussoukro, Korhogo, San Pedro, Daloa)	Gares routières dans les pôles économiques régionaux construites	Rapport d'activité	DGTTC	75 000	5 000	10 000	20 000	20 000	20 000
Action 1.6.40	Mettre en place un système de gestion intelligente du trafic et du stationnement à Abidjan	Système de gestion intelligente du trafic mis en place	Rapport d'activité	DGTTC	28 000	-	5 000	10 000	10 000	3 000
Action 1.6.41	Construire des infrastructures d'embarquement et de débarquement au niveau du transport urbain	Infrastructures d'embarquement et de débarquement construites	Rapport d'activité	DGTTC	17 000	2 000	5 000	5 000	3 000	2 000
Action 1.6.42	Construire un Bus Rapid Transit (BRT) sur 86 km à Abidjan	Linéaire pour BRT construit	Rapport d'activité	DGTTC	73 300	200	24 367	24 367	24 366	-
Action 1.6.43	Réhabiliter la gare de fret de Vridi	Gare de fret de vridi réhabilitée	Rapport d'activité	OIC	1 800	500	500	500	300	-
Action 1.6.44	Construire des aires de repos, de transit et de parking	Nombre d'aires de repos, de transit et de parking construit	Rapport d'activité	OIC	2 800	1 000	1 000	500	300	-
Action 1.6.45	Remblayer, viabiliser et exploiter une zone logistique et industrielle de 109 ha, PK 26	Superficie PK 26 de la zone logistique et industrielle remblayé et viabilisé	Rapport d'activité	OIC	-	-	-	-	-	-
Action 1.6.46	Construire trois entrepôts réels sous douane	Nombre d'entrepôts réel sous douane construits	Rapport d'activité	OIC	1 500	500	500	500	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.6.47	Créer une bourse de fret	Existence d'une bourse de fret	Rapport d'activité	OIC	70	70	-	-	-	-
Action 1.6.48	Construire les postes de contrôles juxtaposés de Noé, Laleraba, Nigouni, Gbapleu et Minignan	Nombre de postes juxtaposés construits	Rapport d'activité	OFT	10 536	4 587	2 000	2 000	1 949	-
Action 1.6.49	Construire et équiper deux (2) centres de dépôts des véhicules à détruire à Anyama et Bingerville	Nombre de centres construits et équipés	Rapport d'activité	OFT	10 000	5 000	5 000	-	-	-
Action 1.6.50	Construire des aires de stationnement des camions de marchandises et des poids lourds de Laleraba, San Pédro, Nigouni, Minignan, Gapeu	Nombre d'aires de stationnement des camions de marchandises construits	Rapport d'activité	OFT	7 880	3 152	3 152	1 576	-	-
Action 1.6.51	Acquérir et poser des panneaux de signalisation pour la matérialisation des postes de contrôle routier autorisés dans 33 localités	Nombre de localités équipées en panneaux de signalisation matérialisant les postes de contrôle	Rapport d'activité	OFT	1 650	550	550	550	-	-
Action 1.6.52	Construire des centres bus à Bingerville, Abobo-Baoulé, Gonzagueville et Yopougon (route Dabou)	Nombre de centres bus construits	Rapport d'activité	SOTRA	26 000	-	6 500	6 500	13 000	-
Action 1.6.53	Construire trois gares terrestres (Niangan, Angré-Djibi et Abatta) et deux cales (Treichville et SOTRA industrie)	Nombre de gares terrestres construits	Rapport d'activité	SOTRA	270	110	50	110	-	-
Action 1.6.54	Construire 5 pontons (Niangan Lokoua, M'Pouto, Koumassi nord-est, Mossikro et Bingerville)	Nombre de pontons construits	Rapport d'activité	SOTRA	1 250	250	250	250	250	250
Extrant 1.7	La flotte de transport en commun est accrue	Nombre d'autobus et de bateaux bus acquis par la SOTRA (Base = ; Cible =) Taux de renouvellement du parc automobile des transporteurs routiers (Base = ; Cible =)			344 371	40 000	64 245	45 055	47 095	147 976
Action 1.7.1	Renforcer la flotte de AIR Côte d'Ivoire (augmentation de capital / part de l'Etat ou garantie de l'Etat)	Nombre d'avions acquis	Rapport d'activité	AIR Côte d'Ivoire	10 000	10 000	-	-	-	-
Action 1.7.2	Développer le programme de renouvellement du parc automobile des transporteurs routiers	Nombre de véhicules de transport nouvellement acquis	Rapport d'activité	FDTR	177 456	15 000	15 000	15 000	15 000	117 456
Action 1.7.3	Ouvrir un registre d'immatriculation des navires étrangers	Registre d'immatriculation disponible	Rapport d'activité	MT/CAB DGAMP	100	-	75	25	-	-
Action 1.7.4	Renforcer les capacités des acteurs du transport lagunaire	Nombre d'acteurs formés Nombre d'équipements acquis	Rapport d'activité	DGAMP ARSTM	100	-	70	30	-	-
Action 1.7.5	Moderniser la flotte de transport lagunaire (PPP)	Nombre d'équipements de transport lagunaire moderne acquis	Rapport d'activité	MT/CAB DGAMP	-	-	-	-	-	-
Action 1.7.6	Acquérir 2000 autobus et 25 bateaux bus pour la SOTRA	Nombre d'autobus acquis Nombre de bateaux bus acquis	Rapport d'activité	SOTRA	156 715	15 000	49 100	30 000	32 095	30 520

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Effet 2	Les infrastructures d'hydraulique humaine de qualité sont développées	Taux de couverture (urbaine, rurale, nationale) en infrastructures d'hydraulique humaine (Base = ; Cible =)			802 744	70 664	182 875	183 851	182 081	183 273
Extrant 2.1	La gouvernance du secteur des infrastructures d'hydraulique humaine est renforcée	Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'hydraulique humaine (Base = ; Cible =)			-	-	-	-	-	-
Action 2.1.1	Prendre les décrets d'application de la loi portant Code de l'Eau	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.2	Prendre les décrets d'application de la loi portant Code de l'environnement	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.3	Prendre les textes réglementaires relatifs à l'organisation et au partage des rôles des acteurs étatiques du secteur de l'eau potable	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.4	Elaborer et faire adopter des textes répressifs contre la fraude sur l'eau	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Action 2.1.5	Prendre le décret portant révision du tarif de l'eau	Textes adoptés	JORCI	ONEP/Cabinet MIE	-	-	-	-	-	-
Extrant 2.2	Les capacités humaines, techniques et financières des acteurs du secteur de l'eau potable sont renforcées	Nombre d'agents opérationnels (Base = ; Cible =) Niveau de financement du secteur de l'eau potable (Base = ; Cible =) Nombre d'études techniques réalisées (Base = ; Cible =)			28 064	4 165	8 508	15 366	25	-
Action 2.2.1	Doter l'ONEP de moyens humains, matériels et financiers suffisants pour son fonctionnement	Nombre d'agents formés, matériel acquis par nature et financement alloué	Rapport d'activité	ONEP	4 916	750	1 500	2 666	-	-
Action 2.2.2	Mettre en place un nouveau mode de gestion des fonds du secteur	Nouveau mode de gestion des fonds fonctionnel	Rapport d'activité	ONEP	3 462	62	1 200	2 200	-	-
Action 2.2.3	Réaliser une étude sur la réduction des consommations d'eau de l'Etat	Etude réalisée	Rapport d'étude	ONEP	525	-	-	500	25	-
Action 2.2.4	Adopter un document de Politique Nationale de l'Eau Potable (PNEP)	PNEP disponible	Rapport d'étude	MIE/ONEP	-	-	-	-	-	-
Action 2.2.5	Elaborer les schémas directeurs d'AEP des villes de l'intérieur	Nombre de schémas directeurs élaborés	Rapport d'étude	ONEP	2 808	500	808	1 500	-	-
Action 2.2.6	Créer le Fonds de Soutien à l'Hydraulique Rurale (FSHR)	FSHR disponible	JORCI	ONEP	8 753	2 253	2 500	4 000	-	-
Action 2.2.7	Développer un système d'informations et de gestion du patrimoine du secteur	SIG opérationnel	Rapport d'étude	ONEP	7 600	600	2 500	4 500	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 2.3	Les ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable sont sécurisées	Nombre de sites de ressources mobilisables pour l'alimentation en eau potable sécurisés (Base = ; Cible =)			15 245	291	5 121	8 150	1 683	-
Action 2.3.1	Réaliser des travaux de renforcement du système de maîtrise des ressources en eau	Travaux réalisés	Rapport d'activité	ONEP	7 057	-	2 324	3 800	933	-
Action 2.3.2	Mettre en œuvre les mesures de sécurisation, de préservation des ressources en eau destinées à l'AEP et des ouvrages de mobilisation	Mesures de sécurisation mises en œuvre	Rapport d'activité	ONEP	6 950	-	2 500	3 700	750	-
Action 2.3.3	Mettre en œuvre les mesures de restauration des eaux polluées	Mesures de restauration mises en œuvre	Rapport d'activité	ONEP	294	72	72	150	-	-
Action 2.3.4	Elaborer un schéma directeur pour l'exploitation des ressources en eau destinées à l'AEP	Schéma directeur élaboré	Rapport d'activité	ONEP	944	219	225	500	-	-
Action 2.3.5	Elaborer des programmes de recherche sur les ressources en eau	Programmes de recherche élaborés	Rapport d'activité	ONEP	-	-	-	-	-	-
Extrant 2.4	Les infrastructures d'hydraulique humaine sont réhabilitées	Taux de réhabilitation des installations de production d'eau potable en milieu urbain (Base = ; Cible =) Taux de réhabilitation des pompes villageoises existantes (Base = ; Cible =) Taux de réhabilitation des systèmes HVA défaillants sur l'ensemble du territoire national (Base = ; Cible =)			85 896	10 010	21 079	46 900	1 100	6 807
Action 2.4.1	Réhabiliter les digues et seuils des retenues d'eau destinées à l'alimentation en eau potable	Nombre de digues et de seuils réhabilités	Rapport d'activité	ONEP	13 050	324	2 419	2 800	700	6 807
Action 2.4.2	Réaliser l'alimentation en eau potable de la ville de Béoumi et des localités environnantes à partir de la station de la Loka à Bouaké	Nombre d'infrastructures d'alimentation en eau potable	Rapport d'activité	ONEP	5 400	-	3 000	2 000	400	-
Action 2.4.3	Réparer et entretenir les pompes villageoises existantes	Nombre de pompes réparées et entretenues	Rapport d'activité	ONEP	8 820	3 160	3 160	2 500	-	-
Action 2.4.4	Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Yakassé Attobrou	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	350	350	-	-	-	-
Action 2.4.5	Réhabiliter et renforcer les installations de production d'eau potable de Minignan	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	1 000	-	1 000	-	-	-
Action 2.4.6	Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Touba	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	6 500	-	2 500	4 000	-	-
Action 2.4.7	Réhabiliter les installations de production d'eau potable de Duékoué	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	4 882	382	-	4 500	-	-
Action 2.4.8	Réhabiliter 25 systèmes HVA défaillants sur l'ensemble du territoire national	Nombre d'installations de production fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	8 500	-	2 500	6 000	-	-

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.4.9	Rénover les installations de production d'eau potable de Katiola	Nombre d'installations renouvées	Rapport d'activité	ONEP	9 700	1 000	2 500	6 200	-	-
Action 2.4.10	Renforcer et réhabiliter les installations de production d'eau potable d'Abengourou	Nombre d'installations de production renforcées et réhabilitées	Rapport d'activité	ONEP	8 481	981	2 000	5 500	-	-
Action 2.4.11	Réhabiliter les tours de contact des usines d'Abidjan	Nombre de tours de contact réhabilités	Rapport d'activité	ONEP	5 392	392	-	5 000	-	-
Action 2.4.12	Réhabiliter les tours de contact des stations d'Abidjan	Nombre de tours réhabilités	Rapport d'activité		2 792	392	-	2 400	-	-
Action 2.4.13	Mettre à niveau les installations de production et de transport d'eau potable de Lakota	Nombre d'installations de production et de transport réhabilitées	Rapport d'activité	ONEP	3 000	-	500	2 500	-	-
Action 2.4.14	Aménager les voies d'accès aux forages et usines d'Abidjan	Nombre de voies d'accès aménagées	Rapport d'activité	ONEP	3 071	2 071	-	1 000	-	-
Action 2.4.15	Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de San-Pédro à partir du barrage de Faye et desserte des villes de Grand-Bérébi et Gabiadji	Système d'alimentation renforcé	Rapport d'activité	ONEP	2 758	258	-	2 500	-	-
Action 2.4.16	Réhabiliter les installations de production d'eau potable de la ville d'Agboville et Tiassalié	Nombre d'installations réhabilitées	Rapport d'activité	ONEP	2 200	700	1 500	-	-	-
Extrant 2.5	Les infrastructures d'hydraulique humaine de qualité sont construites	Nombre d'infrastructures modernes d'alimentation en eau potable construites en milieu urbain (Base = ; Cible =) Nombre de forages équipés de pompes à motricité humaine construits (Base = ; Cible =) Nombre de systèmes HVA construits (Base = ; Cible =)			668 929	55 688	146 667	110 835	179 273	176 466
Action 2.5.1	Exécuter le programme d'Hydraulique villageoise KFW VIII	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	4 823	2 073	-	2 000	750	-
Action 2.5.2	Réaliser l'alimentation en eau potable des localités des Districts des Savanes et du Denguélé (UEMOA-BID)	Nombre d'infrastructures d'alimentation en eau potable réalisées	Rapport d'activité	ONEP	8 444	2 644	2 500	2 800	500	-
Action 2.5.3	Renforcer l'alimentation en eau potable de la localité d'Aboisso	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	10 496	4 896	-	5 000	600	-
Action 2.5.4	Réaliser l'alimentation en eau potable du nord-est d'Abidjan (y compris Bingerville-ouest)	Linéaire de réseau de distribution construit	Rapport d'activité	ONEP	8 424	4 924	-	3 500	-	-
Action 2.5.5	Mobiliser et sécuriser les ressources en eau pour l'alimentation en eau potable des villes de l'intérieur	Dispositif de sécurisation et de mobilisation opérationnel	Rapport d'activité	ONEP	1 313	422	508	383	-	-
Action 2.5.6	Mettre en œuvre le Programme Hydraulique et Assainissement pour le Millénaire (PHAM)	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	12 117	4 617	5 000	2 500	-	-

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.5.7	Mettre en œuvre le Programme d'urgence hydraulique urbaine	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	Rapport d'activité	ONEP	50 000	1 000	1 000	3 000	500	44 500
Action 2.5.8	Réaliser 500 forages équipés de pompes à motricité humaine	Nombre de forages fonctionnels	Rapport d'activité	ONEP	10 685	2 685	3 500	4 500	-	-
Action 2.5.9	Réaliser l'alimentation en eau potable de la localité de Moronou	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	50	50	-	-	-	-
Action 2.5.10	Faire l'adduction d'eau potable des quartiers périurbains Abidjan	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	5 000	500	500	500	500	3 000
Action 2.5.11	Faire l'adduction d'eau potable des quartiers périurbains villes de l'intérieur	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	10 000	500	500	500	500	8 000
Action 2.5.12	Renforcer l'alimentation en eau potable de la zone sud d'Abidjan à partir de la nappe du Sud Comoé (Bonoua II)	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	36 524	8 500	28 024	-	-	-
Action 2.5.13	Exécuter le programme de construction de 525 nouveaux HVA	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	10 500	570	570	570	570	8 222
Action 2.5.14	Changer les ressources pour l'alimentation en eau potable de la ville de Toulepleu	Type de ressources utilisées	Rapport d'activité	ONEP	3 500	-	3 500	-	-	-
Action 2.5.15	Changer les ressources en eaux des villes de Grand Lahou et Yocoboué	Type de ressources utilisées	Rapport d'activité	ONEP	2 000	-	2 000	-	-	-
Action 2.5.16	Réaliser l'alimentation en eau potable des villes de Bondoukou et Bouna	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	15 379	1 200	5 679	8 500	-	-
Action 2.5.17	Alimenter en eau potable la ville de Tafiré à partir du fleuve Bandama	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	18 718	3 718	15 000	-	-	-
Action 2.5.18	Réaliser l'alimentation en eau potable des localités du District des Montagnes	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	11 705	2 705	4 000	5 000	-	-
Action 2.5.19	Renforcer la production en eau potable de la ville de Divo	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	812	-	545	267	-	-
Action 2.5.20	Renforcer le système d'alimentation en eau potable d'Odienné à partir du fleuve Baoulé et desserte des localités de Kimbirila Sud, Kaniasso et Tiémé	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	255	255	-	-	-	-
Action 2.5.21	Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Sassandra et alimentation des localités de Pauly-Brousse et Dakpadou	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	405	405	-	-	-	-
Action 2.5.22	Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Bouaflé et de sa région à partir de la Marahoué	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	1 125	1 125	-	-	-	-
Action 2.5.23	Renforcer le système d'alimentation en eau potable des localités de Ferkessedougou, Sinématiali, Waragnéné, Tongonérié et Koumbala à partir de Ferkessedougou	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	330	330	-	-	-	-
Action 2.5.24	Renforcer le système d'alimentation en eau potable des localités de Mankono, Séguéla et des villages environnants	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	246	246	-	-	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.5.25	Renforcer le système d'alimentation en eau potable de la ville de Soubré et des localités d'Okrouyo, de Méagui et de Grand Zattray	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	477	477	-	-	-	-
Action 2.5.26	Renforcer le système d'alimentation en eau potable des localités d'Oumé, Diégonefla, Hiré, Kokoumbo, Djékanou, Toumodi, Angod, Assounvoué et Lomo sud à partir du fleuve Bandama à Kimoukro	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	405	405	-	-	-	-
Action 2.5.27	Réaliser l'alimentation en eau potable de Gueyo et des villages environnants à partir de la rivière Davo	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	141	141	-	-	-	-
Action 2.5.28	Mettre en œuvre le Programme d'appui à l'accélération de l'accès durable à l'eau, hygiène et assainissement (PADEHA) - Volet eau potable	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	1 212	500	712	-	-	-
Action 2.5.29	Mettre en œuvre le projet structurant d'alimentation de plusieurs villes dans la région des lacs à partir de Yamoussoukro	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	4 360	-	2 725	1 635	-	-
Action 2.5.30	Mettre en œuvre le projet structurant d'alimentation en eau potable des villes de Sinfra, Gagnoa et les localités environnantes à partir du fleuve Bandama à Zambakro (Projet RPE)	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	45 700	5 700	25 000	15 000	-	-
Action 2.5.31	Réaliser l'alimentation en eau potable de la ville d'Adzopé et des localités environnantes à partir du fleuve Comoé à Dallo	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	63 004	1 200	26 000	31 226	804	3 774
Action 2.5.32	Sécuriser l'alimentation électrique de Riviera centre et Anonkoua Kouté	Existence de dispositifs de sécurisation	Rapport d'activité	ONEP	610	610	-	-	-	-
Action 2.5.33	Renforcer la production d'eau potable de Guiglo et réaliser le raccordement de Zagné et 9 autres localités	Nombre d'infrastructures construites Nombre de raccordements réalisés	Rapport d'activité	ONEP	2 955	-	2 000	955	-	-
Action 2.5.34	Alimenter en eau potable 31 nouvelles localités en HU	Nombre de localités alimentées	Rapport d'activité	ONEP	19 500	1 000	8 500	10 000	-	-
Action 2.5.35	Réaliser 81 systèmes HVA sur toute l'étendue du territoire	Nombres de HVA réalisées	Rapport d'activité	ONEP	15 000	1 000	6 000	8 000	-	-
Action 2.5.36	Réaliser les extensions de réseaux dans les centres des Directions Régionales SODECI d'Abidjan, Abengourou, Basse Côte, Bouaké, Daloa, Gagnoa, Korhogo, Man et Yamoussoukro	Nombre de nouvelles infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	4 660	500	1 100	2 000	500	560
Action 2.5.37	Alimenter en eau potable les quartiers périurbains d'Abidjan	Nombre d'infrastructures construites	Rapport d'activité	ONEP	15 000	500	500	2 000	500	11 500
Action 2.5.38	Construire les stations de déferrisation et de neutralisation dans les centres de la Direction Régionale SODECI de la Basse Côte	Nombre de stations de déferrisation et de neutralisation réalisées	Rapport d'activité	ONEP	600	200	400	-	-	-
Action 2.5.39	Renforcer les capacités de stockage dans les centres des Directions Régionales SODECI de la Basse Côte	Nombre de Directions Régionales renforcées	Rapport d'activité	ONEP	950	90	360	500	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.5.40	Construire une station à Guessabo pour alimenter Guessabo, Dibobly, Guézon, Zoukougbeu	Station à Guessabo fonctionnelle	Rapport d'activité	ONEP	1 045	-	545	500	-	-
Action 2.5.41	Production d'eau potable à partir du fleuve Bandama pour l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan	Nombre d'infrastructures réalisées	Rapport d'activité	ONEP	270 460	-	-	-	173 550	96 910
Extrant 2.6	Les innovations technologiques dans le secteur de l'hydraulique humaine sont promues	Proportion de la population utilisant les innovations technologiques (Base = ; Cible =)			4 610	510	1 500	2 600	-	-
Action 2.6.1	Promouvoir les technologies à faible coût pour la production d'eau potable	Nombre de nouvelles technologies vulgarisées	Rapport d'activité	ONEP	1 670	170	500	1 000	-	-
Action 2.6.2	Promouvoir les technologies à faible cout à base du solaire pour l'AEP des localités non-électrifiées	Nombre de nouvelles technologies vulgarisées	Rapport d'activité	ONEP	1 470	170	500	800	-	-
Action 2.6.3	Promouvoir les technologies à faible cout à base d'éolienne pour l'AEP des localités non-électrifiées	Nombre de nouvelles technologies vulgarisées	Rapport d'activité	ONEP	1 470	170	500	800	-	-
Effet 3	Les infrastructures des PTIC de qualité sont renforcées	Taux de couverture nationale en infrastructures des PTIC (Base = ; Cible =) aux de pénétration de la téléphonie mobile (Base = ; Cible =)			313 089	2 124	91 875	65 095	81 322	72 673
Extrant 3.1	La large bande est disponible sur l'ensemble du territoire	Taux de disponibilité du large bande (Base = ; Cible =)		MPTIC	145 300	300	50 000	10 000	50 000	35 000
Action 3.1.1	Construire 5 000 km de fibre optique	Nombre de Km de fibre optique construit	Rapport d'activité	ANSUT	145 300	300	50 000	10 000	50 000	35 000
Extrant 3.2	Le cahier des charges des opérateurs est intégralement appliqué	Taux de respect du cahier des charges des opérateurs du secteur des PTIC (Base = ; Cible =)		MPTIC	16 714	405	1 686	4 000	7 600	3 023
Action 3.2.1	Renforcer le contrôle périodique des actions du cahier des charges	Nombre de contrôle réalisé	Rapport d'activité	ARTCI	-	-	-	-	-	-
Action 3.2.2	Acquérir les outils de prédiction pour la coordination et le contrôle des fréquences et des implantations	Nombre d'outils de prédiction acquis	Rapport d'activité	AIGF	7 038	225	290	2 000	3 500	1 023
Action 3.2.3	Implanter 15 stations de contrôle des fréquences sur le territoire national et assurer la mise à niveau de la station d'Abidjan	Nombre de stations de contrôle des fréquences implantées Mise à niveau de la station d'Abidjan effectué	Rapport d'activité	AIGF	9 676	180	1 396	2 000	4 100	2 000
Extrant 3.3	Le réseau postal est étendu et modernisé sur tout le territoire national	Proportion de localités dotées de bureaux de poste modernes (Base = ; Cible =)		MPTIC	11 908	244	2 464	2 800	2 500	3 900
Action 3.3.1	Poursuivre la réouverture des bureaux de poste fermés	Nombre de bureaux de poste réouverts	Rapport d'activité	Poste CI	1 838	64	774	1 000	-	-
Action 3.3.2	Construire et équiper 200 nouveaux bureaux de poste	Nombre de bureaux construits et équipés	Rapport d'activité	MPTIC/Poste CI	5 980	90	890	1 000	1 500	2 500
Action 3.3.3	Renouveler les outils de production de la Poste	Nombre d'outils de production acquis	Rapport d'activité	Poste CI	4 090	90	800	800	1 000	1 400

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 3.4	Les capacités de l'Ecole Supérieure Africaine des TIC (ESATIC) sont renforcées	Nombre de nouvelles infrastructures adjointes à l'ESATIC (Base = ; Cible =)		MPTIC	22 850	525	7 925	3 850	5 350	5 200
Action 3.4.1	Créer et équiper des laboratoires (télécoms, électronique, informatique...)	Nombre de laboratoires créés et équipés	Rapport d'activité	ESATIC	1 025	125	200	100	500	100
Action 3.4.2	Construire et équiper des bâtiments et dortoirs (dortoirs de 120 places, amphithéâtre de 300 places, hôtel pour les enseignants...)	Nombre de bâtiments et dortoirs créés et équipés	Rapport d'activité	ESATIC	1 425	100	675	200	350	100
Action 3.4.3	Construire et équiper une annexe de l'ESATIC au sein du VITIB	Annexe de l'ESATIC construite et équipée	Rapport d'activité	ESATIC	19 100	100	6 000	3 500	4 500	5 000
Action 3.4.4	Récupérer la totalité du patrimoine de l'ESATIC	Texte de transfert du patrimoine de l'ESATIC disponible	JORCI	ESATIC	1 100	100	1 000	-	-	-
Action 3.4.5	Créer un incubateur TIC à l'ESATIC	Incubateur TIC à l'ESATIC fonctionnel	Rapport d'activité	ESATIC	200	100	50	50	-	-
Extrant 3.5	L'aménagement de la zone franche de Grand Bassam (VITIB) est achevé	Taux d'achèvement des travaux d'aménagement de la zone franche de Grand Bassam (Base = ; Cible =)		MPTIC	104 345	200	27 800	36 445	14 500	25 400
Action 3.5.1	Achever l'aménagement des 180 premiers hectares de terrain	Superficie aménagée	Rapport d'activité	VITIB	51 645	200	15 800	17 445	6 500	11 700
Action 3.5.2	Poursuivre l'aménagement de la zone franche (zone de 62Ha complémentaire)	Superficie complémentaire aménagée	Rapport d'activité	VITIB	52 700	-	12 000	19 000	8 000	13 700
Extrant 3.6	Le spectre est maîtrisé	Taux de maîtrise du spectre (Base =; Cible =)		MPTIC	11 972	450	2 000	8 000	1 372	150
Action 3.6.1	Restaurer le système de gestion et de contrôle automatisés du spectre(SGCAS)	Système de gestion et de contrôle fonctionnel	Rapport d'activité	AIGF	7 872	250	1 550	5 000	1 072	-
Action 3.6.2	Réaliser le projet de Centre Régional de Tests de Conformité et d'interopérabilité	Projet de Centre Régional de Tests de conformité et d'interopérabilité réalisé	Rapport d'activité	AIGF	4 100	200	450	3 000	300	150
Effet 4	Les infrastructures sportives modernes adaptées aux compétitions internationales sont construites, réhabilitées et équipées	Nombre d'infrastructures aux normes internationales (Base = ; Cible =) Nombre de participations aux compétitions internationales (Base = ; Cible =)"			179 505	20 562	50 964	54 332	26 507	27 140
Extrant 4.1	Les infrastructures sportives sont construites et équipées	Nombre de licenciés par discipline (Base =; Cible =)			154 405	19 200	48 464	50 664	16 100	19 977
Action 4.1.1	Construire/Réhabiliter les infrastructures de la CAN 2021	Nombre d'infrastructures sportives modernes construites Nombre d'infrastructures sportives modernes réhabilitées	Rapport d'activité	MSL/ONS	55 726	-	10 000	20 726	12 500	12 500
Action 4.1.2	Construire la cité olympique d'EBIMPE	Cité Olympique d'EBIMPE construite	Rapport d'activité ception des travaux	MSL/ONS	71 000	17 700	35 314	17 986	-	-

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.1.3	Construire le Lycée sportif de Bouaké et annexes	Lycée sportif et annexes de Bouaké construits	PV de réception des travaux	MSL/ONS	10 177	-	900	900	900	7 477
Action 4.1.4	Construire l'ARENA Basket Ball	ARENA Basket ball construit	PV de réception des travaux	MSL/ONS	10 802	-	250	10 552	-	-
Action 4.1.5	Construire un centre sportif, culturel et des TIC ivoire-coréen (centre DREAM/2015-2019)	Centre sportif, culturel et TIC ivoiro-coréen construit	PV de réception des travaux	MSL/ONS	6 700	1 500	2 000	500	2 700	-
Extrant 4.2	Les infrastructures sportives sont réhabilitées et équipées	Nombre de licenciés par discipline (Base = ; Cible =)			25 100	1 362	2 500	3 668	10 407	7 163
Action 4.2.1	Réhabiliter et accroître la capacité d'accueil du Stade de la Paix à Bouaké	Stade de la Paix de Bouaké réhabilité Nombre de place disponibles	PV de réception des travaux	MSL/ONS	25 100	1 362	2 500	3 668	10 407	7 163
Impact 2	L'environnement est préservé et le cadre de vie assaini	Proportion des zones protégées pour protéger la biodiversité Taux d'émission du CO2 (Base = 0,1737 kg en 2010 ; Cible = 0,1167)			833 223	115 958	198 083	189 598	165 883	163 701
Effet 1	L'urbanisation est durablement maîtrisée	Taux d'urbanisation (Base = ; Cible =) Pourcentage de villes disposant d'outils de planification urbaine tenant compte des projections démographiques et des besoins en ressources (Base = ; Cible =)			193 151	20 288	57 384	53 365	40 394	21 720
Extrant 1.1	Le cadre législatif et réglementaire du secteur du foncier urbain est renforcé	Nombre de réformes adoptées et appliquées Taux de réduction des frais administratifs pour l'enregistrement de la propriété au Registre Foncier			38 449	8 260	13 164	6 025	3 500	7 500
Action 1.1.1	Elaborer le code de l'urbanisme	Textes adoptés	JORCI	CAB/DGUFH	450	200	250	-	-	-
Action 1.1.2	Elaborer les textes réglementaires de la gestion du foncier urbain	Textes adoptés	JORCI	CAB/DGUFH	1 009	250	714	45	-	-
Action 1.1.3	Mettre en place un système d'information géographique du foncier urbain en Côte d'Ivoire	Existence d'un SIG	Rapport d'activité	CAB/DGUFH	10 500	3 000	6 000	1 500	-	-
Action 1.1.4	Mettre en place des mécanismes de célérité dans la délivrance des actes du foncier urbain	Délai de délivrance des actes du foncier urbain	Rapport d'activité	DGUFH	26 490	4 810	6 200	4 480	3 500	7 500
Extrant 1.2	La planification urbaine est renforcée	Proportion de localités utilisant des instruments d'urbanisme			139 379	10 478	39 700	43 837	31 394	13 970
Action 1.2.1	Elaborer les Plans d'Urbanisme Directeurs(PUD) des chefs-lieux de de Région et de département	Nombre de PUD disponibles	PV de reception	DGUFH	3 800	1 200	1 500	1 100	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.2.2	Elaborer les Plans d'Urbanisme de détails des Schémas Directeurs d'urbanisme et des PUD	Nombre de PU de détails des schémas Directeurs	PV de reception	DGUFH	6 250	750	5 500	-	-	-
Action 1.2.3	Mettre en œuvre les Schémas Directeurs d'urbanisme et les PUD	Nombre de SDU et PUD disponibles	PV de reception	DGUFH	84 720	4 500	18 000	35 000	20 000	7 220
Action 1.2.4	Mettre en place un organe de suivi et de contrôle de l'implémentation des outils de planification urbaine	Existence d'un organe	Rapport d'activité	DGUFH	20 000	500	3 200	4 000	6 800	5 500
Action 1.2.5	Améliorer la gestion administrative et technique du Foncier Urbain	Nombre de litiges	Rapport d'activité	CAB/DGUFH	18 679	2 278	8 000	3 287	4 014	1 100
Action 1.2.6	Assurer la production des terrains urbains accessibles à tous	Nombre de terrains urbain disponibles et accessibles	Rapport d'activité	DGUFH	5 930	1 250	3 500	450	580	150
Extrant 1.3	Les villes sont rénovées et revitalisées	Proportion de villes rénovées et revitalisées			15 323	1 550	4 520	3 503	5 500	250
Action 1.3.1	Elaborer et mettre en œuvre un plan national de rénovation des villes	Existence d'un plan national de renovation des villes	Rapport d'activité	DGUFH	9 100	750	2 200	2 500	3 650	-
Action 1.3.2	Promouvoir la résilience des populations dans la gestion urbaine	Nombre de campagnes de sensibilisations organisées	Rapport d'activité	DGUFH/DGLCV	3 923	300	1 070	853	1 500	200
Action 1.3.3	Développer et vulgariser les règles de la copropriété	Nombre de règles copropriété vulgarisées et développées	Rapport d'activité	DGLCV	2 300	500	1 250	150	350	50
Effet 2	L'habitat est amélioré et le cadre de vie rendu décent	Pourcentage de la population vivant dans un logement décent (Base = 30% en 2008 ; Cible =55,4%)			253 280	20 445	53 280	59 080	52 610	67 865
Extrant 2.1	Le cadre législatif et réglementaire du secteur de l'habitat et du cadre de vie est renforcé	Nombre de nouvelles réformes adoptées et appliquées Taux de réduction du délai d'obtention du Permis de construire			6 630	1 200	3 880	550	850	150
Action 2.1.1	Elaborer le code de l'Habitat	Code de l'Habitat disponible	JORCI	CAB/DGLCV	1 150	300	800	50	-	-
Action 2.1.2	Elaborer les textes réglementaires de l'habitat intégrant le handicap dans les normes de construction	Textes élaborés et adoptés	JORCI	CAB/DGLCV	780	150	580	50	-	-
Action 2.1.3	Faire une application effective de la maîtrise d'ouvrage/délégué en matière de construction	Respect des procédures	Rapport d'activité	CAB/DGLCV/DGCAM	4 700	750	2 500	450	850	150
Extrant 2.2	La production de logement décent et durable est accrue	Nombre de logements décents construits			89 000	9 400	20 100	6 900	6 200	46 400
Action 2.2.1	Mobiliser des réserves foncières sur toute l'étendue du territoire pour la production des logements sociaux économiques	Superficie de réserves foncières disponibles	Rapport d'activité	AGEF/DGLCV	51 800	2 000	2 000	2 500	2 500	42 800

	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.2.2	Viabiliser les terrains destinés à la production des logements sociaux économiques	Superficie viabilisées	Rapport d'activité	AGEF/DGLCV	14 300	3 000	3 000	3 000	2 800	2 500
Action 2.2.3	Mettre en place des mécanismes d'application et de respect des règles de construction	Respect des procédures	Rapport d'activité	DGCAM/DGLCV	8 000	2 500	4 500	500	250	250
Action 2.2.4	Promouvoir les matériaux de construction "vert" et durables	Proportion de constructions nouvelles équipées de matériaux "vert" et durables	Rapport d'activité	DGCAM/DGLCV	7 000	900	5 400	150	200	350
Action 2.2.5	Réaliser les projets d'envergure de construction de logement	Nombre de logements construits	Rapport d'activité	DGCAM/DGLCV	7 900	1 000	5 200	750	450	500
Extrant 2.3	Le patrimoine immobilier de l'Etat est connu	Existence d'un repertoire actualisé des actifs immobiliers de l'Etat			157 650	9 845	29 300	51 630	45 560	21 315
Action 2.3.1	Identifier et immatriculer le patrimoine immobilier de l'Etat	Nombre de biens immobiliers de l'Etat	Rapport d'activité	SOGEPiE	10 690	1 605	6 500	935	865	785
Action 2.3.2	Réaliser l'expertise immobilière du patrimoine de l'Etat	Proportion de biens immobiliers de l'Etat expertisée	Rapport d'expertise	SOGEPiE	5 580	320	4 300	320	320	320
Action 2.3.3	Améliorer la gestion des baux administratifs	Existence d'un document de procédures amélioré	Rapport d'activité	SOGEPiE	46 750	2 000	5 000	20 375	10 375	9 000
Action 2.3.4	Accroître le parc immobilier de l'Etat	Nombre de nouvelles acquisitions et constructions	Rapport d'activité	SOGEPiE	45 840	3 500	5 500	15 000	16 000	5 840
Action 2.3.5	Assurer la gestion, la réhabilitation, la maintenance et l'entretien des biens immobiliers de l'Etat	Nombre de bâtiments réhabilités et entretenus	Rapport d'activité	SOGEPiE	48 790	2 420	8 000	15 000	18 000	5 370
Effet 3	Le système de drainage, d'assainissement et de salubrité est amélioré	Proportion de la population utilisant un système d'assainissement amélioré (Base = 66,8% en 2015 ; Cible = 81%) Proportion de la population vivant dans un cadre de vie sain (Base = ; Cible =)	ENV		240 090	36 863	60 505	49 620	46 432	46 670
Extrant 3.1	Le cadre institutionnel du secteur de l'assainissement et de drainage est amélioré et les outils de planification élaborés	Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'hygiène du cadre de vie Nombre d'instruments de planification utilisés dans le secteur de l'assainissement et de drainage			31 890	6 750	15 600	5 440	3 550	550
Action 3.1.1	Elaborer et adopter une politique nationale de l'assainissement et du drainage incluant le secteur rural	Existence d'un document de politique	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	1 900	700	1 200	-	-	-
Action 3.1.2	Elaborer un plan national de l'assainissement et du drainage incluant le secteur rural	Existence d'un plan national de l'assainissement et du drainage	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	2 800	500	2 300	-	-	-
Action 3.1.3	Elaborer la législation, la réglementation, la normalisation et la diffusion des textes dans le domaine de l'assainissement et du drainage	Nombre de textes adoptés et diffusés	JORCI	CAB/DGCAM/ONAD	9 200	500	3 200	3 500	2 000	-
Action 3.1.4	Elaborer ou actualiser les schémas directeurs d'assainissement et de drainage des chefs-lieux de régions et de départements	Existence de schémas directeurs d'assainissement actualisés	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	8 790	2 500	3 900	1 390	1 000	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.1.5	Mettre en place un système d'information géographique sur les infrastructures d'assainissement en Côte d'Ivoire	Existence d'un système d'information géographique fonctionnel	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	3 450	950	2 500	-	-	-
Action 3.1.6	Assurer la coordination des actions et des acteurs du secteur	Existence d'un cadre de collaboration fonctionnel	Rapport d'activité	CAB/DGCAM/ONAD	5 750	1 600	2 500	550	550	550
Extrant 3.2	Les ouvrages d'assainissement et de drainage sont maintenus et renforcés	Taux de couverture moyen des villes en réseaux d'assainissement et de drainage (Base = ; Cible =)			63 675	10 250	15 500	14 500	10 340	13 085
Action 3.2.1	Mettre en œuvre, densifier et interconnecter les réseaux d'assainissement et de drainage	Existence d'un système de drainage mis en œuvre	Rapport d'activité	DGCAM/ONAD	34 340	6 450	7 500	7 500	5 340	7 550
Action 3.2.2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages et équipements d'assainissement et de drainage	Nombre d'ouvrages réhabilités et entretenus	Rapport d'activité	DGCAM/ONAD	29 335	3 800	8 000	7 000	5 000	5 535
Extrant 3.3	Les ouvrages de salubrité urbaine et rurale sont renforcés	Taux de couverture moyen des villes en ouvrages de salubrité (Base = ; Cible =) Taux de couverture moyen des villages en ouvrages de salubrité (Base = ; Cible =)			87 730	15 518	17 100	16 035	18 642	20 435
Action 3.3.1	Elaborer les schémas directeurs de gestion des déchets solides, ménagers et assimilés des 31 régions et 2 Districts autonome	Nombre de schémas directeurs élaborés	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR /DOSULN	1 900,0	200	500	400	400	400
Action 3.3.2	Construire les infrastructures de gestion de déchets solides, ménagers et assimilés dans les 31 régions et 2 Districts autonome	Nombre d'infrastructures construits	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/DISVD	83 412,0	15 000	16 000	15 135	17 642	19 635
Action 3.3.3	Equiper les ouvrages de gestion des déchets solides, ménagers et assimilés en matériels techniques des 31 régions et 2 Districts autonome	Nombre d'ouvrages équipés	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/DISVD	2 418,0	318	600	500	600	400
Extrant 3.4	La gestion durable des déchets solides, liquides et dangereux est assurée	Taux de traitement des déchets solides, liquides et dangereux			17 295	1 345	4 305	5 145	3 900	2 600
Action 3.4.1	Professionnaliser la filière des déchets dans les régions	Nombre de professionnels dans la filière	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/ PNGD/DVRS	3 245,0	545	400	800	800	700
Action 3.4.2	Promouvoir la construction d'infrastructures de gestion des déchets industriels et dangereux en partenariat public-privé	Nombre d'infrastructures de gestion de déchets industriels et dangereux construites en PPP	Rapport d'activité	DITE/PNGD/DGSU	5 645,0	200	400	1 745	2 000	1 300
Action 3.4.3	Mettre en place les filières de récupération, de recyclage et de valorisation des déchets	Nombre de filières mis en place	Rapport d'activité	DGSU/ANASUR/ PNGD/DVRS	7 905,0	500	3 405	2 500	1 000	500
Action 3.4.4	Mettre en œuvre de la stratégie nationale de gestion des déchets	Document de stratégie mis en œuvre	Rapport d'activité	DGSU/PNGD	500,0	100	100	100	100	100
Extrant 3.5	La lutte contre les nuisances, les pollutions urbaines et le désordre urbain est renforcée	Fréquence des nuisances et des pollutions urbaines Taux de réduction du désordre urbain			39 500	3 000	8 000	8 500	10 000	10 000
Action 3.5.1	Elaborer et mettre en œuvre les stratégies de lutte contre les nuisances et le désordre urbain	Document de stratégie mis en œuvre	Rapport annuel de mise en œuvre	DGSU/DOSULN/ ANASUR	15 000	1 000	3 000	3 000	4 000	4 000

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.5.2	Libérer le domaine public illégalement occupé sur l'ensemble du territoire	Nombre d'emprises publiques illégalement occupées libérées	Rapport d'activité	DGSU/DOSULN/ANASUR	13500	1000	3000	3000	3500	3000
Action 3.5.3	Embellir les espaces publics libérés et autres espaces verts sur l'ensemble du territoire	Nombre d'espaces publics embellis	Rapport d'activité	DGSU/DPSUQCV	11000	1000	2000	2500	2500	3000
Effet 4	La gestion durable des ressources naturelles et les capacités d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique sont assurées	Taux de dégradation des ressources naturelles (Base = ; Cible =) Proportion des zones terrestres et maritimes protégées (Base = ; Cible =) Proportion du territoire couvert par la forêt (Base = ; Cible =)			146 702	38 362	26 914	27 533	26 447	27 446
Extrant 4.1	Le cadre institutionnel et réglementaire des eaux et forêts et de l'environnement est renforcé	Nombre de réformes adoptées et appliquées en matière d'environnement Nombre de réformes adoptées et appliquées dans le secteur des eaux et forêts			8 064	1 879	1 875	1 353	1 806	1 150
Action 4.1.1	Achever l'élaboration et l'adoption des décrets et arrêtés de la loi portant Code de l'Environnement	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGE/ANDE	160,0	32	53	53	21	-
Action 4.1.2	Elaborer et valider le Code de la Salubrité et ses Décrets d'Application	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGSU	155,0	30	40	50	35	-
Action 4.1.3	Elaborer et valider la loi sur les déchets et ses Décrets d'application	Textes élaborés	JORCI	DGSU/PNGD/DAJC/DGE	173,9	124	50	-	-	-
Action 4.1.4	Elaborer et valider la loi sur la gestion des produits chimiques	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGE/PNGPC	50,0	33	17	-	-	-
Action 4.1.5	Elaborer et valider la loi sur la gestion des risques et la gestion des catastrophes	Textes élaborés	JORCI	DAJC/IGEDD	75,0	13	63	-	-	-
Action 4.1.6	Elaborer et valider la loi sur la gestion des nuisances et pollution urbaine	Textes élaborés	JORCI	DGSU/DOSULN/DAJC	75,0	25	50	-	-	-
Action 4.1.7	Elaborer et valider la loi sur la biosécurité	Textes élaborés	JORCI	DAJC/CNDD	75,0	50	25	-	-	-
Action 4.1.8	Elaborer et valider la loi sur la diversité biologique	Textes élaborés	JORCI	DAJC/CNDD	150,0	86	64	-	-	-
Action 4.1.9	Elaborer et valider la loi sur la gestion du littoral	Textes élaborés	JORCI	DAJC/CNDD/PNGRN	75,0	50	25	-	-	-
Action 4.1.10	Elaborer et valider les documents de politique et stratégies en matière d'environnement, de salubrité urbaine et du développement durable	Textes élaborés	JORCI	DGSU/DGE/DGDD/PROGRAMMES/DAJC	250,0	100	150	-	-	-
Action 4.1.11	Elaborer et valider les Décrets et Arrêtés d'application de la loi d'orientation du Développement Durable	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGDD	45,0	17	28	-	-	-
Action 4.1.12	Elaborer et valider la loi de gestion sur les eaux de ballast	Textes élaborés	JORCI	DAJC/DGE/CIAPOL	30,0	20	10	-	-	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.1.13	Mettre la réglementation nationale en conformité avec les conventions et traités internationaux	Textes élaborés	JORCI	DAJC	0,0	-	-	-	-	-
Action 4.1.14	Rendre opérationnels les comités de développement durable	Nombre de comités opérationnels	Rapport d'activité	CNDD/DPDD	500,0	150	150	100	100	
Action 4.1.15	Renforcer le mécanisme de contrôle et de suivi évaluation des projets et programmes du MINESUDD	Existence de mécanisme de contrôle et de suivi évaluation	Rapport d'activité	DEEPS/GEDD	500,0	100	100	100	100	100
Action 4.1.16	Elaborer le plan opérationnel du MINESUDD	Plan opérationnel fonctionnel	Rapport d'activité	DEEPS	250,0	50	50	50	50	50
Action 4.1.17	Mettre en œuvre le schéma directeur informatique	Schéma directeur informatique opérationnel	Rapport d'activité	DID/DEEPS	5 500,0	1 000	1 000	1 000	1 500	1 000
Extrant 4.2	Les populations sont sensibilisées en matière de protection de l'environnement et des eaux et forêts	Nombre d'acteurs sensibilisés et formés			28 123	4 545	6 119	5 982	5 757	5 722
Action 4.2.1	Renforcer les capacités des acteurs de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable.	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	MINESUDD	845,0	180	180	180	180	125
Action 4.2.2	Renforcer les capacités des Magistrats et des Officiers de Police Judiciaire en matière de Droit de l'environnement	Nombre de formations organisées		DAJC	1 155,0	800	130	75	50	100
Action 4.2.3	Renforcer les capacités des acteurs des différents ministères à la grille d'évaluation des politiques, programmes et projets sectoriels dans la prise en compte des questions environnementales, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre de formations organisées	Rapport d'activité	DGDD	1 240,0	950	140	50	50	50
Action 4.2.4	Renforcer les capacités des agents pour la protection des forêts et de la biodiversité			MINEF/DAFP	1 6971,0	-	4 332	4 317	4 162	4 162
Action 4.2.5	Mener des campagnes de sensibilisation et de promotion en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre de campagnes de sensibilisations et de promotion organisées	Rapport d'activité	MINESUDD	5 777,0	1 165	1 117	1 165	1 165	1 165
Action 4.2.6	Elaborer et vulgariser les guides sectoriels de bonnes pratiques en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Existence de guides de bonnes pratiques	Rapport d'activité	MINESUDD	495,0	250	120	75	50	-
Action 4.2.7	Organiser des journées nationales en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable (portes ouvertes, quinzaine nationale de l'environnement, journées mondiales des océans, de l'environnement, désertification, changement climatique, journée nationale de la propreté, journée nationale de développement durable,...)	Nombre de journées nationales organisées	Rapport d'activité	MINESUDD	1 640,0	1 200	100	120	100	120
Extrant 4.3	Le patrimoine forestier est reconstruit et le couvert stabilisé à la norme internationale	Taux de reconstitution du patrimoine forestier (Base = ; Cible =) Superficie totale stabilisée à la norme internationale (Base = ; Cible =)	Rapport d'activité		51 950	8 000	12 024	12 995	9 965	8 965

	RESULTATS ESCOMPTE	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.3.1	Renforcer la conservation des parcs nationaux et des réserves naturelles	Ratio agents des Eaux et Forêts - zones protégées Nombre d'équipements acquis	Rapport d'activité	OIPR	10 000,0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Action 4.3.2	Etendre le réseau des aires protégées	Nouvelles aires protégées	Rapport d'activité	DEPN	2 390,0	1 000	1 000	150	120	120
Action 4.3.3	Construire des infrastructures pour promouvoir l'écotourisme dans les parcs nationaux et les réserves naturelles	Proportion des parcs et réserves disposant de circuits touristiques	Rapport d'activité	OIPR	32 000,0	5 000	7 000	9 000	6 000	5 000
Action 4.3.4	Construire et équiper des bâtiments administratifs pour les structures déconcentrées du MINEF			MINEF/DAFP	7 560,2	-	2 024	1 845	1 845	1 845
Extrant 4.4	La préservation de la biodiversité est renforcée	Proportion d'espèces menacées d'extinction Nombre d'espaces protégés			16 282	2 300	3 050	2 532	3 550	4 850
Action 4.4.1	Renforcer la surveillance des Parcs Nationaux et Réserves Naturelles	Nombre d'agents de surveillance opérationnels	Rapport d'activité	OIPR	5 250,0	750	1 500	1 000	1 000	1 000
Action 4.4.2	Renforcer les Activités Génératrices de Revenus (AGR) au bénéfice des populations riveraines des parcs et réserves	Proportion des populations riveraines bénéficiaires	Rapport d'activité	OIPR	8 800,0	500	1 500	1 300	2 500	3 000
Action 4.4.3	Renforcer la coopération transfrontalière en matière de lutte contre le braconnage	Accord signé	Rapport d'activité	OIPR	250,0	50	50	50	50	50
Action 4.4.4	Améliorer la gestion des ressources fauniques dans les parcs et réserves naturelles	Inventaire de ressources fauniques actualisé	Repertoire	DEPN/OIPR/CNDD/PNGRN	900,0	500	0	100	0	300
Action 4.4.5	Améliorer la gestion des ressources floristiques dans les parcs et réserves naturelles	Inventaire des ressources floristiques	Repertoire	DEPN/OIPR/CNDD/PNGRN	1 082,0	500	0	82	0	500
Extrant 4.5	La gestion intégrée des ressources en eau est renforcée	Nombre d'agences et organismes de bassin fonctionnels Niveau de pollution des ressources en eau			5 190	750	710	710	1 510	1 510
Action 4.5.1	Renforcer les capacités du CIAPOL en laboratoires et équipements pour l'analyse de la qualité des eaux	Quantité de matériels acquis par nature Nombre de laboratoires construits	Rapport d'activité	MINESUDD/CIAPOL	5 100,0	700	700	700	1 500	1 500
Action 4.5.2	Faire des publications scientifiques sur la qualité des ressources en eau	Nombre de publication scientifique	Rapport d'activité	MINESUDD/CIAPOL	90,0	50	10	10	10	10
Extrant 4.6	La lutte contre l'érosion côtière et les capacités d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique sont renforcées	Taux de réduction de la longueur du recul du trait de côte Taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre			19 209	12 955	1 447	1 237	1 570	2 000
Action 4.6.1	Mettre en œuvre le Plan stratégique pour la protection des zones côtières	Plan stratégique mis en œuvre	Rapport annuel de mis en œuvre	MINESUDD/RECHERCHE/PLAN/CIAPOL	10 255	10 000	100	155	0	0
Action 4.6.2	Mettre en œuvre le Plan POLLUMAR	Plan mis en œuvre	Rapport annuel de mis en œuvre	MINESUDD/CIAPOL	1 650	500	450	100	250	350

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.6.3	Elaborer la stratégie REED+	Stratégie REED+ disponible	Rapport d'activité	REDD+	650	250	100	100	100	100
Action 4.6.4	Mettre en œuvre le Plan d'Investissement FORESTIER (PIF) dans le Sud-Ouest et le Bélier	PIF disponible	Rapport annuel de mis en œuvre	REDD+	1 199	500	120	129	200	250
Action 4.6.5	Mettre en œuvre le programme de réduction des émissions	Programme fonctionnel	Rapport annuel de mis en œuvre	REDD+	2 060	1 000	100	210	250	500
Action 4.6.6	Préparer l'accès à la Côte d'Ivoire aux financements climatiques pour une transition vers une économie verte résiliente au changement climatique	Document de plaidoyer disponible	Rapport d'activité	MINESUDD/PNCC	260	100	40	40	40	40
Action 4.6.7	Améliorer la résilience des populations au changement climatique, par accès à l'information climatique pour une meilleure intégration du changement climatique dans les politiques nationales et sectorielles de développement	Nombre de sensibilisations	Rapport d'activité	MINESUDD/PNCC	280,0	100	60	40	40	40
Action 4.6.8	Elaborer le plan national d'adaptation aux changements climatiques	Plan disponible	Rapport d'activité	MINESUDD/PNCC	25,0	25	-	-	-	-
Action 4.6.9	Mettre en œuvre le projet OZONE	Projet opérationnel	Rapport de mis en œuvre	Projet Ozone	250,0	50	50	50	50	50
Action 4.6.10	Renforcer les capacités des acteurs pour la prise en compte des questions de climat dans l'élaboration des plans/programmes et stratégies sectoriels	Nombre d'agents formés	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	230,0	50	50	50	40	40
Action 4.6.11	Institutionnaliser un mécanisme national d'inventaire de gaz à effet de serre	Textes adoptés	JORCI	Bureau Technique Changement Climatique	300,0	50	60	70	60	60
Action 4.6.12	Poursuivre la préparation de la Côte d'Ivoire en vue de la mise en œuvre des actions identifiées dans les Contributions Prévues déterminées au niveau National (INDC) sur le climat	Document pays disponible	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	400,0	100	50	50	100	100
Action 4.6.13	Elaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (NAMA)	Stratégie nationale d'atténuation opérationnelle	Rapport de mis en œuvre	Bureau Technique Changement Climatique	400,0	50	50	50	120	130
Action 4.6.14	Elaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de réduction des polluants atmosphériques de courte durée de vie (SLCPs)	Stratégie nationale opérationnelle	Rapport de mis en œuvre	Bureau Technique Changement Climatique	405,0	50	50	55	120	130
Action 4.6.15	Réaliser des activités habilitantes pour la préparation de la Quatrième Communication Nationale sous la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC)	Nombre d'activités réalisées	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	361,0	80	67	54	80	80
Action 4.6.16	Produire un rapport biennal (tous les deux ans) actualisé d'inventaire de gaz à effet de serre	Rapport disponible	Rapport d'activité	Bureau Technique Changement Climatique	484,0	50	100	84	120	130

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Extrant 4.7	Les filières vertes et le développement durable sont renforcés promues	Nombre d'emplois verts créés			1010	180	250	210	210	160
Action 4.7.1	Promouvoir la responsabilité sociétale des organisations (RSO)	Proportion organisations engagées dans la responsabilité sociétale	Rapport d'activité	DGDD/DEVRS	100	20	20	20	20	20
Action 4.7.2	Renforcer le système de comptabilité et de fiscalité environnementale	Bilan carbone disponible	Rapport d'activité	DEVRS	60	20	40	0	0	0
Action 4.7.3	Mettre en œuvre les achats publics durables	Existence d'un code des marchés publics prenant en compte les questions de développement durable	JORCI	DGDD	100,0	20	20	20	20	20
Action 4.7.4	Développer les compétences des acteurs dans les filières et technologies vertes	Nombre d'acteurs formés	Rapport d'activité	DEVRS	100,0	20	20	20	20	20
Action 4.7.5	Insérer les jeunes dans les métiers verts	Nombre de jeunes insérés	Rapport d'activité	DEVRS	650,0	100	150	150	150	100
Extrant 4.8	La protection durable de l'environnement est renforcée	Nombre de dispositifs de protection fonctionnels Proportion de sites vulnérables protégés Fréquence de la diffusion des rapports sur l'état de l'environnement			14 292	7 026	874	1 964	1 684	2 744
Action 4.8.1	Construire et équiper les locaux du CIAPOL, de l'OIPR, de l'ANDE, de l'ANASUR, de la brigade de salubrité et de la Bourse des Déchets	Nombre de locaux construits et équipés	Rapport d'activité	CIAPOL/OIPR/ANDE/ANASUR/BRIGADE/DGSU/DOSULN	1 820	1040	100	200	230	250
Action 4.8.2	Restaurer les écosystèmes dégradés	Proportion d'écosystème restaurés	Rapport d'activité	CIAPOL	2 670	1 000	120	700	450	400
Action 4.8.3	Gérer durablement les pesticides et les intrants obsolètes	Quantité de pesticides et les intrants obsolètes traités	Rapport d'activité	DGE/PNPC	4 240	3 000	130	350	380	380
Action 4.8.4	Evaluer et gérer les risques liés aux produits chimiques	Existence d'un mécanisme fonctionnel de gestion des risques	Rapport d'activité	DGE/PNPC	2 950,0	1 200	140	200	210	1 200
Action 4.8.5	Développer les stations de mesure et d'analyse de la qualité des matrices environnementales (eau, air, sol)	Nombre de stations de mesure et d'analyse de la qualité des matrices environnementales fonctionnelles	Rapport d'activité	CIAPOL	1 072,0	372	100	200	200	200

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 4.8.6	Mettre en œuvre le système d'information environnemental (SIE)	Système d'information environnementale fonctionnelle	Rapport d'activité	DID	950,0	300	150	200	100	200
Action 4.8.7	Mettre en place le portail du développement durable/RSE	Existence d'un portail du développement durable fonctionnel	Rapport d'activité	DGDD	70,0	10	30	10	10	10
Action 4.8.8	Renseigner les indicateurs de développement durable	Indicateurs renseignés	Rapport d'activité	DGDD	120,0	24	24	24	24	24
Action 4.8.9	Rendre opérationnel le Cadre Permanent de concertation	Cadre Permanent de Concertation opérationnel	Rapport d'activité	MINESUDD/ OBSERVATOIRE	400,0	80	80	80	80	80
Extrant 4.9	Les risques de catastrophes sont réduits	Taux de réduction des zones à risque Fréquence des publications sur les risques de catastrophe			2 582	727	565	550	395	345
Action 4.9.1	Intégrer la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans les programmes, projets et plan de développement	Proportion de programmes, projets et plan de développement intégrant la réduction des risques de catastrophes	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	125	25	25	25	25	25
Action 4.9.2	Elaborer les indicateurs nationaux de vulnérabilité aux risques naturels	Indicateurs renseignés	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	130,0	50	20	20	20	20
Action 4.9.3	Elaborer une cartographie des risques naturels sur l'étendue du territoire	Document de document de cartographie disponible	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	200,0	50	50	50	50	0
Action 4.9.4	Mettre en place des Systèmes d'Alerte Précoce multirisques	Existence de systèmes d'alerte précoce	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	640,0	200	120	120	100	100
Action 4.9.5	Mettre en place un cadre approprié pour le partenariat Public Privé	Existence d'un cadre approprié de partenariat public-privé	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	50,0	25	25	0	0	0
Action 4.9.6	Faire une évaluation complète des risques naturels sur toute l'étendue du territoire	Rapport d'évaluation disponible	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	150,0	100	25	25	0	0
Action 4.9.7	Rendre fonctionnel la plateforme nationale RRC	Plateforme opérationnel	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	787,0	177	200	210	100	100
Action 4.9.8	Sensibiliser les populations sur la réduction des risques de catastrophes	Nombre de séances de sensibilisation des risques organisées	Rapport d'activité	IGEDD/PNRRC	500,0	100	100	100	100	100

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRE

AXE STRATEGIQUE V

RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
	TOTAL AXE STRATEGIQUE 5				277 847	3 883	90 229	91 419	55 746	36 570
Impact 1	L'insertion économique et l'intégration régionale et internationale sont renforcées	Part de la CI dans les exportations mondiales (Base = 0,07 en 2014 ; Cible = 0,5) Part de la CI dans le PIB sous-régional et régional (Base = ; Cible =)			466 493	29 990	127 514	126 657	109 072	73 260
Effet 1	La Côte d'Ivoire joue un rôle accru dans l'intégration régionale	Contribution financière de la CI dans les organisations régionales et sous-régionales Nombre de représentations des organisations régionales en Côte d'Ivoire Taux de couverture diplomatique (Base= 62% en 2014; Cible=100%)			146 157	5 278	42 815	50 412	39 332	8 320
Extrant 1.1	Le cadre institutionnel et réglementaire national de gestion de l'intégration régionale est renforcé	Pourcentage de textes communautaires ratifiés - Nombre d'infrastructures réalisées			2 517	30	1 092	570	415	410
Action 1.1.1	Assurer la mise en cohérence des politiques nationales avec les politiques régionales			MIAIE/MEMAE	1 240	10	510	240	240	240
Action 1.1.2	Accélérer la transposition des textes communautaires dans le droit national et prendre des textes nationaux d'application	Nombre de textes communautaires ratifiés		MPMEF/MIAIE/MEMAE	160	10	60	30	30	30
Action 1.1.3	Renforcer le cadre institutionnel de gestion de l'intégration africaine			MIAIE	1 117	10	522	300	145	140
Extrant 1.2	La contribution de la Côte d'Ivoire à l'intégration économique et monétaire en Afrique est renforcée	Volume des flux économiques et financiers de la Côte d'Ivoire sur les marchés régionaux			4 060	30	1 836	1 587	328	279
Action 1.2.1	Intensifier la mobilisation des capitaux sur les marchés financiers et bancaires			MIAIE	420	10	176	77	78	79
Action 1.2.2	Faciliter la libre circulation des biens, services et des facteurs de production (personnes et capitaux)			MIAIE	3 430	10	1 610	1 460	200	150
Action 1.2.3	Renforcer la mise en œuvre de l'ensemble des volets nationaux des politiques de convergence économique et monétaires en Afrique de l'Ouest	Niveau de transposition des actes communautaires de l'UEMOA relatifs à la libre circulation des personnes et des biens		MPMEF/MIAIE	210	10	50	50	50	50
Extrant 1.3	La participation de la Côte d'Ivoire aux mécanismes communs de prévention, de gestion des conflits et crises humanitaires est renforcée	Niveau de réalisation des engagements pris par la CI au cours des sommets extraordinaires sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest			748	33	250	155	155	155
Action 1.3.1	Intensifier la lutte contre la traite des personnes			MIAIE	318	3	150	55	55	55
Action 1.3.2	Contribuer à l'intensification de la lutte contre le terrorisme, la circulation illicite des armes en Afrique			MIAIE	290	10	70	70	70	70

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 1.3.3	Accroître la participation de la Côte d'Ivoire aux opérations de maintien de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest			MIAIE	50	10	10	10	10	10
Action 1.3.4	Renforcer les capacités des acteurs nationaux à la prévention et à la gestion des situations de crises humanitaires à effets régionaux			MIAIE	90	10	20	20	20	20
Extrant 1.4	La mise en œuvre des volets nationaux des politiques sectorielles communes est renforcée	Niveau de mise en œuvre des volets nationaux de la feuille de route des politiques sectorielles communautaires			138 832	5 185	39 637	48 100	38 434	7 476
Action 1.4.1	Mettre en œuvre des pôles économiques de développement			MIAIE	47 345	25	15 000	15 000	13 774	3 546
Action 1.4.2	Construire le Port sec de Ferkéssédougou			MIAIE	35 000	350	2 000	10 000	20 000	2 650
Action 1.4.3	Construire le Port sec de Danané			MIAIE/MEMPD	4 000	0	1 000	1 000	1 000	1 000
Action 1.4.4	Assurer l'interconnexion en infrastructures communautaires des Etats (Energie, Mine, Routes, Autoroutes, Télécommunication, gaz)	Niveau d'interconnexion des infrastructures (route, électricité, chemin de fer, aérien, hydrocarbure)		MIAIE	535	15	130	130	130	130
Action 1.4.5	Développer des Programmes Communautaires de Développement Humain (Santé, Education, Emploi, Sport, Culture et Genre)	Niveau de réalisation des recommandations de l'étude "portant impact socio-économique de la culture sur le développement des Etats"		MIAIE	720	15	500	205	-	-
Action 1.4.6	Développer des Programmes Communautaires de Développement Durable (Agriculture, Environnement, Eaux et Forêts)	Niveau de réalisation des aspects régionaux du PNIA		MIAIE	5 128	4 753	65	280	30	-
Action 1.4.6	Contribuer à la mise en œuvre des Programmes de Coopération et de développement Transfrontaliers			MIAIE	46 104	27	20 942	21 485	3 500	150
Effet 2	L'éco-diplomatie et la coopération internationale facilitent l'attraction des investissements et la visibilité	Taux de croissance moyen des IDE (Base = AD ; Cible = AD) Volume des IDE mobilisés par an (Base = ; Cible =)			215 194	24 237	52 522	45 888	49 014	43 533
Extrant 2.1	L'éco-diplomatie est développée	Nombre de textes relatifs à l'éco-diplomatie adoptés et mis en œuvre Evolution des IDE			3 588	392	862	827	227	1 280

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.1.1	Promouvoir les partenariats économiques stratégiques (Asie, Moyen orient, Amérique du sud, etc.)	Nombre d'accords de partenariats économiques et stratégiques signés et mis en œuvre par an		MEMAE	125	25	25	25	25	25
Action 2.1.2	Définir le cadre institutionnel et les stratégies de l'éco-diplomatie	Nombre de textes relatifs à l'éco-diplomatie adoptés et mis en œuvre		MEMAE	50	15	35	-	-	-
Action 2.1.3	Améliorer le dialogue avec tous les acteurs impliqués dans la promotion de l'action économique extérieure (secteur privé et Etat)	Nombre de missions de prospection économique et commerciale conjointes et suivies		MEMAE	10	2	2	2	2	2
Action 2.1.4	Promouvoir la mobilisation des ressources financières extérieures	Nombre d'accords de partenariats économiques et stratégiques signés et mis en œuvre par an		MEMAE	1 603	150	300	300	100	753
Action 2.1.5	Intensifier le lobbying et la promotion de la destination Côte Ivoire (promotion commerciale, organisation et animation de forum, etc.)	Nombre de rencontres (atelier, sommet, conférence, séminaire) internationales de haut niveau organisée en CI		MEMAE	1 800	200	500	500	100	500
Extrant 2.2	Les Services de Promotion Economique Extérieure (SPEE) de la Côte d'Ivoire sont développés	Nombre de Services de promotion économique fonctionnels	Rapport d'activités DGE		85 814	20 814	24 000	15 000	14 000	12 000
Action 2.2.1	Adopter le cadre Institutionnel et réglementaire des Services de Promotion Economique Extérieure	Décret de création Arrêtés de fonctionnement adoptés	Rapport d'activités DGE	MPMEF	40 314	4 314	13 000	7 500	8 000	7 500
Action 2.2.2	Poursuivre l'installation des Services de Promotion Economique Extérieure dans les 18 zones économiques restantes	Nombre de Services de Promotion Economique créés	Rapport d'activités DGE	MPMEF	30 000	13 000	7 000	5 000	3 000	2 000
Action 2.2.3	Renforcer les capacités opérationnelles de coordination et de suivi des activités des Services de Promotion Economique Extérieure	Nombre de Services de Promotion Economique aux capacités techniques renforcées	Rapport d'activités DGE	MPMEF	15 500	3 500	4 000	2 500	3 000	2 500
Extrant 2.3	L'outil diplomatique est modernisé	Proportion de représentations diplomatiques modernisées Niveau de satisfaction des usagers dans les représentations diplomatiques "			98 312	1 707	22 100	24 401	27 644	22 460
Action 2.3.1	Renforcer le cadre institutionnel de la diplomatie	Nombre de textes adoptés		MEMAE	570	100	100	170	100	100
Action 2.3.2	Améliorer le cadre de travail (acquisition, construction et réhabilitation de Chancelleries, résidences et logements)	Nombre d'immeubles réhabilités, construits ou acquis par an		MEMAE	88 591	1 000	20 000	22 231	25 000	20 360
Action 2.3.3	Renforcer les capacités des acteurs de la Diplomatie	Nombre d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité par an		MEMAE	4 844	300	1 000	1 000	1 544	1 000

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.3.4	Renforcer la politique de communication et d'information (interconnexion du Departement central avec les services extérieurs)	Taux de satisfaction des utilisateurs des systèmes d'information et de communication du MEMAE		MEMAE	4 307	307	1 000	1 000	1 000	1 000
Extrant 2.4	La coopération bilatérale et multilatérale est renforcée	Taux de couverture diplomatique			22 014	814	3 700	3 800	6 500	7 200
Action 2.4.1	Améliorer le niveau de représentativité de la Côte d'Ivoire à travers le monde	Nombre d'Ambassades et représentations diplomatiques ouvertes par an		MEMAE	5 700	200	1 500	1 500	1 000	1 500
Action 2.4.2	Renforcer les instruments de coopérations bilatérales et multilatérales (commissions mixtes, OI, ONG...)	Nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux signés et mis en œuvre par an		MEMAE	1 950	150	300	300	500	700
Action 2.4.3	Accroître la présence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux	Ratio de règlement des engagements financiers de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux Nombre de compétences ivoiriennes dans les organismes internationaux		MEMAE	14 364	464	1 900	2 000	5 000	5 000
Extrant 2.5	La coopération internationale en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable est renforcée	Nombre de conventions signées Niveau de financements mobilisés			2 613	-	1 200	1 200	133	80
Action 2.5.1	Assurer le suivi des accords internationaux en matière d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre d'accords suivis	Rapport d'Activités	MESUDD/S CIMFE	1 100	-	500	500	50	50
Action 2.5.2	Renforcer les capacités des acteurs en matière de négociation et de mise en œuvre des accords internationaux dans les domaines d'environnement, de salubrité urbaine et de développement durable	Nombre d'acteurs formés	Rapport de formation	MESUDD/S CIMFE	1 060	-	500	500	30	30
Action 2.5.3	Développer les stratégies de mobilisation des ressources financières	Nombre de nouvelles activités financées	Rapport d'Activités	MESUDD/S CIMFE	453	-	200	200	53	-
Extrant 2.6	Les potentialités culturelles et touristiques de la Côte d'Ivoire sont promues sur la scène internationale	Nombre de visas touristiques délivrés par les Représentations diplomatiques et Consulaires Nombre de participations de la Côte d'Ivoire aux foires et événements culturels internationaux			2 853	510	660	660	510	513
Action 2.6.1	Instituer un cadre d'échange avec les structures en charge des questions culturelles et touristiques	Cadre interministériel d'échange mis en place	Rapport d'activités DFCC Rapport MCF	MEMAE/MCF	50	10	10	10	10	10
Action 2.6.2	Renforcer l'action de la Diplomatie en matière de promotion culturelle et touristique de la Côte d'Ivoire	Nombre d'activités culturelles à l'étranger Nombre de troupes ivoiriennes participant aux festivals culturels internationaux		MEMAE/MCF	2 500	500	500	500	500	500

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 2.6.3	Vulgariser la Francophonie auprès des populations ivoiriennes	Nombre de Clubs de la Francophonie installés dans les lycées et universités	Rapport d'Activités du CNF	MCF/MEMAE	303	-	150	150	-	3
Effet 3	L'accès aux marchés régionaux et mondiaux des produits et services de la Côte d'Ivoire est accru	Volume des exportations (quantité, flux financier) (Base = ; Cible =) Part des exportations de la Côte d'Ivoire dans les exportations de l'UEMOA, CEDEAO (Base= AD ; Cible= AD) Nombre de marchés de destination des produits (Base = ; Cible =)	Comptes nationaux		91 193	220	23 935	27 888	18 193	20 957
Extrant 3.1	Les Services de Commerce Extérieur de la Côte d'Ivoire sont développés	Texte de création de la nouvelle agence disponible; Document relatif à l'accord de siège	Rapport d'activités DGE		3 765	45	1800	1000	910	10
Action 3.1.1	Créer une agence de promotion des échanges commerciaux dénommée « Côte d'Ivoire Export »	Texte de création de la nouvelle agence disponible	Rapports d'activités	APEXCI MINISTERE COMMERCE	750	20	230	200	300	-
Action 3.1.2	Délocaliser l'ICCO à Abidjan	Document relatif à l'accord de siège	Rapports d'activités	DOCPB	1 415	15	900	300	200	-
Action 3.1.3	Réorganiser la Copal	Acte d'engagement signé par les pays membres	Rapports d'activités	DOCPB	750	5	235	300	210	-
Action 3.1.4	Publier les tendances du marché international sur les produits de base avec la connexion reuters	Nombre de publications réalisées	Rapports de publication	DOCPB	850	5	435	200	200	10
Extrant 3.2	Les accords commerciaux internationaux sont mis en œuvre	Pourcentage d'accords mis en œuvre	Ministère du Commerce et MIAIE	MIAIE/MC	34 833	85	14 895	860	8 963	10 030
Action 3.2.1	Mettre en œuvre les accords de l'OMC (Accord de facilitation des échanges de Bali, Indonésie)	Nombre d'accords de l'OMC mis en œuvre	Rapports d'évaluation	DCISR	1 350	15	1 055	70	200	10
Action 3.2.2	Mettre en œuvre l'Accord de Partenariat Economique (Afrique de l'Ouest/UE)	Volume de marchandises exportées dans le cadre de l'APE	Rapport d'activités	MIAIE/DPAEX	31 333	20	12 000	660	8 653	10 000
Action 3.2.3	Mettre en œuvre l'AGOA et le MCC	Volume de marchandises exportées dans le cadre de l'AGOA	Rapports d'activités	DPAEX	1 050	20	900	60	70	-
Action 3.2.4	Réaliser une étude d'impact des accords commerciaux internationaux sur l'économie ivoirienne	Rapport d'études disponible	Rapports d'étude	DCISR	100	10	90	-	-	-
Action 3.2.5	Appuyer la mise en œuvre des accords de l'OMC (Accord de facilitation des échanges de Bali, Indonésie, Accord TFA de l'OMC - Dispositions de la catégorie C, Accord de l'OMC sur le commerce des services, Accord de l'OMC sur les Obstacles Techniques au Commerce)	Nombre de formations organisées	Rapports d'évaluation	DCISR	500	10	450	20	20	-

	RESULTATS ESCOMPTES	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	RESPONSABLES	BUDGET (2016-2020) en millions de FCFA	MONTANTS (en millions de FCFA)				
						2016	2017	2018	2019	2020
Action 3.2.6	Renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du Comité National Interinstitutionnel Consultatif de l'OMC (CNIC-OMC)	Nombre de réunions réalisées	PV de réunions	DCISR	500	10	400	50	20	20
Extrant 3.3	L'accroissement des parts de marché de la Côte d'Ivoire dans le commerce mondial est facilité	Taux de croissance des échanges	Comptes nationaux		52 595	90	7 240	26 028	8 320	10 917
Action 3.3.1	Appuyer le développement des exportations des filières prioritaires identifiées dans la SNE	Taux de croissance des petits opérateurs organisant leur première opération à l'export	Statistiques nationales	CNE	23 025	20	3 038	14 500	400	5 067
Action 3.3.2	Améliorer le dispositif statistique (banque de données et vulgarisation)	Disponibilité de données périodes	Banque de données et vulgarisation	CNE	9 350	20	1 562	518	4 400	2 850
Action 3.3.3	Améliorer les mécanismes et outils de promotion et d'accès au financement	Taux de petits producteurs ayant accès aux services de micro-financement	Base de données	CNE	18 820	20	2 000	10 500	3 300	3 000
Action 3.3.4	Améliorer la qualité et l'image des produits, y compris emballage et créer un label « made in Côte d'Ivoire »	Taux d'accroissement de la demande des produits ivoiriens à l'exportation	Base de données	CNE	1 400	30	640	510	220	-
Effet 4	La contribution des ivoiriens de l'extérieur au rayonnement et au développement de la Côte d'Ivoire est renforcée	Part des transferts de la diaspora dans le PIB(Base =AD ; Cible = AD)			13 949	255	8 242	2 469	2 533	45
Extrant 4.1	Les conditions de vie des ivoiriens de l'extérieur sont améliorées	Proportion d'ivoiriens assistés			8 457	90	5 100	1 751	1 266	250
Action 4.1.1	Renforcer le cadre institutionnel de gestion des Ivoiriens de l'Extérieur			MIAIE	6 086	25	5 000	711	250	100
Action 4.1.2	Disposer d'une monographie actualisée des Ivoiriens de l'Extérieur	Proportion de données disponibles sur les ivoiriens de l'extérieur		MIAIE	175	25	25	80	20	25
Action 4.1.3	Renforcer l'assistance aux ivoiriens de l'extérieur	Montant de l'aide accordée aux ivoiriens indigents de l'extérieur		MEMAE/MIAIE	1 871	15	50	860	896	50
Action 4.1.4	Lutter contre l'immigration irrégulière			MIAIE	325	25	25	100	100	75
Extrant 4.2	La participation des ivoiriens de l'extérieur aux efforts de développement de la Côte d'Ivoire est intensifiée	Volume d'investissement des ivoiriens de l'extérieur en Côte d'Ivoire			5 492	165	3 142	718	1 267	200
Action 4.2.1	Promouvoir les opportunités économiques auprès des ivoiriens de l'extérieur	Nombre de missions de sensibilisations réalisées		MIAIE	2 130	15	2 000	33	38	44
Action 4.2.2	Développer des produits adaptés aux besoins d'investissement des Ivoiriens de l'Extérieur	Nombre de produits présentés pour les besoins de la diaspora		MIAIE	136	20	47	20	23	26
Action 4.2.3	Faciliter la mobilisation des compétences des Ivoiriens de l'Extérieur			MIAIE	376	30	95	165	56	30
Action 4.2.4	Organiser des Forums avec les Ivoiriens de l'Extérieur	Nombre de forums organisés		MIAIE	2 850	100	1 000	500	1 150	100

MATRICES D' ACTIONS PRIORITAIRE

AXE STRATEGIQUE

RECAPITULATIF DE LA MATRICE D' ACTIONS PRIORITAIRES

RECAPITULATIF DE LA MATRICE D' ACTIONS PRIORITAIRES

AXE STRATEGIQUE	Budget (en millions de FCFA)	Coûts annuels (en millions de FCFA)				
		2016-2020	2016	2017	2018	2019
TOTAL PND 2016-2020	30 000 000	4 277 199	5 148 531	6 000 279	6 847 320	7 726 670
AXE STRATEGIQUE 1 : RENFORCEMENT DE LA QUALITE DES INSTITUTIONS ET DE LA GOUVERNANCE	2 936 472	308 331	691 793	666 107	642 985	627 256
AXE STRATEGIQUE 2 : ACCELERATION DU DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET DU BIEN ETRE SOCIAL	4 967 556	381 749	736 399	785 450	1 211 544	1 852 413
AXE STRATEGIQUE 3 : ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE PAR L'INDUSTRIALISATION	12 455 401	2 521 389	2 034 473	2 357 500	2 683 189	2 858 849
AXE STRATEGIQUE 4 : DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HARMONIEUSEMENT REPARTIES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL ET PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	9 243 964	1 061 847	1 575 636	2 049 803	2 226 020	2 330 658
AXE STRATEGIQUE 5 : RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	277 847	3 883	90 229	91 419	55 746	36 570
MARGE D'ARBITRAGE	118 760	-	20 000	50 000	27 836	20 924

A large, stylized map of Côte d'Ivoire is centered on the page, outlined in a thick orange border. The background of the entire page is a light orange color with a faint, grid-like pattern.

∨
**MATRICES D' ACTIONS
PRIORITAIRES**
∧

DIRECTION GENERALE DU PLAN ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

BP V 165 ABIDJAN - Tél : +225 20 25 88 59 / 61 - Fax : + 225 20 25 88 60